



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Journal des débats

Le mardi 18 novembre 1986

Vol. 29 - No 62

Président : M. Pierre Lorrain

QUÉBEC

Débats de l'Assemblée nationale

Table des matières

Affaires courantes	
Présentation de projets de loi	
Projet de loi 123 - Loi modifiant la Loi sur les syndicats professionnels	4033
M. Pierre-C. Fortier	4034
Dépôt de documents	
Rapport de la Commission de protection de la langue française	4034
Rapport de la Société des traversiers du Québec	4034
Rapports des Conseils régionaux de la santé et des services sociaux (CRSSS) des Laurentides-Lanaudière et de Kativik	4034
Rapports annuels de la Société d'aménagement de l'Outaouais (SAO) et de la Société d'habitation du Québec (SHQ)	4034
Dépôt de rapports de commissions	
Étude détaillée du projet de loi 96 - Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les boissons alcooliques	4034
Étude détaillée du projet de loi 86 - Loi abrogeant la Loi sur la Société du Parc des expositions agro-alimentaires	4034
Questions et réponses orales	
Les pouvoirs de l'Assemblée nationale en matière linguistique	4034
Difficultés éprouvées par Québécois dans les régions	4037
Retrait du droit de parole au député de Duplessis	4040
Fermeture de lits d'hôpitaux dans différentes régions du Québec	4041
Création d'emplois dans les régions par le Régime d'épargne-actions (REA)	4044
Les services de santé à Schefferville	4045
Avis touchant les travaux des commissions	4045
Renseignements sur les travaux de l'Assemblée	4045
Affaires du jour	
Projet de loi 116 - Loi abolissant le Conseil des arts du Québec	
Adoption	4046
Mme Lise Bacon	4046
M. André Boulerice	4046
M. Michel Gratton	4047
Mme Lise Bacon (réplique)	4048
Projet de loi 74 - Loi modifiant la Loi sur l'assurance-maladie	
Adoption	4048
Mme Thérèse Lavoie-Roux	4048
M. Jacques Rochefort	4049
Mme Cécile Vermette	4053
Mme Thérèse Lavoie-Roux (réplique)	4054
Projet de loi 114 - Loi abrogeant la Loi sur l'Institut national de productivité	
Adoption	4056
M. Daniel Johnson	4056
M. Jean-Guy Parent	4058
Projet de loi 122 - Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant la mention du district judiciaire de Laval ou de Longueuil dans les statuts de certaines corporations	
Adoption du principe	4059
M. Pierre-C. Fortier	4059
M. Jean Garon	4060
M. Michel Gratton	4068
M. Claude Filion	4068
M. Pierre-C. Fortier (réplique)	4069
Renvoi à la commission du budget et de l'administration	4070

Table des matières (suite)

Projet de loi 120 - Loi modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal	
Adoption du principe	4070
M. Michel Gratton	4070
M. Jean Garon	4075
M. Yves Séguin	4084
M. Michel Gauthier	4087
M. Jean-Pierre Bélisle	4090
Ajournement	4092

Abonnement: 40 \$ par année pour les débats de la Chambre
Chaque exemplaire: 0,75 \$ - Index: 5 \$

Chèque rédigé au nom du ministre des Finances et adressé au

Service de la distribution des documents parlementaires
Assemblée nationale du Québec
1060, rue Conroy (rez-de-chaussée)
Québec G1R 5E6
Tél. (418) 643-2754

Courrier de deuxième classe - Enregistrement no 1762

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
ISSN 0709-3632

Le mardi 18 novembre 1986

(Quatorze heures deux minutes)

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît: À l'ordre, s'il vous plaît! Un moment de recueillement. Veuillez vous asseoir.

Nous allons maintenant procéder aux affaires courantes. Vous ne vouliez pas parler, M. le leader de l'Opposition?

M. Chevette: J'avais le goût de demander au leader du gouvernement où est rendu le tiers du Conseil des ministres?

Le Président: M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: M. le Président, le leader de l'Opposition connaît déjà la réponse à sa question depuis 8 h 30 ce matin, puisqu'on a communiqué les renseignements. Je peux le faire de façon exhaustive ou simplement dire qu'il y a au moins trois de nos collègues qui participent à des conférences fédérales-provinciales aujourd'hui, car, contrairement au gouvernement antérieur, nous croyons à l'intérêt de participer à ces conférences fédérales-provinciales, et ce, dans le meilleur intérêt de tous les Québécois.

Le Président: M. le leader de l'Opposition.

M. Chevette: Oui, M. le Président. Il y en a au moins trois, mais il en manque six autres. Où sont les six autres?

Le Président: M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: M. le Président, on sait que le ministre des Finances est en convalescence, le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation est en réunion avec son homologue ontarien, le ministre du Tourisme participe à une conférence fédérale-provinciale des ministres du Tourisme à Winnipeg, le ministre de l'Environnement est conférencier au Great Lakes Water Quality Summit à Détroit, le ministre des Communications est en mission commerciale en Europe, le ministre du Commerce extérieur est à Ottawa, rencontre Mme Carney et se rendra ensuite à la Conférence des premiers ministres à Vancouver, le Solliciteur général assiste aux funérailles du policier Baril à Montréal, Mme la ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration est conférencière à la Chambre de commerce italienne à Montréal.

Le Président: Nous allons maintenant procéder aux affaires courantes, si vous me permettez.

Déclarations ministérielles.

Une voix: En quelle langue?

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! Déclarations ministérielles. M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: Simplement pour vous avertir que je ne demanderai pas où sont les députés péquistes qui sont absents.

Le Président: Non. Je pense qu'on va procéder aux affaires courantes.

M. Chevette: Vous ne laisserez pas planer le doute, M. le Président, qu'ils n'auraient pas d'aussi bonnes occupations que celles des députés du gouvernement...

Le Président: M. le leader de l'Opposition.

M. Chevette: Ils sont ici.

Le Président: Je pense que j'ai été tolérant, M. le leader du gouvernement a donné toutes ses explications. M. le leader de l'Opposition, vous avez la parole.

M. Chevette: Oui. Le député de Lévis doit entrer dans quelques minutes. Il était à notre conseil des députés du Parti québécois. Il y aura deux députés absents pour des raisons très valables et que je sache, ils n'ont pas à répondre en Chambre du devoir d'État.

Le Président: Affaires courantes. Il n'y a aucune déclaration ministérielle.

Présentation de projets de loi. M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: Oui. Je vous prierais d'appeler l'article b du feuillet, s'il vous plaît.

Projet de loi 123

Le Président: À l'article b du feuillet, M. le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation présente le projet de loi 123, Loi modifiant la Loi sur les syndicats professionnels. M. le ministre.

M. Pierre-C. Fortier

M. Fortier: Ce projet de loi a pour objet de supprimer pour les syndicats professionnels et les unions, fédérations et confédérations de syndicats professionnels l'obligation de soumettre le règlement à l'approbation de l'inspecteur général des institutions financières.

Le Président: L'Assemblée accepte-t-elle de se saisir de ce projet de loi?

Des voix: Adopté.

Le Président: Adopté. M. le leader du gouvernement, il n'y a pas de présentation d'autres projets de loi?

Dépôt de documents. Mme la ministre des Affaires culturelles.

Rapport de la Commission de protection de la langue française

Mme Bacon: J'ai l'honneur de déposer le rapport d'activités 1985-1986 de la Commission de protection de la langue française.

Le Président: Document déposé. M. le ministre des Transports.

Rapport de la Société des traversiers

M. Côté (Charlesbourg): Il me fait plaisir de déposer le rapport d'activités de la Société des traversiers du Québec pour l'année se terminant le 31 mars 1986.

Le Président: Document déposé. Mme la ministre de la Santé et des Services sociaux.

Rapports des CRSSS des Laurentides-Lanaudière et de Kativik

Mme Lavoie-Roux: J'ai le plaisir de déposer les rapports annuels 1985-1986 des Conseils régionaux de la santé et des services sociaux des régions Laurentides-Lanaudière et Kativik.

Le Président: Documents déposés. M. le ministre des Affaires municipales et responsable de l'Habitation.

Rapports annuels de la SAO et de la SHQ

M. Bourbeau: M. le Président, j'ai le plaisir de déposer le rapport annuel 1985-1986 de la Société d'aménagement de l'Outaouais et également le rapport annuel 1985 de la Société d'habitation du Québec.

Le Président: Documents déposés.

Rapports de commissions.

M. le président de la commission des institutions.

Étude détaillée du projet de loi 96

M. Filion: M. le Président, j'ai l'honneur de déposer le rapport de la commission des institutions qui a siégé le 12 novembre 1986 afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 96, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les boissons alcooliques. Le projet de loi a été adopté avec amendements.

Le Président: Rapport déposé. M. le député de Berthier, membre de la commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation.

Étude détaillée du projet de loi 86

M. Houde: Merci, M. le Président. J'ai l'honneur de déposer le rapport de la commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui a siégé le 13 novembre 1986 afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 86, Loi abrogeant la Loi sur la Société du Parc des expositions agro-alimentaires. Le projet de loi a été adopté.

Le Président: Rapport déposé.

Rapports de pétitions.

Cet après-midi, il n'y aura pas d'intervention portant sur une violation de droit ou de privilège ou sur un fait personnel.

Avant de procéder à la période des questions orales, j'avise immédiatement les membres de cette Assemblée que Mme la ministre de la Santé et des Services sociaux, à une question qui a été posée la semaine dernière par M. le député de Gouin au sujet des services de santé de Schefferville, aura un complément de réponse immédiatement après la période des questions.

Je vais reconnaître, en principale, M. le chef de l'Opposition.

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

Les pouvoirs de l'Assemblée nationale en matière linguistique

M. Johnson (Anjou): M. le Président, ma question s'adresse au ministre responsable du dossier constitutionnel. Nous savons que jeudi doit s'ouvrir à Vancouver une conférence fédérale-provinciale qui, en principe, touche aux questions économiques, mais des dépêches nous apprennent que le premier ministre du Québec aurait l'intention d'y faire progresser le dossier constitutionnel. Est-ce que le ministre responsable de ce

dossier au gouvernement pourrait nous dire si, dans les nombreux entretiens qu'il a eus avec ses homologues des provinces canadiennes ou avec son vis-à-vis fédéral, il a été question dans le dossier constitutionnel du Québec de demandes en matière linguistique quant aux pouvoirs de l'Assemblée nationale du Québec?

Le Président: M. le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes.

M. Rémillard: M. le Président, j'ai terminé mercredi dernier ma tournée des provinces. J'aurai à compléter mes informations où j'ai expliqué d'une façon très générale aux premiers ministres, aux ministres responsables du dossier, les éléments les plus généraux de nos demandes concernant les cinq points que nous revendiquons pour adhérer pleinement à la constitution canadienne. Ces cinq points, M. le Président, sont connus. Nous les avons énoncés et nous les avons discutés en campagne électorale. Nous demandons que le Québec puisse retrouver ses droits historiques, entre autres, bien sûr, ce droit de veto qu'on a perdu le 16 avril 1981. En ce qui concerne les négociations qui, pour le moment, se situent strictement dans une phase exploratoire, nous voulons savoir s'il y a des possibilités sérieuses d'en arriver à une entente avec les neuf autres provinces et le gouvernement fédéral. Si nous voyons ces possibilités, alors nous pourrions nous engager dans une phase formelle, c'est-à-dire convoquer une conférence fédérale-provinciale pour tenter d'en arriver à une entente. Je dois vous dire, M. le Président, que cela ne sera pas facile, bien que je demeure optimiste. Nous partons de loin. Il y a eu des pots cassés qui ne sont pas toujours faciles à ramasser, je vous l'avoue, mais quand même je crois que le dossier avance à un rythme intéressant.

Le Président: M. le chef de l'Opposition, en additionnelle.

M. Johnson (Anjou): M. le Président, je réitère ma question au ministre. Est-ce qu'il a été question dans ses pourparlers avec ses homologues des autres provinces ou de certaines provinces qu'il a pu consulter ou rencontrer des pouvoirs de l'Assemblée nationale du Québec en matière linguistique?

Le Président: M. le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes. M. le ministre, vous avez la parole.

M. Rémillard: M. le Président, il a été question de cinq points. Le premier de ces points, c'est la reconnaissance de la spécificité du Québec, la reconnaissance que le Québec est une société distincte et la

reconnaissance également que le Canada est fondé sur la dualité des francophones et des anglophones. À partir de là, bien sûr, on peut en déduire toutes les conséquences normales tel qu'il appert déjà à la constitution et telles qu'elles existent exactement en ce qui regarde les compétences de l'Assemblée nationale du Québec.

Nous connaissons aussi les autres demandes du Québec. Nous connaissons les demandes en matière d'immigration, en matière de la Cour suprême, en ce qui regarde aussi le pouvoir de dépenser et, bien sûr, en ce qui regarde la formule d'amendement. Or, ce que nous demandons aux autres provinces, c'est de mettre de côté le principe qui, le 16 avril 1981, a été accepté par le précédent gouvernement, en ce sens que toutes les provinces étaient égales y compris le Québec. Maintenant nous leur disons: Bien, écoutez, ce n'est pas tout à fait comme cela. Elles avaient probablement oublié que le Québec n'est pas comme les autres, que le Québec est une société distincte et que nous voulons que cette distinction soit inscrite clairement dans la constitution. C'est cela, réclamer les droits historiques du Québec et c'est ce que nous allons faire.

Des voix: Bravo!

Le Président: M. le chef de l'Opposition, en additionnelle.

M. Johnson (Anjou): M. le Président, le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes pourrait-il nous dire s'il a été question des pouvoirs de l'Assemblée nationale du Québec en matière linguistique dans ses pourparlers avec les autres provinces?

Le Président: M. le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes.

M. Rémillard: M. le Président, je n'ai pas à discuter, avec les autres premiers ministres ou les autres ministres responsables du dossier, des pouvoirs qui appartiennent à l'Assemblée nationale du Québec. Nous ne voulons pas donner des pouvoirs, nous voulons demander des pouvoirs qui nous reviennent comme droits historiques en tant que membre de cette fédération canadienne.

C'est dans ce contexte, M. le Président, que nous voulons que la dualité canadienne soit un principe reconnu dans la constitution canadienne. C'est en ce sens que nous voulons faire reconnaître la société distincte et c'est en ce sens que nous allons faire en sorte qu'il y ait une règle d'interprétation claire dans la constitution qui permettra aux tribunaux d'interpréter l'ensemble de la constitution canadienne, y

compris les clauses concernant la langue ou d'autres concernant les compétences législatives du Québec. Mais il s'agit de réclamer essentiellement cinq points. Et ce n'est pas une surprise. Nous en avons discuté en campagne électorale; et probablement que, rarement dans l'histoire politique du Québec, un parti politique s'est présenté avec un mandat aussi clair de négociation, parce que nous en avons discuté pendant toute la campagne électorale et ils sont là, M. le Président. Je me promène dans toutes les provinces avec le programme du Parti libéral, que nous avons défendu en campagne électorale, et nos cinq points sont là. Il n'y a pas de cachette dans cela.

Des voix: Bravo!

Le Président: M. le chef de l'Opposition, en additionnelle.

M. Johnson (Anjou): M. le Président, je prend acte du fait que le ministre se promène avec un programme de parti et non pas une position de gouvernement.

M. le Président, je demanderais donc...

Le Président: A l'ordre!

Une voix: Quand on en a un, on peut se promener avec.

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! À l'ordre, s'il vous plaît! À l'ordre, s'il vous plaît! On a très bien entendu la réponse du ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes. Je reconnais maintenant le chef de l'Opposition, en additionnelle. En additionnelle, M. le chef de l'Opposition.

M. Johnson (Anjou): Oui, M. le Président. Prenant donc acte, M. le Président, que le ministre reconnaît, je crois, qu'il n'a pas été question des droits de l'Assemblée nationale en matière linguistique, ma question est la suivante: Ne croit-il pas qu'il devrait ajouter un sixième élément à ses propositions constitutionnelles quand elles deviendront enfin une position du gouvernement de l'ensemble des Québécois et non pas juste d'un parti politique, et que ce sixième élément devrait être les droits exclusifs de l'Assemblée nationale en matière linguistique?

Le Président: M. le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes. M. le ministre.

M. Rémillard: M. le Président, nous pourrions ajouter six, sept, huit ou vingt points. Vous savez, il y a plusieurs revendications qu'on pourrait faire. Le précédent gouvernement en a demandé

plusieurs dans son livre bleu. Mais ce que nous disons, c'est qu'il y a une première étape. Cette première étape, c'est cinq conditions qui nous apparaissent essentielles et qui sont fondamentales pour que l'on puisse adhérer pleinement à cette fédération canadienne.

Nous avons également un sixième point - il y a un sixième point et nous l'avons toujours dit - en ce sens que nous voulons une deuxième période de négociation où nous allons discuter d'autres sujets qui sont très importants pour nous et également pour plusieurs autres provinces.

Donc, M. le Président, on pourrait ajouter des sujets, mais, pour nous, ce qui est important, c'est d'en arriver à une entente. Pour en arriver à une entente, tout d'abord, pour le Québec, il faut récupérer les droits historiques qu'il a perdus le 16 avril 1981, dans une première étape. Je peux vous dire que si nous réussissons cette première étape, déjà, l'assise sera là pour aller chercher, ensuite, les pouvoirs dont nous avons besoin concernant la distribution des pouvoirs et la réforme des institutions, ce qui va nous permettre de vraiment jouer ce rôle majeur que nous avons à jouer dans la fédération canadienne.

Le Président: M. le chef de l'Opposition, en additionnelle.

M. Johnson (Anjou): M. le Président, puisque le ministre nous a présenté ses cinq points comme l'essentiel, devons-nous comprendre que les revendications en matière linguistique ne font pas partie de l'essentiel pour le Québec?

Le Président: M. le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes. M. le ministre.

M. Rémillard: M. le Président, lorsque nous demandons qu'on reconnaisse clairement dans la constitution que le Québec est une société distincte, nous reconnaissons par là toutes les caractéristiques qui découlent normalement de cette distinction. Bien sûr, c'est une question de langue, c'est une question de culture, c'est une question d'institutions. C'est pour cela qu'on recommande qu'on reconnaisse une société distincte.

Ce n'est pas le peuple nécessairement et seulement envers qui nous voulons la reconnaissance, mais la société dans tout ce qu'elle comprend, autant la culture, la langue que les communications et les institutions. C'est dans cet ensemble que nous devons comprendre que la langue sera comprise dans ces négociations. Mais ce que je veux bien préciser, c'est que dans un premier temps, nous négocions cinq points qui sont essentiels pour adhérer à la constitution, avec un

sixième point qui, lui, nous garantit une deuxième ronde de négociation où nous allons pouvoir négocier d'autres sujets qui nous sont aussi très importants.

(14 h 20)

Donc, ce qui est important pour nous, c'est de procéder avec diligence, mais quand même avec beaucoup de doigté pour ne rien brusquer, afin que les résultats que l'on veut atteindre puissent nous faire oublier le 16 avril 1981.

Le Président: Mme la députée de Maisonneuve, question principale.

Difficultés éprouvées par Quebecair dans les régions

Mme Harel: Merci, M. le Président. Il y a des gros problèmes dans le transport aérien fait par Quebecair dans les régions. Quelques exemples tirés des rapports officiels de vols de Convair, seulement pour la semaine dernière, nous amènent à constater, entre autres, qu'un avion a été retourné de Sept-Îles à Montréal, sans passagers, à cause de pneus défectueux; une annulation de vol Rouyn-Montréal-Rouyn, à cause de défauts mécaniques; un retard d'une journée du service de Mont-Joli à Wabush; l'annulation du vol Saint-Augustin à la Basse-Côte-Nord; des passagers qui se cotisent pour louer leur propre avion à Mont-Joli; un patient à la jambe brisée qui se fait transporter en ambulance de Mont-Joli à Québec; les passagers de Gaspé et Bonaventure qui arrivent à 23 heures au lieu de 11 heures et je ne parle que des problèmes mécaniques pour la semaine dernière seulement. Au total, 43 défauts mécaniques qui ont provoqué des retards, des annulations et des transferts de vols.

Ma question s'adresse au ministre des Transports. Devant cette situation, le ministre des Transports entend-il cesser de pénaliser tout le réseau dans toutes les autres régions et donner suite aux revendications des gens de la côte en exigeant des acheteurs de Quebecair de maintenir en permanence des avions à Sept-Îles pour desservir la Basse et la Moyenne-Côte-Nord?

Le Président: M. le ministre des Transports.

M. Côté (Charlesbourg): Pour répondre à Mme la députée de Maisonneuve, je pourrais vous donner maints exemples des difficultés de Quebecair avant le 31. Je pourrais vous parler des Boeing 737, qui desservient la Barbade, avec une "extension" de soute à bagages... S'il vous plaît! Ne vous énervez pas là! On va y arriver. Si le député de Duplessis veut arrêter de faire des petites

conférences de presse et se lever de temps en temps pour poser des questions, on va y répondre, avec M. Jalbert. Levez-vous! Ne vous gênez pas!

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

Une voix: Si vous arrêtez de parler, il va répondre.

Le Président: Si vous me permettez, sur une question de règlement, M. le leader de l'Opposition.

M. Chevrete: Je pense que l'article 79 permet à un ministre de répondre à une question et non pas de faire du chantage auprès des députés d'en face.

Le Président: Si vous me permettez! Au début de la réponse du ministre, j'ai entendu des voix de chaque côté de la Chambre et je pense que le ministre répondait à certaines allusions ou bruits. Je vais permettre à M. le ministre de répondre à la question posée par Mme la députée de Maisonneuve, mais j'aimerais quand même très bien l'entendre. M. le ministre des Transports.

M. Côté (Charlesbourg): M. le Président, c'est bien la première fois que je fais des menaces aussi douces en invitant les gens à poser des questions.

M. le Président, tout simplement pour vous dire que du temps où ces gens administraient le Québec, étaient responsables de l'administration de Quebecair, il y a eu très régulièrement des problèmes de mécanique. Je ne citerai qu'un seul exemple. À un moment donné, quand on a fait la desserte des Bahamas avec des Boeing 737, pour être capable d'y aller d'une seule envolée au lieu de faire un atterrissage en Floride, on avait décidé de prendre la soute à bagages pour allonger les réservoirs de carburant et de faire voyager les bagages par Air Canada. Si vous en voulez des anecdotes comme cela, on peut vous en conter à volonté.

Pour revenir au cas précis, je suis quand même étonné qu'on ne me fasse pas mention des quinze pétoncles géniteurs qui ont des problèmes à se rendre. C'était aussi l'objet d'un article de journal pour les gens qui n'ont pas grand-chose à faire que de répéter des choses comme celle-là.

Ce qui est arrivé dans certains cas et dans ce cas précis - sauf qu'on ne le mentionne pas, on barde les journaux de ces articles - c'est qu'il y a des problèmes de température. Il y a des fois où on ne peut pas voler parce qu'il y a des problèmes de température. Ce que madame me dit, c'est qu'il y a des problèmes quant à certains appareils. C'est une compagnie responsable qui ne fait pas voler des individus à bord

d'appareils qui ont des difficultés et les envoie réparer à Montréal. C'est une bonne chose. C'est un sens des responsabilités.

À partir du moment où on a... Parlons donc d'un autre cas, celui qui a fait l'objet de questions, le frère de M. Brian Mulroney qui est revolé en l'air avec un fauteuil à l'intérieur de l'avion. Saviez-vous, ma chère madame, que c'est un avion qui sortait... M. le Président, saviez-vous - pour ne pas faire offense à sa loyale Opposition - que cet appareil sortait des hangars de réparation de l'entreprise privée où des sièges flambant neufs venaient d'être installés - on n'avait pas dit cela - mais dont un a sauté?

Le Président: Mme la députée de Maisonneuve, en additionnelle.

Mme Harel: M. le Président, les passagers nous intéressent plus que les pétoncles et évidemment plus que les pizzas.

M. le Président, bien que tout soit important, M. le ministre des Transports ne sait-il pas qu'il y a des problèmes autant pour les passagers que pour la marchandise et que pour la desserte de la Basse et Moyenne-Côte-Nord, les militants libéraux eux-mêmes sont mécontents? Ceux de la Côte-Nord se sont ouverts aux journaux et je les cite: "Les militants libéraux sont d'avis que la privatisation de Quebecair..."

Le Président: Non, madame! Votre temps est déjà expiré. Je vous ai rappelé au tout début, parce que vous avez passé une remarque, que vous êtes en additionnelle. Limitez-vous à la question sans préambule. Vous savez que le temps est très limité pour une question additionnelle et vous l'avez déjà dépassé.

Mme Harel: M. le Président, M. le ministre sait-il que les militants libéraux de la Côte-Nord considèrent que la privatisation de Quebecair a été néfaste pour la région de Sept-tles et représente davantage de soucis que d'économie?

Le Président: M. le ministre des Transports.

M. Côté (Charlesbourg): Mme la Présidente... M. le Président, il est clair...

Des voix: Ah! Ah! Ah!

M. Côté (Charlesbourg): Tout ce que la fièvre peut faire, M. le Président!

Il est clair - on ne l'a jamais caché - qu'il y a des problèmes de desserte dans certaines régions avec des appareils, parce que, des Convair neufs, il n'y en avait pas. Ce sont des appareils qui ont été achetés, et la compagnie fait tout ce qu'elle peut pour les rendre conformes aux exigences de

sécurité des individus. À plus belle preuve, il y en a qui sont retirés pour réparations.

On n'a jamais tenté de cacher qu'en éliminant les cancers que vous aviez achetés, les HS-748 qui étaient entretenus à grands frais à Sept-tles, on causait la perte de 52 emplois de mécaniciens à Sept-tles. On ne l'a jamais caché. Mais puis-je rappeler aussi bien à vous qu'aux militants libéraux de Sept-tles que si, dans ce dossier, ils ont perdu 52 emplois avec le gouvernement libéral, cette région a aussi récupéré ITT qu'elle n'avait pu récupérer avec vous, ce qui représente 400 emplois. 400 moins 52, cela fait encore un net.

Des voix: Bravo! Bravo!

Le Président: M. le député de Duplessis, en additionnelle.

Des voix: ...

Le Président: M. le député de Duplessis, vous avez la parole, en additionnelle.

M. Perron: M. le Président, est-ce que le ministre des Transports du Québec maintient, comme il l'a affirmé en Chambre le 6 novembre dernier, que les personnes qui ne pouvaient prendre l'avion de Quebecair sur les vols 318 et 322, les 25 et 26 octobre dernier, étaient des passagers en attente qui n'avaient pas réservé et qui ne détenaient pas de billet?

Le Président: M. le ministre des Transports.

M. Côté (Charlesbourg): M. le Président, je suis bien heureux de voir que mes menaces ont porté fruits; cela a permis au député de Duplessis de se lever.

Le Président: M. le ministre.

M. Côté (Charlesbourg): Je maintiens ce que j'ai dit. J'ai pris les informations que les autorités m'ont transmises. Et si le député de Duplessis a des informations complémentaires qui infirment cela, qu'il n'hésite pas à les déposer en cette Chambre et à me les remettre, et on verra par la suite ce qu'on pourra faire. Je ne suis pas pilote et je ne dirige pas la compagnie. Je vous ai transmis des informations qui, selon moi, étaient très sérieuses. Dans la mesure où ses informations seraient différentes, j'invite le député de Duplessis à les déposer, et nous irons vérifier tous les deux, s'il le veut, auprès de la compagnie.

Le Président: M. le député de Duplessis, en additionnelle.
(14 h 30)

M. Perron: Merci, M. le Président. Est-ce que le ministre des Transports du Québec maintient toujours que, sur le vol 322 du 26 octobre dernier, personne n'était en attente à Montréal?

Le Président: M. le ministre des Transports.

M. Côté (Charlesbourg): M. le Président, même réponse.

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

Une voix: Y a-t-il un pilote dans le...

Le Président: Je n'ai pas compris votre réponse, M. le ministre des Transports.

M. Côté (Charlesbourg): Même réponse.

Le Président: M. le député de Duplessis, en additionnelle.

M. Perron: M. le Président, vous me permettez...

Le Président: Est-ce que je peux entendre les questions de M. le député de Duplessis, s'il vous plaît? M. le député de Duplessis, en additionnelle.

M. Perron: M. le Président, est-ce que le ministre des Transports me permet de déposer un affidavit et un document avec signature qui confirment exactement le contraire de ce qu'il nous a dit le 6 novembre dernier et de ce qu'il nous dit aujourd'hui en cette Chambre?

Une voix: Voilà!

Le Président: M. le ministre des Transports.

M. Côté (Charlesbourg): M. le Président, je suis très heureux que le député de Duplessis puisse déposer des choses. Oui, très certainement - il n'y a pas de honte ni de crainte à cela - déposez-les et on va aller vérifier ensemble. Je vous demande si, à votre tour, vous acceptez mon invitation d'aller rencontrer les gens de Quebecair ensemble.

Le Président: M. le député de Duplessis, en additionnelle.

M. Perron: M. le Président...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! M. le député de Duplessis, en additionnelle.

M. Perron: ...comment le ministre des Transports du Québec peut-il concilier les

affirmations faites à cette Assemblée nationale le 6 novembre dernier avec le contenu des deux déclarations que je viens de déposer en cette Chambre puisque, justement, cela démontre que le ministre des Transports a menti à l'Assemblée nationale le 6 novembre dernier?

Des voix: Bravo!

Des voix: Oh! Oh!

Le Président: Vous savez, M. le député de Duplessis... Si vous me le permettez, aucun membre de cette Assemblée ne peut mentir à la Chambre et c'est prévu dans notre Règlement. Peu importe les documents que vous déposez... Je demanderais, dans un premier temps, s'il y a consentement de cette Chambre... J'ai bien compris de votre réponse tout à l'heure qu'il y avait consentement pour déposer deux pièces.

Une voix: Consentement.

Le Président: Peu importe le contenu de ces pièces, M. le député de Duplessis, il y a un privilège qui est accordé à chacun des membres de cette Chambre et vous devez de prendre la parole de M. le ministre des Transports. J'aimerais que vous retiriez vos paroles, à savoir qu'il y a quelques jours ou quelques semaines il a menti à la Chambre. C'est tout ce que je vous demande.

M. Perron: M. le Président...

Le Président: Nous allons déposer vos deux documents, M. le député de Duplessis.

M. Perron: ...si je retire les paroles que je viens de dire, ce sont les personnes qui ont justement signé les documents que j'ai déposés qui vont être accusées de mensonge. Je ne retire pas mes paroles, M. le Président.

Des voix: Oh! Oh! Expulsion! Expulsion!

Le Président: Non, non, non. Si vous me le permettez... À l'ordre, s'il vous plaît!

Peu importe... Si vous me le permettez... M. le député de Duplessis, peu importent les paroles et les actes d'autres personnes, prononcés, écrits, signés ou assermentés à l'extérieur de la Chambre, ils n'ont rien à voir avec le privilège de chacun des membres de cette Assemblée, c'est-à-dire être crû lorsqu'il adresse la parole à cette Chambre. Si vous pensez que vous avez besoin d'informations additionnelles, de détails additionnels, vous pouvez toujours les exiger d'un membre de cette Assemblée, d'autant plus que, dans ce dossier du ministre des Transports... Mais vous ne

pouvez, sur la base d'un document émanant de tiers qui n'ont pas de privilèges ici même en cette Assemblée, aller au-delà de l'article 35.6 - je le relis et c'est très important - et "imputer des motifs indignes à un député ou refuser d'accepter sa parole." C'est le premier privilège de tous les membres de cette Assemblée. Je vous demande très poliment, avec votre grande expérience, M. le député... Vous pourrez, soit cet après-midi avec d'autres questions, soit en demandant d'autres détails au ministre des Transports... Mais vous ne pouvez en aucun temps, peu importe le document que vous avez en votre possession, peu important les personnes, probablement - j'en suis certain - de bonne foi, qui ont signé ces documents, accuser qui que ce soit en cette Assemblée d'avoir menti.

Je vous demande simplement et très poliment, M. le député de Duplessis, de retirer seulement ces mots et immédiatement, s'il vous plaît!

M. Perron: M. le Président, compte tenu que je ne veux pas induire la Chambre en erreur, je ne retire toujours pas mes paroles.

M. Gratton: Question de règlement.

Le Président: M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: Sur une question de règlement, M. le Président. Je voudrais vous signaler que le député de Duplessis obéit aux instructions qu'il reçoit présentement du leader et du leader adjoint de l'Opposition...

M. Chevette: M. le Président...

M. Gratton: ...qui lui demandent de ne pas retirer ses paroles, afin de respecter le règlement.

M. Chevette: Question de règlement. Voilà un bel exemple de procès d'intention...

Le Président: Un instant! Un instant! Un instant!

M. le leader du gouvernement, vous avez terminé?

M. le leader de l'Opposition.

M. Chevette: Voilà un bel exemple de procès d'intention que font ces gens-là. Je vais invoquer une question de règlement également par rapport aux propos tenus en cette Chambre. Relisez le libellé et le procès-verbal du 6 novembre. Ce n'était pas le pilote qui avait donné une information. C'était catégorique, ils voulaient faire passer les gens de la Côte-Nord pour des niais.

Le Président: Ce n'est pas du tout la

question, M. le député! La question concerne l'article 35.6. On ne peut en aucun temps imputer des motifs ou refuser d'accepter... Une minute! Ce n'est pas une question de règlement, je ne l'ai même pas acceptée. Comme des remarques sont dites assez régulièrement...

M. le député de Duplessis, je suis obligé de vous aviser pour une dernière fois. Je vous rappelle immédiatement l'article 42 concernant le retrait du droit de parole, si vous me le permettez: "Le président peut retirer la parole à un député pour le reste de la séance si celui-ci ne se soumet pas à deux rappels à l'ordre consécutifs. Si le député ne respecte pas l'interdiction prononcée contre lui, le président l'avertit une dernière fois. S'il ne se soumet toujours pas, le président peut ordonner son exclusion de l'Assemblée pour le reste de la séance." Pour une première fois, M. le député de Duplessis, dans l'intérêt...

Des voix: ...

Le Président: S'il vous plaît!

M. Chevette: Ils courent après.

Retrait du droit de parole

Le Président: Pour une première fois, M. le député de Duplessis, dans l'intérêt des travaux de cette Assemblée, dans l'intérêt du respect de tous ceux qui ont à s'adresser la parole de chaque côté de l'Assemblée, je vous demande de retirer non pas toute votre argumentation, mais l'allusion et les mots à savoir que le ministre des Transports a menti à l'Assemblée.

M. le député de Duplessis.

M. Perron: Je maintiens toujours mes paroles, M. le Président.

Une voix: Dehors!

Le Président: Je pense, M. le député, que vous avez très bien compris toutes les conséquences et que c'est volontairement... Vous acceptez d'ailleurs le fait, après toutes les explications... Je pense que je vous ai donné toutes les chances pour que vous puissiez retirer vos paroles. Pour une deuxième fois, je vous demande de retirer cette partie de phrase qui est non parlementaire. Vous savez très bien qu'en vertu de notre règlement il y a d'autres moyens que ceux-là, si quelqu'un a manqué aux privilèges de cette Assemblée.

Pour une deuxième fois, M. le député de Duplessis, est-ce que vous retirez vos paroles?

M. Perron: Non, M. le Président.

Le Président: Pour une troisième fois je vous avise.

Étant donné que vous ne voulez pas retirer vos paroles, M. le député de Duplessis, je vous retire votre droit de parole pour le reste de la journée.

Nous allons continuer la période de questions.

M. Gratton: M. le Président...

Le Président: M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: ...question de règlement. Je pense que le député de Duplessis a compris qu'il devait quitter, que...

Le Président: Non, non, non, non, non.

M. Gratton: ...vous l'aviez expulsé. Je pense que vous devriez lui indiquer qu'il peut quand même demeurer à l'Assemblée.

Le Président: Non, non, non, non, non. Je m'excuse, M. le leader du gouvernement. Je pense qu'on a pris assez de temps là-dessus. M. le député a très bien compris. C'est son choix, il n'est pas obligé de rester ici, cela a été très bien expliqué. S'il a choisi de quitter, il peut le faire en tout temps.

Je vais maintenant reconnaître M. le député de Gouin en principale.

Fermeture de lits d'hôpitaux dans différentes régions

M. Rochefort: Merci, M. le Président. Alors que la semaine dernière la ministre de la Santé et des Services sociaux avouait timidement fermer 101 lits, nous savons aujourd'hui que plusieurs centaines de lits seront fermés. Nous savons qu'à l'Hôpital de Montréal pour enfants les enfants traités en neurologie le seront maintenant dans des lits d'hospitalisation où on répare les bras et les jambes brisés, que les enfants d'Alma devront faire 50 kilomètres pour être servis en pédiatrie, que la nouvelle salle d'urgence de l'Institut de cardiologie de même que les cliniques externes qui sont prêtes sont reportées de plusieurs mois et que la clinique de maladies transmises sexuellement de l'Est du Québec, la seule, est fermée. Alors que la ministre prétend que ce service pourra être offert en CLSC, elle refuse en même temps d'implanter le CLSC qui pourrait donner ce service. Tout cela a lieu dans un contexte où la ministre a promis de ne faire aucune coupure, où la ministre a annoncé qu'elle ne faisait aucune coupure et dans un contexte où elle a déjà tracé son bilan comme quoi tout était parfait.

(14 h 40)

M. le Président, je voudrais savoir de

la ministre de la Santé et des Services sociaux pourquoi une nouvelle coupure, cette fois-ci à l'Hôpital général du Lakeshore où on ferme douze lits en pédiatrie, où maintenant il n'y aura plus aucun service pour les enfants de moins de deux ans et où maintenant les huit lits qui resteront seront dans des départements de chirurgie pour adultes.

Le Président: Mme la ministre de la Santé et des Services sociaux. Mme la ministre, vous avez la parole.

Mme Lavoie-Roux: M. le Président, je veux remercier le député de Gouin de sa question. Cela me permettra de faire certaines mises au point. En ce qui a trait aux services en neurologie de l'Hôpital de Montréal pour les enfants, je pense que j'ai indiqué fort clairement - d'ailleurs il l'a répété lui-même - que les enfants ne seront pas privés de ces services mais qu'ils seront hospitalisés dans d'autres lits qui sont disponibles à l'intérieur de l'hôpital. Je pense qu'on ne peut pas empêcher les hôpitaux de faire une certaine rationalisation de leurs ressources. Je pense que c'est la marque d'une bonne administration.

En ce qui a trait aux lits de Dolbeau, je conseillerais à nos amis d'en face...

Une voix: D'Alma.

Mme Lavoie-Roux: D'Alma, pardon, de peut-être vérifier leurs sources. Il y a actuellement à l'hôpital d'Alma 20 lits de pédiatrie qui sont maintenus mais, comme ils étaient occupés dans une moyenne de 12 lits, les 20 lits restent ouverts mais le personnel, au lieu de devoir desservir 20 lits qui n'étaient pas remplis mais dont l'occupation variait souvent de 5 à 12 lits, a été réduit pour répondre aux besoins réels de la population.

Également, M. le Président, le député de Gouin ne l'a pas mentionné, vous vous souviendrez que jeudi dernier il m'a aussi demandé ou accusée de fermer 110 lits à l'hôpital Notre-Dame. Après vérification - ce dont je me doutais et j'avais donné ma réponse dans ce sens - j'ai découvert que c'est durant la dernière année du mandat du Parti québécois que 110 lits ont été fermés, aux mois de février et mars.

Le Président: En conclusion, Mme la ministre. En conclusion, Mme la ministre, s'il vous plaît.

Mme Lavoie-Roux: Bon.

Le Président: A l'ordre, à l'ordre!

Mme Lavoie-Roux: D'accord, M. le Président.

Le Président: A l'ordre!

Mme Lavoie-Roux: J'arrive à la conclusion. Dans le cas des lits de l'hôpital du Lakeshore, des lits de pédiatrie, aucune décision n'a encore été arrêtée.

Le Président: M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: Oui. Simplement pour vous faire remarquer ainsi qu'aux membres de l'Assemblée qu'il est possible, comme vient de le faire Mme la ministre, de contester le bien-fondé de certaines affirmations d'un membre sans pour autant le traiter de menteur.

Le Président: M. le leader de l'Opposition.

M. Chevrete: M. le Président, de toute évidence ce n'était pas une question de règlement. S'il faut utiliser le mot "mentir" pour faire sortir la vérité, il faudra le faire.

M. Gratton: M. le Président, question de règlement.

Le Président: M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: Je vous assure que nous ne le ferons pas.

Le Président: M. le député de Gouin, question additionnelle.

M. Rochefort: Oui, M. le Président. Je dirai au leader du gouvernement que ceux que la ministre accuse d'être des menteurs, ce sont les intervenants de la santé et des services sociaux...

Le Président: Mme la ministre.

Mme Lavoie-Roux: M. le Président.

M. Rochefort: Je n'ai pas posé de question, M. le Président.

Le Président: Sur une question de règlement.

M. Rochefort: Ah! Sur une question de règlement.

Mme Lavoie-Roux: M. le Président, il y a dix ans que je siége dans cette Assemblée et je ne me souviens pas d'avoir traité qui que ce soit de menteur. Par contre, je pense que la vérité a ses droits et quand ce sera nécessaire je rectifierai les faits.

Le Président: M. le député de Gouin, question additionnelle.

M. Rochefort: M. le Président, pour permettre à la ministre de la Santé et des Services sociaux de rectifier les faits et pour permettre de faire toute la lumière sur les coupures qu'elle effectue actuellement...

Le Président: Un instant! Un instant! M. le député de Gouin, continuez. Vous avez la parole.

M. Gratton: Sur une question de règlement, M. le Président. Ah! Oui. Bien oui. C'est très malheureux mais, M. le Président...

Le Président: M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: ...quand on ne respectera pas le règlement de l'autre côté, je vais devoir, c'est mon rôle, rappeler les articles 77 et 78. On y lit qu'il est permis de poser une ou plusieurs questions complémentaires, qu'elles doivent être brèves, précises et sans préambule. Ce que fait le député, présentement, ce qui soulève des réactions ici à l'Assemblée nationale, il fait précéder sa question d'un préambule, ce qui n'est pas permis par l'article 78.

Le Président: M. le député de Gouin, question additionnelle. Je vous l'avais dit deux fois. Question additionnelle.

M. Rochefort: Qu'est-ce que la ministre de la Santé et des Services sociaux attend pour convoquer une commission parlementaire à laquelle seront invités tous les intervenants qui sont aux prises avec des coupures et qu'est-ce qu'elle attend pour déposer la liste des coupures qu'elle effectue actuellement dans tous les établissements du réseau de la santé et des services sociaux? Si la vérité a ses droits, voilà une occasion de faire éclater la vérité.

Le Président: Mme la ministre de la Santé et des Services sociaux. Mme la ministre, vous avez la parole.

Mme Lavoie-Roux: Pour la nième fois, je répète à l'Assemblée nationale qu'il y a eu des sommes importantes d'injectées dans les budgets des hôpitaux pour prévoir le coût de services, sans compter les déficits accumulés que le gouvernement qui nous a précédé avait laissés s'additionner sans y apporter les correctifs nécessaires. Nous avons injecté des sommes. Nous avons demandé aux établissements de présenter des plans d'équilibre budgétaire. Je dois vous dire, encore une fois ici, que nous obtenons la plus grande collaboration de la part des administrations hospitalières dans cette opération, et ceci, je pense, pour le mieux-être des centres hospitaliers du Québec.

Le Président: Mme la députée de Johnson, question additionnelle.

Mme Juneau: Merci. Comment la ministre expliquera-t-elle à la population de l'Estrie la fermeture de 24 lits supplémentaires cette année, durant la période des fêtes, et ceci, à l'hôpital Saint-Vincent-de-Paul?

Le Président: Mme la ministre de la Santé et des Services sociaux.

Mme Lavoie-Roux: Chaque année, à l'occasion des fêtes de Noël et du Nouvel An, il y a des lits de fermés dans les hôpitaux, et c'est une tradition qui remonte à plusieurs, plusieurs années.

Le Président: M. le leader de l'Opposition, question additionnelle.

M. Chevrete: Oui. Comment la ministre peut-elle se vanter d'avoir eu des coupures de 101 lits seulement, alors qu'il y en a eu 100 exclusivement au centre hospitalier régional de Lanaudière en psychiatrie et qu'il y a eu également 20 postes d'abolis, dont trois aux soins intensifs? Est-ce qu'on appelle cela la qualité des services et l'amélioration des services en régions?

Le Président: Mme la ministre de la Santé et des Services sociaux.

Mme Lavoie-Roux: Vous comprendrez qu'avec quelque 800 établissements et environ 250 hôpitaux, je prends note de la question très précise du député de Joliette et que je lui répondrai demain.

Le Président: M. le député de Lévis, question additionnelle.

M. Garon: Pourquoi la ministre de la Santé et des Services sociaux a-t-elle accepté que l'hôpital de l'Enfant-Jésus ferme 138 lits pendant trois semaines au cours de la période des fêtes qui vient pour l'année 1986-1987?

Le Président: Mme la ministre de la Santé et des Services sociaux.

Mme Lavoie-Roux: J'ignore si le nombre de lits qu'avance le député de Lévis est exact. Il est fort possible qu'au centre hospitalier de l'Enfant-Jésus de Québec, comme dans d'autres centres hospitaliers du Québec, on ferme des lits à l'occasion des fêtes de Noël et du Nouvel An.

Le Président: Je vais reconnaître maintenant en principale...

Une voix: Dernière question additionnelle.

Le Président: Une dernière question additionnelle, M. le député de Lévis.

M. Garon: Est-ce que la ministre de la Santé et des Services sociaux est au courant qu'il s'agit à l'hôpital de l'Enfant-Jésus d'un lit sur trois et est-ce qu'elle maintient toujours, ce qu'elle a affirmé jeudi dernier, que l'équipe de secteur de Lévis s'occupe de maladies transmises sexuellement? Est-ce qu'elle peut affirmer également que le CLSC de Bellechasse et le CLSC Chutes de la Chaudière s'occupe de dépistage comme elle l'a affirmé la semaine dernière, et est-ce qu'elle a vérifié auprès de ces CLSC et de cette équipe de secteur?

Le Président: Mme la ministre de la Santé et des Services sociaux.

Mme Lavoie-Roux: Ce que j'ai dit en Chambre la semaine dernière, touchant les maladies transmises sexuellement dans la région de Lévis, c'est que les services qui étaient à la disposition de la population demeuraient satisfaisants et étaient les mêmes que ceux qu'on retrouvait dans l'ensemble du Québec. Dans le cas des deux CLSC et de l'équipe de secteur de la région de Lévis, je peux lui dire que ce que j'ai dit à l'Assemblée nationale, c'est que ces CLSC avaient des services d'éducation, d'information et de référence.
(14 h 50)

Dans le cas de l'équipe de secteur de Lévis, il s'agit d'un travail d'éducation, d'information et de prévention qui se fait surtout au niveau scolaire et dans les cégeps. C'est évident, compte tenu des ressources des CLSC, qu'un CLSC peut offrir davantage que l'autre, mais dans les trois cas, M. le Président, il y a de l'information et de l'éducation qui se font. Il semble que le député de Lévis ne comprenne pas exactement comment se fait le traitement et la prévention des maladies transmises sexuellement au Québec. Dans le cas d'un CLSC, il n'y a pas de mesure curative compte tenu de la nature de l'établissement lui-même.

Le Président: M. le chef de l'Opposition, une dernière additionnelle.

M. Johnson (Anjou): Est-ce que la ministre, M. le Président, nous dit que...

Le Président: Je m'excuse! Je m'excuse, une dernière additionnelle, très brève. J'avais déjà avisé celui qui est responsable pour la période des questions de votre côté que c'était une dernière.

M. Gratton: Question de règlement, M.

le Président.

Le Président: M. le leader du gouvernement, oui.

M. Gratton: Je voudrais simplement m'assurer, M. le Président, que vous reconnaîtrez ensuite le député de Pontiac.

Le Président: Oui, je vais reconnaître une question principale.

M. Johnson (Anjou): M. le Président, est-ce qu'on peut y aller?

Le Président: Oui, M. le chef de l'Opposition, vous avez la parole.

M. Johnson (Anjou): M. le Président, est-ce que la ministre est en train de nous dire qu'en matière de maladies transmises sexuellement, l'éducation et l'information sont l'équivalent du dépistage?

Le Président: Mme la ministre de la Santé et des Services sociaux.

Mme Lavoie-Roux: M. le Président, je répète encore une fois que le dépistage, comme je l'ai dit la semaine dernière, se fait par les médecins dans leur bureau privé, dans les polycliniques ou encore peut se faire dans les cliniques externes des hôpitaux et que les traitements mineurs peuvent être faits par les médecins privément ou les traitements plus spécialisés à l'intérieur des hôpitaux, comme c'est le cas pour l'Hôtel Dieu de Lévis.

Le Président: M. le député de Pontiac, en principale.

Création d'emplois dans les régions par le REA

M. Middlemiss: Merci, M. le Président. Ma question s'adresse au ministre des Finances par intérim. Le ministre a rendu publique la semaine dernière, à l'occasion de sa déclaration ministérielle du 11 novembre 1986, sa décision d'ouvrir le Régime d'épargne-actions du Québec à certaines corporations de développement régional. Ma question: Le ministre peut-il nous indiquer comment cette décision contribuera concrètement à développer l'économie et à créer des emplois dans les régions du Québec?

Le Président: M. le ministre des Finances par intérim et ministre de l'Industrie et du Commerce.

M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges): Merci, M. le Président. Je remercie le député pour sa question. Ce que le régime étendu aux

sociétés à capital de risque à vocation régionale fait, c'est très concrètement de permettre l'accès à des marchés, à des ressources financières à même l'épargne régionale pour pouvoir investir directement dans la création d'emplois. Cela s'ajoute au fonds de développement que, dans une région, des grandes sociétés ou des plus petites sociétés peuvent avoir mis sur pied et deuxièmement, cela vient consacrer - c'est comme cela qu'on l'envisage - l'existence d'un réseau de relations d'affaires qui a été constitué par l'initiative des gens, chacun dans sa région. Je suis extrêmement heureux de voir que cette initiative que nous avons eue ait été très bien accueillie au Saguenay-Lac-Saint-Jean et je suis surtout enchanté de voir l'intérêt qui a été éveillé dans d'autres régions.

Des voix: Bravo!

Le Président: En additionnelle, M. le député de Pontiac.

M. Middlemiss: M. le Président, est-ce que le ministre peut nous indiquer combien coûteront les mesures annoncées et en quoi elles se distinguent du régime traditionnel de subvention aux entreprises?

Le Président: M. le ministre des Finances par intérim et ministre de l'Industrie et du Commerce.

M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges): M. le Président, si on présumait que la totalité des 2 000 000 \$ qui doivent être émis par la société à capital de risque à vocation régionale l'était entre les mains de gens qui d'habitude se procurent des actions émises en vertu du Régime d'épargne-actions, on pourrait parler d'environ 600 000 \$. Mais il apparaît à mon sens qu'il pourrait y avoir un déplacement de l'épargne, donc les actions émises par la société à capital de risque seraient achetées par des gens qui, par ailleurs, auraient pu acheter autre chose. À la limite on peut prétendre que cela ne coûte rien. Mais là où cela se distingue des régimes de subvention, c'est que c'est une façon incitative plutôt que coercitive d'amener les gens à faire du développement régional et surtout à appuyer les initiatives de développement régional qui ont été très bien reçues au Saguenay-Lac-Saint-Jean.

Le Président: Fin de la période des questions. Tel qu'annoncé antérieurement, je vais maintenant reconnaître Mme la ministre de la Santé et des Services sociaux en réponse une question qui lui avait été posée la semaine dernière par M. le député de Gouin concernant les services de santé à Schefferville. En complément.

Les services de santé à Schefferville

Mme Lavoie-Roux: M. le Président, on s'était enquis des services de santé qui étaient existants à Schefferville, à la suite de la fermeture de la ville. À ce moment, comme nous l'avions annoncé au printemps, les dispositions ont été prises pour que le centre de santé lui-même soit fermé. Par contre, les services médicaux sont assurés 24 heures sur 24 dans les communautés naskapie, montagnaise et non indienne par l'entremise de trois dispensaires. On y offre les services d'urgence, d'observation, de clinique externe, de dentisterie, de consultations médicales spécialisées, d'électrocardiographie, de radiologie et des services psychosociaux.

D'autres services sont offerts par le CLSC de Fermont, soit des services pharmaceutiques de laboratoire et de radiologie plus poussés. Il n'y a pas d'hospitalisation dans ces dispensaires, évidemment. Toutefois, ceux dont l'état de santé le requiert sont immédiatement dirigés vers un hôpital, soit à Sept-Îles, soit à Montréal, soit à Québec. Alors, en excluant l'hospitalisation qui n'est plus possible au centre de santé, puisque la population qui continue à y demeurer ne justifiait plus de maintenir ces lits, les services actuels offerts sont au moins équivalents à ceux qui existaient avant la fermeture du centre de santé.

M. Rochefort: M. le Président, en additionnelle.

Le Président: En additionnelle, M. le député de Gouin.

M. Rochefort: Comment la ministre peut-elle justifier que, du fait que deux infirmières doivent aussi accompagner les malades qui sont transférés à Montréal ou à Québec en avion, ce soient de bons services de santé quand, lorsqu'elles accompagnent ces malades qui sont transférés de ce milieu à Montréal ou à Québec, on laisse cette région et ces populations sans aucune disponibilité médicale sur le territoire?

Le Président: Mme la ministre de la Santé et des Services sociaux.

Mme Lavoie-Roux: M. le Président, le député de Gouin fait une affirmation en ce sens que les gens sont laissés sans personnel infirmier quelconque pendant qu'ils viennent à Montréal ou à Québec, selon le lieu du transfert. C'est la première fois que j'entends parler de ceci. Je veux bien le vérifier. Quand je dis que les services de santé sont assurés 24 heures sur 24, de toute évidence, il doit y avoir du personnel infirmier ou médical qui reste sur place. Je

ferai cette vérification.

Le Président: Alors, fin de la période des questions orales.

Nous allons continuer les affaires courantes.

Votes reportés.

Motions sans préavis.

Avis touchant les travaux des commissions, M. le leader du gouvernement.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Gratton: Oui, M. le Président. Je désire aviser l'Assemblée qu'aujourd'hui, après les affaires courantes jusqu'à 18 heures et de 20 heures à 22 heures, ainsi que demain, le mercredi 19 novembre, de 10 heures à 13 heures, à la salle Louis-Joseph-Papineau, la commission des institutions poursuivra l'étude détaillée du projet de loi 92, Loi modifiant diverses dispositions législatives eu égard à la Charte des droits et libertés de la personne.

Le Président: J'aimerais communiquer immédiatement aux membres de cette Assemblée que mercredi, à compter de 10 heures, la commission des affaires sociales se réunira à la salle 84, à l'Hôtel du Parlement, afin de tenir une séance de travail.

M. Gratton: M. le Président...

Le Président: Oui, M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: M. le Président, à cette étape de nos travaux, afin de donner suite à la motion de renvoi en commission du projet de loi 102, Loi sur les terres du domaine public, et conformément à une entente avec l'Opposition, je voudrais maintenant déposer ici, à l'Assemblée, la liste des organismes qui seront entendus lors des consultations particulières sur ledit projet de loi et qui se tiendront les 11 et 12 décembre 1986.

Le Vice-Président: Document déposé. M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: Les affaires du jour?

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

Le Vice-Président: Ici, j'ai un renseignement sur les travaux de l'Assemblée. Je vous indique que la motion qui sera débattue demain a été présentée par le député de Gouin en vertu de l'article 97 du règlement. Elle se lit comme suit. À l'ordre, s'il vous plaît! Je demanderais aux députés qui tiennent des caucuses à l'Assemblée de bien vouloir quitter les lieux

s'il vous plaît, afin que nous puissions procéder avec diligence aux travaux de l'Assemblée.

Je vous indique que la motion qui sera débattue demain a été présentée par le député de Gouin, en vertu de l'article 97 du règlement, et se lit comme suit: "Que cette Assemblée demande au gouvernement de respecter les promesses électorales du Parti libéral à l'égard de la santé et des services sociaux, qu'elle obtienne la garantie formelle que cesseront immédiatement les coupures de services de santé et de services sociaux et qu'elle exige du gouvernement le rétablissement sans délai des services coupés et l'amélioration de la qualité et de la quantité des mesures nécessaires pour répondre adéquatement aux besoins des citoyens et citoyennes du Québec."
(15 heures)

Y a-t-il quelques renseignements sur les travaux de l'Assemblée?

Nous allons donc passer aux affaires du jour. M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: Oui, M. le Président. Je vous prierais d'appeler l'article 60 du feuilleton, s'il vous plaît.

Projet de loi 116

Adoption

Le Vice-Président: À l'article 60, nous allons maintenant procéder à l'étape de l'adoption du projet de loi 116, Loi abolissant le Conseil des Arts du Québec, présenté par la ministre des Affaires culturelles. Mme la ministre des Affaires culturelles.

Mme Bacon: M. le Président.

Le Vice-Président: Un instant, Mme la ministre. Oui. J'ai dit tantôt que j'indiquerais formellement à certains députés qui ne se conforment pas à la consigne... Je comprends que les travaux de l'Assemblée se divisent en deux étapes: les affaires courantes et les affaires du jour. Après les affaires courantes, plusieurs députés doivent quitter les lieux. Si vous avez des renseignements à demander à vos confrères ou à des ministres, je vous prierais de le faire à l'extérieur de l'Assemblée pour que nous puissions entendre les propos que tiennent les députés qui ont la parole. D'accord?

Mme la ministre, la parole est à vous.

Mme Lise Bacon

Mme Bacon: M. le Président, j'ai proposé à cette Assemblée le projet de loi 116, Loi abolissant le Conseil des Arts du Québec puisque ce conseil est inopérant depuis le 24 octobre 1968. On doit dire aussi que le mandat de ce conseil n'avait jamais

été défini clairement. Il a surtout agi à titre consultatif dans l'étude des demandes de subventions. Or, nous avons, au ministère des Affaires culturelles, des mécanismes administratifs comme la Loi sur l'administration financière, des programmes budgétaires annuels, la politique de jury, des comités de sélection, d'évaluation et l'existence maintenant d'associations professionnelles comme le Conseil québécois du théâtre, l'Association des périodiques culturels, l'Association des éditeurs, l'Association des libraires et j'en passe, M. le Président. Il y a aussi le Conseil de la culture qui supplée largement à l'existence d'un tel conseil.

Aujourd'hui, il ne s'agirait pas de faire un long discours sur cette abolition d'un conseil qui n'existe pratiquement plus, qui est inopérant depuis le mois d'octobre 1968. Il n'y a pas autre chose à ajouter que de demander à cette Chambre d'adopter le projet de loi 116, M. le Président.

Le Vice-Président: Merci, Mme la ministre des Affaires culturelles. M. le député de Saint-Jacques.

M. André Boulerice

M. Boulerice: M. le Président, je vais convenir avec Mme la ministre qu'on ne fera pas un plat avec ce projet de loi, parce qu'il n'y a effectivement rien dans l'assiette. Ce sont trois articles tout au plus - je le répète - qui auraient pu, comme les projets de loi 15, 16, 17 et 18 qu'on a eus au printemps dernier, être regroupés à l'intérieur d'une loi générale modifiant certaines dispositions législatives dans le secteur des affaires culturelles.

Encore une fois, j'aurais plutôt souhaité que la ministre réponde aux questions que je lui ai posées la semaine dernière quant à l'étude détaillée de ce projet-là où je disais: Les vraies questions qui se posent sont sur l'avenir québécois de la recherche sur la culture. On va en reparler dans le projet de loi 149. La Commission des biens culturels, il n'y a toujours pas de réponse là-dessus, la Commission des bibliothèques publiques, le Conseil consultatif de la lecture et du livre...

Le Vice-Président: M. le député de Saint-Jacques, pour éviter qu'on soulève une question de règlement, nous sommes à l'étape de l'adoption du projet de loi. Le débat doit se limiter au contenu même du projet de loi et non pas à quelque question relative à d'autres affaires dans le domaine culturel. Je vous prierais de revenir au projet de loi 116. À l'ordre, s'il vous plaît! M. le député de Saint-Jacques.

M. Boulerice: J'allais effectivement, M.

le Président, soulever moi aussi une question de règlement pour signifier aux collègues d'en face de faire un peu le silence. C'est un respect élémentaire qu'ils peuvent avoir. D'ailleurs, le maire de Montréal disait qu'il ne serait pas mesquin pour l'opposition, il pourrait s'inspirer du nouveau maire de Montréal. Je vous le répète, on ne fera pas un plat du projet de loi 116 parce qu'il n'y a rien dans l'assiette. La culture est au régime libéral, un régime amaigrissant de 17 000 000 \$. Cela se traduit par les projets de loi qu'on nous présente.

M. Gratton: M. le Président.

Le Vice-Président: M. le leader du gouvernement.

M. Michel Gratton

M. Gratton: M. le Président, je ne peux laisser passer l'affirmation que vient de faire le député de Saint-Jacques à savoir qu'on aurait pu en tant que gouvernement présenter les dispositions du projet de loi 116 dans un projet de loi omnibus comportant d'autres dispositions modifiant d'autres lois dans le secteur des affaires culturelles.

Effectivement, le député a raison de prétendre qu'on aurait pu le faire. On a indiqué dès le début, et ce, justement par la voix de la vice-première ministre lors du discours inaugural de décembre 1985, qu'un des changements qu'on apporterait dans notre façon de légiférer à l'Assemblée nationale, ce serait justement de ne plus présenter de projets de loi omnibus qui modifient un certain nombre de lois, même si ces lois touchent un même domaine. Je sais que ce n'est pas tout à fait pertinent à notre discussion mais, compte tenu des propos du député de Saint-Jacques, je vais lui faire parvenir copie de deux lettres, une signée par le juge en chef de la Cour provinciale, M. Gaston Rondeau, et une autre signée par le président de la Chambre des notaires du Québec, M. Jean Lambert, qui, toutes deux, témoignent de la satisfaction qu'éprouvent les notaires et les juges, donc les utilisateurs des lois, relativement à cette nouvelle façon de faire du gouvernement, c'est-à-dire de présenter des projets de loi distincts, même s'ils ne comportent qu'un ou deux articles. Imaginez que les gens s'y retrouvent mieux.

M. Gendron: Question de règlement, M. le Président.

Le Vice-Président: Question de règlement, M. le leader adjoint de l'Opposition.

M. Gendron: Je voudrais savoir à quel titre le leader du gouvernement est encore debout, comme cela a été son attitude tout au long de la période de questions. Un

instant, je voudrais expliquer mon point de vue!

Le Vice-Président: D'accord. Vous avez une question de règlement, je vous écoute.

M. Gendron: En vertu de quel article du règlement le leader du gouvernement était-il debout pour la septième fois aujourd'hui? C'est cela, ma question de règlement.

Le Vice-Président: M. le leader adjoint de l'Opposition, je dois vous dire que le leader du gouvernement était debout, en vertu du règlement, dans le cadre de l'adoption d'un projet de loi. La ministre responsable peut exercer un droit de parole d'une heure ou moins; pour la réplique de l'Opposition, le critique officiel peut avoir un droit de parole d'une heure; et chacun des députés peut avoir un temps de parole de dix minutes. J'ai compris que le leader du gouvernement s'est levé, non pas sur une question de règlement, mais sur son droit de parole de dix minutes dans le cadre de l'adoption du projet de loi. Ses remarques ayant trait au contenu du projet de loi étaient un peu élargies dans le sens qu'il expliquait que le contenu était présenté de cette façon. Je considérerais que ses propos étaient conformes à notre règlement dans ces circonstances. Il utilisait son droit de parole de dix minutes.

M. le leader adjoint de l'Opposition.

M. Gendron: Je veux tout simplement vous faire remarquer bien calmement que le leader du gouvernement s'est levé, non pas pour discourir sur le projet de loi qu'on a à étudier, dont l'appel avait été commencé, mais pour expliquer pour la quatrième fois sa façon de présenter les projets de loi. Je tiens à vous indiquer qu'il ne s'agit sûrement pas de l'exercice de son droit de parole eu égard à ce qu'il a appelé lui-même, comme leader, le projet de loi concernant la ministre des Affaires culturelles. Il y a toujours un bout!

Le Vice-Président: M. le leader, sur la question de règlement.

M. Gratton: Oui, M. le Président. Je ne sais pas où était le député d'Abitibi-Ouest, mais j'ai justement mentionné que, si je tenais ces propos, c'était à la suite des propos du député de Saint-Jacques qui reprochait à la ministre d'avoir procédé comme elle l'a fait. J'ai expliqué pourquoi... M. le Président, si le député d'Abitibi-Ouest est en train de me dire que mes propos n'étaient pas pertinents au débat, je le reconnais volontiers, je l'ai même dit dans mes remarques, mais, les propos du député de Saint-Jacques ayant été impertinents, j'ai cru bon de faire les rectifications.

M. le Président, si je me lève une huitième fois, est-ce que je devrai m'excuser auprès du député d'Abitibi-Ouest?

Le Vice-Président: D'accord. M. le leader adjoint de l'Opposition, je vous ai expliqué dans quel contexte j'ai donné la parole au leader du gouvernement qui s'expliquait sur la façon dont le projet de loi avait été présenté et sur le contenu dans un projet de loi de si peu de dispositions, finalement. J'ai considéré que c'était pertinent au débat dans le sens que cela répondait à une interrogation du député de Saint-Jacques concernant le contenu du projet de loi, comme l'a mentionné le leader du gouvernement, purement et simplement.

Mme la ministre, voulez-vous exercer votre droit de réplique? Mme la ministre.
(15 h 10)

Mme Lise Bacon (réplique)

Mme Bacon: M. le Président, vous noterez ma surprise de voir que le député de Saint-Jacques nous dit qu'il ne faut pas faire un plat d'un tel projet de loi; il aurait pu tout simplement l'adopter la dernière fois, quand ce projet de loi a été présenté devant nous en Chambre en même temps que le projet de loi 115. Ma surprise, c'est de voir qu'il a fait durer le plaisir aussi longtemps pour se permettre de revenir aujourd'hui avec une ribambelle de dossiers sur lesquels j'ai donné des réponses la dernière fois. S'il veut que je reprenne le même ton que la dernière fois, on peut recommencer, M. le Président, il a l'air d'aimer cela, il est un peu masochiste.

Le Vice-Président: Mme la ministre, je vous demanderais de vous en tenir au contenu du projet de loi et de ne pas répondre aux questions que le député de Saint-Jacques voulait vous poser, ce que j'ai moi-même refusé qu'il fasse. Donc, sur le projet de loi, Mme la ministre.

Mme Bacon: Tout simplement, je redemande à cette Assemblée de voter pour le projet de loi 116, parce que le Conseil des arts est inopérant depuis le 24 octobre 1968 et je ne pense pas qu'on change grand-chose à la vie des gens en l'abolissant.

Le Vice-Président: Le débat étant clos, est-ce que le projet de loi 116, Loi abolissant le Conseil des arts du Québec, est adopté?

Des voix: Adopté.

Le Vice-Président: Adopté.
M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: Unanimement.

L'article 58 du feuillet, s'il vous plaît.

Projet de loi 74

Adoption

Le Vice-Président: A l'article 58 du feuillet, nous en sommes à l'étape de l'adoption du projet de loi 74, Loi modifiant la Loi sur l'assurance-maladie, présenté par la ministre de la Santé et des Services sociaux.

Mme la ministre, vous avez la parole.

Mme Thérèse Lavoie-Roux

Mme Lavoie-Roux: M. le Président, je pense qu'il convient de rappeler l'objet de ce projet de loi modifiant la Loi sur l'assurance-maladie pour y prévoir que les services de planification familiale déterminés par règlement et rendus par un médecin sont des services assurés et que, deuxièmement, la Régie doit, lorsqu'un médecin ou un dentiste devient un professionnel non participant pour une période donnée, en vertu de l'article 132.2 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux tel que proposé par la loi 75, émettre une ordonnance à cet effet, en aviser le médecin ou le dentiste auquel elle s'applique et en publier un avis à la Gazette officielle du Québec.

Aujourd'hui, je peux vous dire qu'il est important que ce projet de loi soit adopté parce que, dans un premier temps, il se réfère à la pratique de la vasectomie et à la reconnaissance par l'assurance-maladie des frais reliés à ce mode de planification familiale. On se rappellera une cause qui remonte à près de deux ans dans laquelle la cour avait reconnu comme non assurée la vasectomie si bien que, depuis ce temps, les individus sont obligés de payer pour se prévaloir d'un tel service. Je voudrais rappeler que ce n'est pas une mesure nouvelle. Depuis 1970, la vasectomie était couverte par l'assurance-maladie et n'eût été cette cause, la situation aurait continué comme auparavant. C'est à cet égard que nous adoptons ce projet de loi.

La deuxième disposition contenue dans le projet de loi est une obligation créée par la loi 75 à un médecin ou un dentiste d'un établissement de donner un préavis de 60 jours avant de quitter l'établissement. Le ministère de la Santé et des Services sociaux se dote d'un outil lui permettant de remplir son mandat à l'égard de la santé publique et de la protection de la population. Il faut bien se rappeler qu'à quelques occasions, des médecins étaient partis sans donner un avis préalable, si bien que la protection de la santé publique se trouvait mise en danger. C'est pour corriger cette carence que,

désormais, les médecins et les dentistes devront, particulièrement lorsqu'il s'agit d'un geste collectif de protestation, donner au moins 60 jours d'avis.

Il est par contre prévu dans la loi 75 que lorsqu'un médecin, pour des raisons individuelles ou particulières - qui peuvent être des raisons tout à fait personnelles - décide de démissionner, le conseil d'administration puisse statuer sur le bien-fondé de cette démission sans que ces 60 jours de préavis soient donnés. C'est vraiment pour contrer des situations où, dans un mouvement de groupe, l'ensemble des médecins d'un établissement décident de quitter pour marquer leur protestation à l'endroit de carences ou de problèmes quelconques et ne pas laisser la population, particulièrement quand cela se produit dans un centre hospitalier isolé à l'intérieur d'une région, sans protection. C'est vraiment dans l'esprit de protéger la santé publique.

Lorsque les médecins ne respecteront pas ce préavis de 60 jours, sauf pour les cas particuliers dont j'ai parlé tout à l'heure, ils se verront désengagés de la Régie de l'assurance-maladie du Québec, c'est-à-dire que ladite régie ne les rémunérera plus pour les services qu'ils rendront pour une période correspondant à deux jours pour chaque journée de non-respect de l'avis de 60 jours qu'ils doivent donner.

Nous croyons qu'il faut empêcher que la population soit mise dans des situations très difficiles sur le plan d'un accès minimal aux services médicaux. C'est dans cet esprit que nous avons présenté ce projet de loi et je suis heureuse de savoir qu'il sera adopté aujourd'hui. Je vous remercie.

Le Vice-Président: Je cède la parole à M. le député de Gouin.

M. Jacques Rochefort

M. Rochefort: M. le Président, on me permettra sûrement - j'imagine que le leader du gouvernement l'acceptera sans broncher - de saisir immédiatement la première occasion qui nous est offerte, à la suite de sa courte intervention de tantôt sur les projets de loi omnibus, pour dire que sa règle souffre des exceptions importantes, puisqu'on se retrouve avec un projet de loi qui, dans un même texte, traite de la vasectomie et aussi de la répartition des effectifs médicaux en région.

J'imagine que, lorsque le juge en chef et les officiers du Barreau ont communiqué avec lui, ils n'avaient sûrement pas pris connaissance de sa pratique de faire souffrir des exceptions importantes à sa théorie générale qui veut qu'il n'y ait plus de projet de loi omnibus. En conséquence, M. le Président, j'espère que le leader ne nous dira pas, au cœur de mon intervention, qu'il retire le projet de loi parce qu'il ne

correspond pas en toutes lettres à sa directive de ne plus faire des projets de loi omnibus.

M. Gratton: ...

M. Rochefort: Oui, M. le Président... Non?

Le Vice-Président: Allez-y, M. le député!

M. Rochefort: C'est parce que le leader proposait une motion de scission. Je ne sais pas, je ne veux pas l'empêcher d'assumer ses responsabilités pleinement ici même.

Plus sérieusement, le projet de loi 74, comme l'a dit la ministre de la Santé et des Services sociaux, vient régler un problème qui se vit au Québec depuis un certain nombre de mois à la suite du jugement d'un tribunal quant au paiement par la Régie de l'assurance-maladie du Québec de l'acte professionnel de la vasectomie.

L'Opposition a donné son accord au projet de loi, eu égard à ses dispositions, pour faire en sorte qu'il soit clairement établi que la Régie de l'assurance-maladie du Québec sera autorisée à payer le coût de l'acte de la vasectomie de la même façon qu'elle est autorisée à payer le coût de l'acte de la ligature des trompes pour les femmes du Québec qui choisissent cette forme de contraception.

Autant nous sommes prêts à concourir au principe qui, finalement, est de faire en sorte que les femmes du Québec n'aient pas à assumer de façon exclusive le poids d'une décision de couple quant à une stérilisation, puisque dans les circonstances que nous connaissons actuellement seulement les ligatures de trompes étaient payées et non pas les vasectomies... Nous sommes donc d'accord avec le principe de ne pas faire porter toute la pression, tout le poids de la décision sur les femmes du Québec quand un couple prend la décision de ne pas avoir d'autres enfants et de recourir à un moyen de stérilisation permanent. Dans ce sens-là, nous nous entendons.

Toutefois, je dois souligner dans un premier temps que nous nous opposons à la forme retenue par la ministre de la Santé et des Services sociaux qui choisit non pas de régler cette question par le contenu même de son projet de loi, mais de régler le problème par voie réglementaire.

(15 h 20)
Je m'explique, M. le Président. L'Assemblée nationale du Québec est l'instance suprême des décisions qui concernent l'organisation du peuple québécois dans sa vie en société. On a connu au fil des années un transfert du pouvoir des élus du peuple, de l'Assemblée nationale vers le pouvoir exécutif, c'est-à-dire le Conseil des

ministres qui de plus en plus légifère par voie de réglementation, donc de ce qu'on appelle de la législation déléguée.

M. le Président, tout le monde qui s'est intéressé à la question de la réforme parlementaire au Québec a toujours reconnu, et particulièrement dans les dernières années - et des deux côtés de notre Assemblée - que c'était une mauvaise pratique de recourir systématiquement à un pouvoir délégué dont l'Assemblée nationale se désistait pour le confier au Conseil des ministres qui n'a pas à débattre publiquement les décisions qu'il prend et qui n'a pas à rendre compte ici même, au cours de l'adoption d'un projet de loi, qui n'a pas à saisir l'ensemble de la population du Québec d'une décision qu'il a à prendre quand vient le temps d'y aller par processus réglementaire.

Nous reconnaissons que dans un certain nombre de projets de loi la réglementation découlant d'une législation était tellement complexe, étant tellement imposante en quantité, en recherche et en préparation, il faut, oui, pouvoir avoir recours à l'occasion à la législation déléguée, donc au pouvoir réglementaire pour intervenir dans différents domaines de législation. Mais dans le cas qui nous occupe, d'aucune façon nous ne sommes justifiés d'agir par réglementation.

Le même article, dans le projet de loi déposé par la ministre, qui nous dit d'autoriser la ministre à présenter un règlement par voie du Conseil des ministres, définissant les actes qui seront maintenant des actes de contraception qui seront défrayés par la RAMQ, aurait pu prendre le même nombre de mots pour dire qu'à compter d'aujourd'hui la Régie de l'assurance-maladie du Québec défraiera les coûts des ligatures de trompes et des vasectomies et l'Assemblée nationale, les députés auraient exercé pleinement leur rôle de législateurs, de représentants élus par le peuple pour légiférer. Si jamais une situation d'urgence intervenait, nous pourrions corriger, compléter, améliorer ce projet de loi par l'adoption automatique, en première, deuxième et troisième lectures la même journée, des compléments que nous voulions apporter.

Non seulement, M. le Président... Oui, M. le Président, je suis très sérieux quand la ministre me dit que je ne suis pas sérieux. Oui, je l'ai dit en commission parlementaire et ce que je dis reste dit. Non seulement l'Assemblée nationale aurait conservé son plein pouvoir de légiférer mais, deuxièmement, la société québécoise aurait été protégée contre toute décision qui pourrait venir éventuellement à partir du pouvoir réglementaire que la ministre veut se voir confier et qui ferait en sorte qu'une décision unilatérale pourrait arriver par décret gouvernemental, publié à la Gazette officielle,

nous annonçant qu'à partir du jour X il y aura d'autres actes qui seront défrayés par la RAMQ alors que l'Assemblée nationale n'en aura jamais discuté, n'en aura jamais été saisie et donc que la population du Québec n'aura pas pu être associée à cette réflexion et à cette décision qui en est une de société.

D'autre part, on pourrait se retrouver dans une situation où la ministre - parce qu'on sait que de ce temps-ci elle se livre à beaucoup de coupures dans le domaine de la santé et des services sociaux - pourrait simplement, à la suite de l'adoption du présent projet de loi, adopter un règlement comme quoi il n'y a plus aucun service de stérilisation qui est payé par la RAMQ. Cette décision n'aurait jamais à revenir ici même, à l'Assemblée nationale, pour être saisie, pour être débattue là où les débats dans notre société doivent se faire, c'est-à-dire entre les hommes et les femmes qui ont été élus démocratiquement au cours d'une élection générale pour prendre les décisions de cette nature au nom de l'ensemble des Québécois et des Québécoises.

Donc, nous nous opposons à l'approche réglementaire retenue par la ministre sur le fond et sur la forme et aussi parce que je pense que, sur cette question particulièrement, il faut maintenir la façon de fonctionner que nous avons eue jusqu'à maintenant qui est celle de le faire ouvertement, en associant non seulement les élus du peuple mais, par une démarche publique officielle, permettre aux hommes et aux femmes du Québec et aux groupes québécois qui sont intéressés par ces questions de pouvoir intervenir, de pouvoir faire connaître leur opinion, donc de pouvoir influencer à leur mesure et dans le cadre de ce que permettent nos institutions politiques les décisions qui seront prises par l'Assemblée nationale.

D'autre part, M. le Président, il importe de faire ressortir aussi un complément direct de l'accord de principe que nous avons donné à la ministre quant à faire payer par la RAMQ tout autant les vasectomies que les ligatures de trompes. Autant, comme je le disais tantôt, nous reconnaissons qu'il faut adopter ce projet de loi pour que cette décision qui intervient à l'occasion dans un couple de ne plus avoir d'enfants... Autant nous souhaitons que cette décision ne pèse pas de tout son poids, de façon exclusive, sur les femmes du Québec, autant nous considérons comme formation politique qu'il faut qu'en même temps que nous adoptons une telle loi, nous connaissions rapidement un plan d'action gouvernemental qui viendra faire en sorte que, dans leur ensemble, les Québécois et les Québécoises en général recourront le moins souvent possible et le plus tard possible à des moyens de contraception permanents, qui sont pour l'essentiel irréversibles.

Un peuple doit continuer à procréer. Un peuple doit continuer à se régénérer. Il faut que, pour ce faire, l'État québécois assume pleinement sa responsabilité en cette matière et donc que, d'une part, il y ait des mesures d'éducation quant aux moyens contraceptifs, qu'il y ait des moyens d'éducation qui soient mis en place pour que le plus tard possible et le moins souvent possible les ménages québécois aient recours à des formes de stérilisation permanente.

Deuxièmement, il faut que, rapidement, nous mettions en place comme société... Et le Parti québécois est prêt à concourir à toute mesure que voudrait nous présenter le gouvernement en cette matière. Il faut que, comme société, nous nous dotions d'un plan d'action de soutien, d'aide, d'appui à tous les hommes et à toutes les femmes du Québec qui veulent avoir des enfants.

Il est important qu'une fois pour toutes, nous nous disions ces choses ici, à l'Assemblée nationale, et qu'elles soient clairement exprimées eu égard aux positions des différentes formations politiques qui sont représentées à l'Assemblée nationale. Jamais je ne voudrais que l'appui de principe que nous donnons à la ministre de la Santé et des Services sociaux dans le projet de loi qui est devant nous soit interprété comme un appui à un mouvement de stérilisation permanente. En aucune façon, la position de ma formation politique n'est d'appuyer ce mouvement. Oui, il faut reconnaître les droits ultimes qui appartiennent aux hommes et aux femmes du Québec. Cependant, il faut que nous nous assurions de moyens d'éducation précis, clairs, suffisants pour s'assurer que les Québécois et les Québécoises sont au courant qu'il existe d'autres formules de contraception qui ne sont pas permanentes, qui ne sont pas irréversibles, et que, deuxièmement, ils sentent concrètement que l'État du Québec est prêt à aider les hommes et les femmes du Québec qui veulent avoir des enfants, que nous sommes prêts à les soutenir, que nous sommes prêts à les appuyer, que nous sommes prêts à considérer les mesures nécessaires pour faciliter le fait d'avoir des enfants dans notre société.

Ce projet de loi ne sera complet, ne sera pertinent que pour autant que nous aurons l'assurance de la ministre de la Santé et des Services sociaux que ces deux plans d'action seront mis en place rapidement. Je ne suis pas en train de dire qu'il faut que la ministre dépose tout le plan d'action sur la politique familiale ou sur la politique de population de son gouvernement incluant l'immigration et toutes les relations interministérielles qui devront se faire pour en arriver à ce plan.

Je pense que, rapidement, simplement, mais efficacement, nous pouvons en arriver à des mesures d'éducation qui font en sorte

qu'on recoure de moins en moins à ces formules de stérilisation permanente et, deuxièmement, qu'on aide ceux et celles qui veulent avoir des enfants par des moyens concrets pour faire en sorte que le peuple du Québec continue de se développer, que le peuple du Québec soit de plus en plus nombreux et que nous soyons encadrés, appuyés quand vient le temps de décider d'avoir des enfants, donc, d'avoir des familles pour faire en sorte que le Québec et que son peuple se prolonge dans l'avenir de plus en plus et solidement.

(15 h 30)

M. le Président, voilà la position de ma formation politique eu égard au premier volet du projet de loi qui portait sur la vasectomie. Il y a un autre volet au projet de loi qui est devant nous, qui est celui de la gestion des ressources, des effectifs médicaux en régions. On se rappellera, M. le Président, que le printemps dernier la ministre de la Santé et des Services sociaux nous a fait adopter un projet de loi qui devait pour l'essentiel mettre en place un cadre, nous disait-elle, qui réglerait le problème très précis, très concret, très réel des carences en ce qui concerne les effectifs médicaux dans les différentes régions périphériques du Québec.

M. le Président, une des mesures que proposait à l'Assemblée nationale à l'époque la ministre était de faire en sorte qu'on ne puisse plus se retrouver dans une situation où tous les médecins d'un même établissement puissent quitter cet établissement en même temps sans en avoir donné un préavis au gouvernement, au ministère de la Santé et des Services sociaux, de façon que le ministère de la Santé et des Services sociaux voie venir cette situation, voie venir ce problème et ait une période de temps pour réagir, pour assurer en tout temps, en permanence, des services de santé et des services sociaux à la population, notamment par la présence d'effectifs médicaux en nombre suffisant pour que ces services soient donnés de façon permanente à la population.

Dans le projet de loi 74, la ministre vient nous faire adopter les articles de loi qui permettront d'appliquer ce mécanisme des 60 jours de délai. La sanction, elle est simple, c'est que les médecins qui ne respecteront pas ces 60 jours seront désassurés pour deux fois le nombre de jours qu'ils n'auront pas respecté ce délai de la Régie de l'assurance-maladie du Québec. Il faut être conscient qu'il s'agit là d'une mesure très sévère, d'une mesure qui n'est accompagnée d'aucun droit de la part des professionnels de la santé concernés de se faire entendre par quiconque avant qu'une décision unilatérale de suspension de leur participation au régime de l'assurance-maladie intervienne.

Nous espérons que ces sanctions ne

seront jamais appliquées, qu'on ne se retrouvera jamais dans une situation où de telles sanctions devront être appliquées. Je reconnais la sincérité de la ministre quand elle nous dit: Par une sanction aussi sévère, je pense que nous nous assurerons que nous ne vivrons plus de situation comme celle que nous avons vécue où tous les médecins d'un même établissement se retiraient de leur participation aux activités d'un hôpital dans une région donnée sans aucun avertissement. Nous reconnaissons la bonne foi de la ministre quant à l'utilisation de cette sanction.

Mais, M. le Président, comme législateurs, nous sommes obligés de regarder l'autre face du problème, les autres conséquences que pourra amener l'application d'une telle sanction. Il faut être conscients qu'à partir du moment où un médecin ne sera plus participant au régime de l'assurance-maladie du Québec, cela veut dire que des hommes et des femmes qui étaient soignés par ce médecin se verront, un jour donné, informer qu'ils ne peuvent plus faire affaires avec ce médecin à moins qu'ils paient eux-mêmes, sans droit de remboursement, la consultation médicale et les services médicaux qu'ils recevraient de ce professionnel de la santé.

Il faut voir que ce n'est pas une mesure simple ni une mesure sans aucun effet sur la qualité des services de santé et des services sociaux offerts à la population parce que quelqu'un qui souffre d'un problème de santé donné, qui a vu un médecin cinq fois au cours des quatre dernières semaines, qui arrive pour son sixième rendez-vous et qui apprend que le médecin n'est plus un médecin participant à la Régie de l'assurance-maladie du Québec, de deux choses l'une: ou en cours de traitement la personne devra changer de médecin, donc recréer un climat de confiance avec un nouveau professionnel de la santé qui devra investir du temps pour comprendre le problème de santé que vit cette personne, qui devra faire des efforts pour connaître quels sont les traitements qui ont été donnés jusqu'à ce jour, quels en ont été les résultats et quels sont les suivis à ces traitements qui doivent être donnés, ou bien la population se retrouvera dans une situation où elle devra payer de sa poche les services du médecin qui n'est plus un médecin participant au régime de l'assurance-maladie du Québec pour ne pas avoir à vivre ces inconvénients de changement de médecin en cours de traitement.

Il faut reconnaître qu'il s'agit là d'une sanction très sévère pour les professionnels de la santé, qui peut-être nous donne des garanties que nous ne revivons plus comme société les problèmes que nous voulons corriger. Mais en même temps, si jamais cette sanction devait être appliquée, on ne

peut prétendre qu'elle serait sans effet sur les hommes et les femmes qui étaient des patients et des bénéficiaires des services de santé de ces différents professionnels qui deviendraient des professionnels de la santé. Donc, des assurés qui ne seraient plus des participants au régime de l'assurance-maladie du Québec.

M. le Président, nous souhaitons que la ministre de la Santé et des Services sociaux utilise cet instrument avec beaucoup de rigueur et qu'elle s'assure au préalable que les conséquences réelles qu'aura l'application de telles sanctions seront minimisées le plus possible pour les citoyens qui sont des patients ou des bénéficiaires des différents professionnels de la santé qui, eux, seraient touchés par des telles sanctions. C'est vraiment à partir d'une telle approche et d'un tel sens des responsabilités dans l'application d'une telle sanction que nous pouvons concourir à l'adoption d'une telle mesure, même si nous réitérons nos réserves et nos craintes quant à l'application d'une telle sanction et même si nous rappelons notre opposition du printemps dernier que de telles sanctions soient appliquées sans que d'aucune façon le professionnel de la santé concerné ne puisse être entendu par qui que ce soit pour au moins faire valoir ses droits et situer ce qui s'est produit afin que la décision qui intervienne soit vraiment éclairée et non pas arbitraire ou discrétionnaire.

Je veux terminer mon intervention en disant que ce projet de loi, quant à nous, aurait pu être adopté dès le mois de juin dernier. Nous avons fait part publiquement, ouvertement et formellement de notre intention de donner tous les consentements nécessaires à la ministre de la Santé et des Services sociaux pour qu'elle puisse faire adopter ce projet de loi afin d'éviter les situations qu'elle veut corriger par le correctif apporté à l'aspect vasectomie et aussi pour lui permettre de donner le complément qu'elle souhaitait apporter au projet de loi 75 qui a été adopté le printemps dernier, soit les dispositions qu'on retrouve dans le deuxième chapitre du projet de loi 74.

Si ce projet de loi n'a pu être adopté avant aujourd'hui, c'est qu'à l'occasion de son discours en deuxième lecture, en juin dernier, pour le projet de loi 74, la ministre de la Santé et des Services sociaux avait indiqué son intention de déposer un amendement additionnel en commission parlementaire pour appliquer sa décision de couper dans le programme de soins dentaires pour les enfants du Québec. Devant cette menace, l'Opposition a utilisé les moyens que le règlement lui permet d'utiliser pour bloquer l'adoption de ce projet de loi afin de s'assurer que les enfants du Québec puissent continuer à recevoir des soins dentaires en

quantité suffisante et parfaitement conformes au programme qui existe depuis un certain nombre d'années et qui a donné des résultats efficaces. Les Québécois et les Québécoises souhaitent non seulement son maintien, mais, dans la mesure où on en aurait les moyens, ils souhaitent en voir la prolongation pour nous permettre de continuer de rattraper nos retards en matière de santé dentaire. Puisque la ministre, en juin dernier, avait maintenu sa décision de tenter d'utiliser ce projet de loi pour couper dans le programme de soins dentaires, nous avons été forcés d'en bloquer l'adoption.

Aujourd'hui, elle nous a affirmé ou confirmé dans les faits qu'elle n'utiliserait pas ce projet de loi pour couper dans le programme de soins dentaires pour les enfants du Québec. En conséquence, M. le Président, nous sommes prêts à donner les consentements et les appuis nécessaires pour que ce projet de loi soit adopté, sanctionné et mis en application dans les meilleurs délais. Merci, M. le Président.

Le Vice-Président: Mme la députée de Marie-Victorin.

Mme Cécile Vermette

Mme Vermette: M. le Président, face au projet de loi 74, force nous est de reconnaître que c'est une évolution, en ce qui concerne le Québec, d'accepter que la vasectomie fasse partie des moyens contraceptifs partagés par les hommes. En fait, c'est vrai, c'est une concession, depuis le temps, en ce qui a trait au partage des responsabilités de la paternité et de la maternité. Mais Dieu sait qu'il a été très difficile pour les femmes d'accéder à cette idée de partage, puisque la maternité a toujours incombé aux femmes, évidemment, de par leurs fonctions naturelles et biologiques, mais aussi dans le choix d'assumer cette maternité, désirée ou non. Aujourd'hui, par ce projet de loi, il en deviendra la responsabilité du couple de choisir lequel des deux devra prendre des mesures permanentes pour mettre un terme à une grossesse.

(15 h 40)

Bien sûr, cet aspect nous réjouit parce qu'il favorise l'épanouissement du couple et aussi parce qu'il responsabilise le couple dans sa décision face au nombre d'enfants qu'ils veulent bien éduquer ensemble.

D'autres aspects restent à considérer. Lorsque l'on connaît le taux de natalité décroissant au Québec, il devient urgent d'avoir d'autres sources de contraception qui ne sont pas permanentes, celles-là, mais qui favorisent d'autre part des arrêts temporaires, la période de temps pour laquelle le couple ne se sent pas prêt ou que des êtres individuels ne se sentent pas prêts

à accepter la responsabilité de l'éducation des enfants.

Je fais appel à toutes ces mesures incitatives qui pourraient favoriser les familles à avoir davantage d'enfants. Il est trop facile de dire que si le nombre d'enfants diminue autant aujourd'hui c'est à cause de l'égoïsme des couples. Il y a beaucoup d'autres considérations que l'égoïsme simple des couples. Il y a l'aspect économique, bien sûr, mais aussi l'aspect social.

Que fait-on pour favoriser l'ensemble des politiques familiales qui permettraient autant à l'homme et à la femme de choisir librement le nombre d'enfants qu'ils désirent mettre au monde et d'en assumer la responsabilité?

Qu'en est-il des projets de garderie à tous les niveaux qui favorisent autant la réintégration sociale de la femme dans le milieu du travail et, à l'occasion, de plus en plus pour certains hommes qui se retrouvent en famille monoparentale? Qu'en est-il des politiques de fiscalité qui favoriseraient les femmes à rester à la maison si c'est leur désir? Tout cela fait partie du pendant du projet de loi 74 qui favorise encore une fois ceux dont l'âge ou souvent l'état de santé obligent à mettre un terme à cet espoir de mettre des enfants au monde.

Souvent des gens en arrivent - ce n'est pas toujours un libre choix - à la vasectomie ou à la ligature des trompes. Dans plusieurs cas, c'est un problème économique. On a déjà des enfants à charge et il est impossible, compte tenu des situations sociales et économiques, de pouvoir procréer davantage.

J'aimerais bien qu'on s'attarde davantage à cet ensemble de politiques familiales et que, par des politiques adaptées à la mesure et aux besoins de nos familles québécoises, on trouve des solutions qui, elles aussi, favoriseront le développement démographique de notre population québécoise.

Il y a aussi un autre aspect qu'on oublie, dont on ne parle pas. Il y a tout le volet des maladies transmises sexuellement. Cela représente tout un fléau actuellement, surtout chez les femmes. Nombre de femmes deviennent stériles à cause de maladies. Là aussi, il est urgent d'arriver à trouver des solutions qui permettront de dépister le plus rapidement les maladies transmises sexuellement, non pas en croyant que les CLSC ne peuvent pas répondre à cette problématique. Le rôle que doivent jouer les CLSC dans la société actuelle au Québec favorise le dépistage rapide, une intervention rapide. Très souvent, dans ces conditions, les gens se sentent mal à l'aise d'être identifiés à certaines maladies.

En ce qui me concerne, j'espère que nous pourrions discuter rapidement de tous les

différents volets qui favorisent les politiques familiales, une politique qui favorise la santé et la qualité de vie chez les femmes, et chez les hommes aussi.

Force nous est de constater que dans la deuxième partie du projet de loi, les mesures apportées, particulièrement en ce qui concerne la représentation des médecins en régions comportent des avantages pour les régions. Mais, avec les mécanismes et les sanctions prévus, si la représentation des médecins n'est pas respectée, nous serons obligés de dénoncer l'esprit punitif auquel ce gouvernement a souvent recours. Il est sûr et évident qu'il n'est pas toujours facile de rappeler les gens à l'ordre, et, ma foi, si les gens respectaient les lois, nous n'aurions pas besoin d'en faire tellement nous serions dans une société parfaite. Les êtres étant ce qu'ils sont, il faut faire des lois avec des normes, mais on arrive toujours à rendre les mesures les plus restrictives possible pour rappeler à l'ordre les gens qui ne peuvent accepter ou qui défient les lois établies par la société.

Est-ce qu'un caractère aussi punitif, aussi sévère est toujours admissible? Est-ce qu'il faut toujours en arriver, comme dans le cas des négociations, à cause d'une présomption de grève en ce qui concerne les infirmières, à vraiment faire des lois avec des dents tellement incroyables qu'on pourrait les appeler les "dents de la mer"? Est-ce qu'il faut toujours en arriver à ce genre de mesures coercitives?

J'estime qu'il est de l'intérêt de l'ensemble des citoyens et des citoyennes de vouloir faire respecter les lois soit, et de faire appel à l'intelligence des gens et leur permettre de négocier raisonnablement des ententes qui favorisent le respect des lois. Comme mon collègue l'a dit précédemment, nous aurions souhaité adopter cette loi beaucoup plus rapidement, mais, compte tenu des circonstances où, au mois de juin, on faisait une coupure dans les soins dentaires des enfants, nous avons été obligés, alors, de ne pas donner cours à l'étude de ce projet de loi et de retarder sa sanction.

M. le Président, j'espère que, dans les prochains jours, nous pourrions nous attarder sur des mesures préventives et sur un ensemble de mesures de politique familiale qui favoriseront la famille.

Le Vice-Président: Mme la ministre de la Santé et des Services sociaux, votre réplique.

Mme Thérèse Lavoie-Roux
(réplique)

Mme Lavoie-Roux: M. le Président, très brièvement, simplement pour faire quelques petites mises au point. C'est évident qu'à l'occasion de ce débat sur la planification

familiale, l'Opposition, comme elle l'a fait au moment de l'étude article par article, a soulevé l'ensemble du problème, et je puis assurer cette Chambre que nous sommes très sensibles à toute cette question d'une politique familiale. J'espère que nous pourrions, au moins au printemps, avoir un cadre général et, finalement, peut-être à l'automne, actualiser une politique familiale. (15 h 50)

Le député de Gouin, en particulier, après s'être prononcé en faveur des mesures de planification familiale qui sont, dans le cas qui nous occupe, des mesures de stérilisation, se dit que ces méthodes devraient être utilisées avec parcimonie. Là-dessus, je suis tout à fait d'accord avec lui. Il dit qu'il y a des mesures très simples à prendre, qu'on pourrait sur-le-champ trouver les solutions. Nous en avons discuté quelque peu. C'est évident que, si on s'en tient strictement aux mesures de planification familiale, il s'agit de mesures d'éducation qui doivent commencer auprès des jeunes, s'étendre plus longtemps, peut-être aussi atteindre la profession médicale.

Mais je ne pouvais m'empêcher de penser comme il est vrai que l'Opposition est un purgatoire. Un purgatoire, c'est pour purifier, pour rafraîchir les idées. Je réalise combien c'est vrai. Lorsque j'étais porte-parole de l'Opposition en matière d'affaires sociales ou de santé et de services sociaux, comme on dit aujourd'hui, j'ai discuté à plusieurs reprises avec les ministres de la Santé et des Services sociaux qui se sont succédé durant ces années, non seulement de planification familiale mais de mesures agressives à l'endroit des femmes, du nombre presque record que nous avons au Québec de ligatures de trompes. On pourrait parler également du nombre de césariennes dont les femmes sont l'objet au Québec. Année après année, je demandais au gouvernement s'il n'y avait pas quelque façon d'intervenir. Ce gouvernement a été dix ans au pouvoir. Comme je l'ai dit, il est fort heureux que le passage dans l'Opposition soit un purgatoire, parce que aujourd'hui on semble tout à coup devenir conscient du problème et je suis d'accord avec les membres de l'Opposition. Je pense qu'il faut d'abord peut-être au plan de l'éducation commencer... Il y a aussi un travail à faire auprès de la corporation médicale parce qu'elle a un rôle décisionnel important dans ce domaine.

Le député de Gouin nous a suggéré d'inscrire dans la loi plutôt que dans un règlement les mesures de planification familiale. Nous trouvons qu'au plan fonctionnel, si nous devons intervenir rapidement... D'ailleurs, tous les services assurés et prévus par la Régie de l'assurance-maladie du Québec le sont par règlement. Je ne mets pas en doute sa bonne foi; il agirait avec diligence s'il fallait intervenir, mais si, par

hasard, on ne s'entendait pas sur une mesure proposée, je suis moins sûre que la diligence du député serait aussi grande. Le point fondamental, c'est que les services assurés par la Régie de l'assurance-maladie du Québec le sont par règlement.

Il a également rappelé, comme il l'avait fait le printemps dernier, que les médecins qui, ne respectant pas le préavis de 60 jours se trouveraient pénalisés, n'ont pas de droit d'appel. Je regrette mais les médecins conservent un droit d'appel auprès des tribunaux ordinaires et personne ne peut les empêcher de saisir un tribunal d'une décision qu'ils croiraient non fondée ou injuste à leur endroit.

Il a également soulevé un dernier problème qui est réel, c'est-à-dire que la population pourrait ne pas être avertie du désengagement d'un médecin sous l'effet d'une pénalité ou, enfin, d'un désengagement, c'est-à-dire que le bénéficiaire ou la personne qui aurait recours aux services du médecin ne serait pas avertie du fait qu'elle aurait elle-même à payer les frais si ce médecin se trouvait désengagé. Nous avons pris soin, au moment de l'étude article par article, il y a une dizaine de jours, de lire du début à la fin les règlements qui touchent les médecins désengagés de la Régie de l'assurance-maladie du Québec et l'avis qu'ils doivent donner immédiatement à une personne qui se présente à leur cabinet pour recevoir des services, à savoir qu'ils ne sont pas rémunérés par la Régie de l'assurance-maladie du Québec et que, s'il y a des frais, il revient au bénéficiaire de les assumer. Nous avons quand même ajouté une disposition additionnelle, qui était une suggestion de l'Opposition à laquelle nous avons souscrit. Nous l'avons modifiée en conséquence, en ce sens qu'au-delà de la publication à la Gazette officielle, comme ceci se fait pour tout médecin qui décide de se désengager - il y en a un certain nombre au Québec - à la suite d'une pénalité qui serait imposée à cause du non-respect de la loi 74, il y aurait cet avis à la Gazette officielle et également dans un journal de la région, sans compter cet avis que le professionnel lui-même doit donner aux clients qui se présentent à son bureau.

M. le Président, il est évident que cette disposition du projet de loi 74, qui touche le non-respect du préavis que des médecins, collectivement, dans un mouvement de protestation ou de contestation, doivent donner avant de démissionner, est une mesure, j'en suis certaine, à laquelle nous aurons à recourir le moins possible ou à laquelle nous devrions avoir à recourir le moins possible. Évidemment, une disposition comme celle-là dans une loi appelle une pénalité. Nous avons examiné, parmi un certain nombre de pénalités possibles, celle qui nous apparaissait le plus facilement

applicable, même si elle est sévère. Il faut bien se rappeler que cet article, qui peut paraître sévère, s'apparente dans le fond aux règles élémentaires qui ont cours sur le marché du travail. On sait fort bien que des syndiqués ou des travailleurs dans un établissement public qui quittent sans préavis ou s'absentent sans donner de raison sont même menacés ou peuvent faire l'objet de congédiement ou d'autres types de pénalités.

De plus, je le répète, ce projet s'adresse surtout aux départs collectifs puisqu'un article du projet de loi 75, qui est le pendant de ce projet de loi, prévoit l'étude de circonstances atténuantes dans les cas individuels. Un conseil d'administration d'un centre hospitalier peut justement permettre à quelqu'un qui, pour des raisons fort valables, est obligé de partir avant d'avoir respecté le préavis de 60 jours... Il y a une telle disposition dans le projet de loi.

En terminant, mon souhait est que nous n'ayons jamais à y recourir. Malheureusement, dans le passé, nous avons parfois senti cette carence dans nos lois qui nous laissait un peu à la merci de l'humeur de certains. Ce qu'il faut surtout se rappeler, c'est qu'il faut empêcher que la population soit tenue dans des situations intenable, strictement sur le plan d'un accès minimal aux services médicaux. Je le répète, j'ai eu l'occasion de le dire la semaine dernière, nous avons la responsabilité de la protection de la santé publique, d'assurer que les services soient accessibles, compte tenu des ressources existant dans chaque région, mais nous devons assurer à la population l'accessibilité à un minimum de services médicaux. C'est dans cet esprit que nous proposons ce projet de loi.

Je remercie l'Opposition pour sa collaboration dans l'adoption de ce projet de loi. Je vous remercie, M. le Président.

Le Vice-Président: M. le député de Gouin.

M. Rochefort: M. le Président, en vertu de l'article 212, sans vouloir d'aucune façon être désagréable à l'endroit de Mme la députée de L'Acadie, je veux juste bien faire comprendre le sens des propos que j'ai tenus quant à la conséquence de l'application de la sanction prévue dans le cadre des 60 jours. Je ne suis pas intervenu aujourd'hui pour dire que la population ne serait pas informée avant de recevoir le service du professionnel de la santé parce que, effectivement, on a apporté un amendement qui permet de mieux informer la population. Il y a des dispositions dans le projet de loi qui font en sorte que le médecin qui n'est plus participant à la régie doit obligatoirement en informer le patient avant de fournir le service. Ce que j'ai dit aujourd'hui, c'est que dans la mesure - incluant ces mesures de protection, de

facilitation pour les bénéficiaires - où on applique les sanctions, il y aura des conséquences pour la population qui devra changer de médecin, etc. C'est vraiment dans le sens qu'au-delà des mesures qui visent à minimiser, à réduire l'effet des sanctions prévues au projet de loi; ce que je n'ai pas abordé maintenant, il y aura quand même des effets pour les bénéficiaires. J'ai décrit les effets que cela pouvait représenter pour ces personnes et, deuxièmement, j'ai souhaité - je pense que la ministre a concouru à mon souhait - lorsqu'on aura à les appliquer - en souhaitant qu'on n'ait pas à appliquer de telles mesures - si jamais on devait le faire, on tiendra compte des conséquences réelles qu'elles pourront avoir aussi pour la population du Québec. (16 heures)

Le Vice-Président: Le débat étant maintenant terminé, est-ce que le projet de loi 74, Loi modifiant la Loi sur l'assurance-maladie, est adopté?

Des voix: Adopté.

Le Vice-Président: Adopté. M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: L'article 59, M. le Président.

Projet de loi 114

Adoption

Le Vice-Président: À l'article 59, nous abordons maintenant l'étape de l'adoption du projet de loi 114, Loi abrogeant la Loi sur l'Institut national de productivité, présenté par le ministre de l'Industrie et du Commerce. M. le ministre de l'Industrie et du Commerce, la parole est à vous.

M. Daniel Johnson

M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges): Je vous remercie, M. le Président.

À cette étape-ci de l'adoption du projet de loi 114, il m'apparaît que ni le porte-parole du côté de l'Opposition, le député de Bertrand, ni moi-même n'avons beaucoup à ajouter aux discussions que nous avons déjà eues à ce sujet, qu'on se reporte à l'examen des crédits au printemps dernier alors que nous divulguions comme gouvernement, dans le livre des crédits, l'abrogation, la terminaison, la fin des activités de l'Institut national de productivité ou, alors qu'on s'en reporte au discours que nous avons fait lors de la présentation du projet de loi. Je pense que le député de Bertrand a très bien résumé ce qui s'était passé lors de la commission plénière pour l'étude article par article des deux articles en cause. Le député de Bertrand a dit: Tout a été dit. M. le

Président, la commission plénière s'est déroulée fort rapidement.

Ce que je réitérerais à ce moment-ci bien brièvement, c'est que, quant à nous, l'Institut national de productivité, ayant à certains égards fait oeuvre utile à compter de sa fondation en 1978 jusqu'à il y a quelques années, un ou deux ans, elle a vu ses activités prises en charge dans les faits par un ensemble d'intervenants, qu'il s'agisse du secteur privé ou alors, qu'il s'agisse, comme je l'ai découvert moi-même au ministère de l'Industrie et du Commerce, par certains services, certaines activités du ministère de l'Industrie et du Commerce du Québec. Donc, les tâches qu'on pourrait énumérer comme étant les tâches d'animation, d'information, de concertation de l'Institut national de productivité se retrouvent aujourd'hui dans un marché beaucoup plus diversifié, beaucoup plus sensible à la dimension de productivité. Ces activités se retrouvent donc prises en charge par des revues, par certains milieux académiques, cégep ou université, par des programmes particuliers du ministère de l'Industrie et du Commerce, de la SDI, des directions régionales du ministère, de d'autres organismes gouvernementaux de telle sorte qu'à notre sens, le gouvernement maintient son rôle et son mandat d'appuyer la recherche en matière de productivité, en matière de recherche de la qualité, qu'il s'agisse de la gestion ou de la production de biens et de services.

Quant à nous, pour 1 000 000 \$ ou à peu près, nous y voyons en grande partie une répétition des efforts gouvernementaux de maintenir l'Institut national de productivité. Ainsi, si on évoque l'activité d'animation, il est évident que les consultants privés ont identifié ce marché de l'amélioration de la productivité comme en étant un extrêmement lucratif, dans le sens qu'il y a un marché chez les entreprises, il y a un marché qui est déterminé par cette conscience que la concurrence et les triomphes que nous pourrions connaître sur la scène nord-américaine peuvent s'alimenter à une amélioration de la productivité de nos entreprises. Il s'est développé tout un réseau de gens, d'organismes privés notamment qui soutiennent cette ambition de nos entreprises et offrent des services contre rémunération. L'Institut national de productivité devait s'autofinancer. L'objectif était qu'à frais partagés, c'est le moins qu'on puisse dire, ou à contribution de la part du secteur privé, les services de l'INP pouvaient être disponibles et soutenir les activités, les aspirations, on devrait plutôt dire, des entreprises québécoises.

L'INP a manqué largement à ce mandat d'autofinancement, comme je l'ai démontré il y a quelques jours, lors de la présentation du projet de loi. Le marché est donc occupé

aujourd'hui par des gens du secteur privé qui s'assurent que le niveau de productivité, le niveau de connaissances quant à la productivité et à la qualité dans nos entreprises sera transmis. Il y a donc ce transfert de connaissances qui peut se faire par des agents du secteur privé purement et simplement, auxquels s'ajoutent des activités régulières des gens de mon ministère, à l'Industrie et au Commerce, qui regroupent en séminaires, en colloques, en réunions axées autour de cette recherche, cette amélioration de la productivité, toutes sortes d'intervenants par secteurs industriels.

Quant à la diffusion de renseignements généraux sur la productivité et la qualité, l'Institut national de productivité voyait là une de ses tâches. Aujourd'hui, qu'il s'agisse du centre de documentation qui avait été mis sur pied, cela existe toujours. C'est l'École des hautes études commerciales qui a succédé à l'administration, la détention, la diffusion des renseignements qu'on retrouve à l'intérieur d'un centre de documentation passablement bien monté.

Deuxièmement, le secteur privé est également, par des revues de toutes sortes, par des communications d'associations, intéressé à la productivité. Le secteur privé est en mesure d'effectuer cette diffusion de renseignements sur la productivité. Le ministère de l'Industrie et du Commerce le fait, encore une fois, dans le cadre de ses activités régulières et le fait depuis longtemps, alors que cela se faisait également à l'INP, d'où un des diagnostics de double emploi, de répétition de tâches, de chevauchement que nous avons fait.

Quant à des mesures statistiques sur la productivité, il existe au moins deux organismes dont les publications et les travaux complètent le portrait. Qu'il s'agisse du Bureau de la statistique du Québec qui donne accès gratuitement à un ensemble d'intervenants en matière économique au Québec, à tous ces gens, à une mine extrêmement précieuse de renseignements sur l'évolution des entreprises québécoises, peut-être pas aussi expressément sur certains aspects de productivité que l'INP pouvait le faire, mais il faut savoir que c'est également compléter ces mesures du Bureau de la statistique du Québec par les travaux auxquels l'Institut de recherche et d'information sur la rémunération peut procéder.

Donc, nous avons, du côté de la diffusion des renseignements sur la productivité et la qualité, toute une batterie d'intervenants, de gens qui, très activement, sont sur la place publique, sont disponibles, dont les renseignements sont largement diffusés.

Finalement, il y avait cette tâche de concertation. On nous avait représenté qu'à l'Institut national de productivité, il y avait un conseil d'administration formé de

représentants et du monde patronal et du monde syndical et ouvrier, des travailleurs. Je dois encore une fois faire remarquer que, dans les exercices soit des sommets socio-économiques dans toutes les régions du Québec, cette concertation existe. Des mécanismes quasi permanents de préparation ou de suivi des sommets en place permettent de prétendre que ce forum de concertation existe à ce niveau, et, deuxièmement - et je suis plus familier avec les activités de mon propre ministère - par secteurs industriels. Nous avons les moyens et nous prenons le temps, nous avons comme objectif d'assurer cette concertation patronale et de travailleurs, qu'il s'agisse notamment, parce que nous avons quelques réalisations déjà à notre actif, notamment en matière de productivité et de qualité de production de biens et services dans le secteur extrêmement créateur d'emplois et porteur d'avenir pour un ensemble de raisons sur lesquelles on aura sans doute l'occasion de revenir, de la fabrication de pièces et de sous-ensembles qui entrent dans la composition de véhicules automobiles.

Donc, qu'il s'agisse d'animation, de diffusion de l'information ou alors de concertation, il y a un tas de choses qui existent, il y a un tas de choses qui se font au Québec, qui se faisaient déjà et qui ne coûtaient pas 1 000 000 \$ de plus que l'institut pouvait coûter, mais ce n'est pas simplement - je tiens à le répéter, je l'ai dit déjà lors de la présentation du projet de loi - de nous livrer un exercice comptable et de voir comment on aurait pu sauver 800 000 \$ ou 900 000 \$ ou 1 000 000 \$. Il s'agit de voir où la société était rendue, quels sont les agents qui sont susceptibles de transmettre la connaissance, notamment en matière de productivité et de qualité. Il s'agit de regarder également, comme gouvernement, comment nous donnions suite à ce mandat que je reconnais, que j'accepte, sur lequel, je peux me permettre de le dire, je pousse très fort.
(16 h 10)

Cela se faisait en d'autres lieux, grâce à d'autres ressources humaines, grâce à d'autres programmes qui avaient été mis sur pied, auxquels on peut greffer, après la description que je peux avoir faite des différentes activités d'animation, d'information et de concertation, les interventions très ponctuelles auprès des entreprises québécoises, interventions de soutien technique, de soutien financier. Qu'il s'agisse du programme PRO-PME, du programme des bourses d'affaires, des différents programmes de la Société de développement industriel, nous avons décidé depuis plusieurs mois de mettre un accent particulier sur la productivité, de donner une prime à la productivité et à la qualité chaque fois que se retrouve en matière de

gestion cette qualité de la gestion qui est un facteur presque fondamental de productivité.

Nous retenons, dans une approche d'analyse des interventions financières du gouvernement du Québec, que c'est un facteur qui mérite une attention particulière, qui résulte en un enrichissement d'un dossier qui attire plus notre attention, qui nous porte plus, comme gouvernement, à donner notre soutien très particulier à une entreprise parce qu'elle manifeste ce souci de productivité et de qualité.

À cette étape-ci, j'ai cru utile de résumer l'ensemble des points que j'avais soulevés lors de la présentation du projet de loi pour indiquer que l'Institut national de productivité sans doute a rempli son rôle pendant quelques années, mais que ce rôle est tout aussi efficacement, sinon plus efficacement à cause de la diversité des gens qui sont en cause, rempli, plus qu'adéquatement même, par ce qui existait déjà, par ce qui existe encore et par ce qui, croyez-m'en, continuera d'exister pour appuyer la productivité des entreprises québécoises. Je vous remercie.

Le Vice-Président: Je cède maintenant la parole à M. le député de Bertrand.

M. Jean-Guy Parent

M. Parent (Bertrand): Merci, M. le Président. Le projet de loi 114 est dans sa phase finale. J'aimerais moi aussi, à la suite des propos du ministre de l'Industrie et du Commerce, faire rapidement le tour de la question. D'abord, le ministre nous a rappelé - j'en suis fort aise - qu'il n'a pas remis en question l'opportunité de créer cet institut en 1978, sur laquelle, je pense, on s'entend très bien. Au même titre, aujourd'hui, en tant que critique en matière d'industrie et de commerce, je ne m'oppose pas formellement à la fermeture de l'INP, l'Institut national de productivité. Là-dessus, nous n'avons pas eu de long débat puisque essentiellement être dans l'Opposition ce n'est pas s'opposer à tous les gestes du gouvernement.

Dans ce cas très spécifique, si on croit que l'Institut national de productivité a rempli son rôle ou une bonne partie de son rôle et qu'on doit aujourd'hui le fermer, je pense qu'il faut avoir l'honnêteté de dire que nous sommes d'accord, ce qui a été fait, au même titre que le ministre de l'Industrie et du Commerce a aussi apporté son accord quant à la mise sur pied de cet institut. Là où entrent en ligne de compte certaines de mes préoccupations et celles de ma formation politique, c'est toute cette dimension du problème de productivité puisqu'en fermant l'Institut national de la productivité on ne règle pas pour autant - je l'ai déjà mentionné en cette Chambre - tout

le problème de la productivité au Québec.

En tant que société, on se doit de trouver les moyens pour augmenter de quelque façon que ce soit, dans nos entreprises, dans nos PME, dans nos grandes entreprises, dans le secteur public et le secteur parapublic, de prendre tous les moyens, dis-je, pour s'assurer d'une augmentation de la productivité. À cet égard, les sommes d'argent qui vont être épargnées ou du moins qui ne seront pas mises à la disposition de l'organisme qui s'appelait l'Institut national de productivité, il serait important que le gouvernement actuel puisse s'assurer de continuer à en disposer puisque je ne pense pas que si on investit 800 000 \$, 900 000 \$ ou 1 000 000 \$ dans des formules d'amélioration de la productivité ce soit des dépenses. Au contraire, je pense que ce sont d'importants investissements. Surtout lorsqu'on sait à quel point les quelques mesures qui peuvent être prises, des mesures incitatives - et j'en citerai quelques exemples dans quelques minutes - peuvent améliorer la productivité, c'est-à-dire éviter des pertes de temps, c'est-à-dire éviter des heures non productives pour des hommes et des femmes, des travailleurs dans nos entreprises, à quel point cela a un impact positif sur l'économie du Québec. Le coût de la non-productivité est énorme pour l'ensemble de la société québécoise. Je crois que le gouvernement, que le ministre de l'Industrie et du Commerce doit prendre tous les moyens pour défendre, finalement, toute cette approche en ce qui concerne l'aide à la productivité.

M. le Président, je rappellerai que le gouvernement libéral a pris beaucoup d'engagements en ces matières de soutien à l'entrepreneuriat et aussi concernant l'aide à la productivité. J'aimerais qu'au cours des prochaines semaines, voire des prochains mois, on puisse voir des mesures concrètes additionnelles par rapport à l'appui qu'on devra donner aux dirigeants d'entreprise, particulièrement des mesures incitatives. Par exemple, il existe certains programmes actuellement qui permettent de défrayer certains coûts d'études d'amélioration de la productivité. Je crois qu'on devrait augmenter ces enveloppes budgétaires puisque, actuellement, trop peu de dirigeants de nos entreprises, particulièrement les petites et les moyennes, ont les moyens de prendre à même leur budget des sommes pour améliorer cette productivité. Cela pourrait être pour améliorer le produit, cela pourrait être pour améliorer le climat qui existe dans les relations humaines à l'intérieur d'une entreprise. Je pense que la seule façon - l'expérience passée l'a prouvé - de poser des gestes dans ce sens, c'est que le gouvernement joue un rôle incitatif. Un dirigeant de PME, s'il sait pour une période

donnée - qu'elle soit relativement courte, pour une période de 12 ou de 24 mois - qu'il peut avoir accès à certains apports financiers dans une formule, par exemple, 50-50, où on mettrait de l'avant une étude d'amélioration de la productivité mesurable, avec des résultats concrets à la fin pour que l'on puisse voir si l'on a atteint ces objectifs, - pourrait partager les coûts avec le gouvernement. Je pense que pour un dollar investi on aurait plusieurs centaines, voire peut-être plusieurs milliers de dollars investis en termes de productivité.

La fermeture de l'Institut national de productivité qu'on va proclamer par l'adoption de la loi 114 n'est pas un drame en soi. Ce qui est un drame ou ce qui pourrait devenir un drame, ce serait qu'au-delà des belles paroles les gestes ne soient pas posés, concrètement. C'est cela qui me préoccupe un peu. Je voudrais m'assurer, à ce stade-ci, que le ministre responsable, que son gouvernement puisse continuer à déployer les efforts entrepris ces dernières années. Je pense qu'il faut axer, puisque les outils nécessaires pour améliorer cette productivité très souvent se traduisent par quelques sommes d'argent, que l'on doit mettre de l'avant dans ces programmes et atteindre des objectifs...

En terminant, M. le Président, si la société québécoise, si les Québécois veulent atteindre les marchés internationaux, si les Québécois veulent passer au-delà des frontières avec leurs produits, si les Québécois veulent être capables d'être concurrentiels sur l'échiquier mondial, il n'y a pas beaucoup de façons de le faire. Il y a l'aspect de la qualité, dont j'ai aussi fait mention lors de ma dernière intervention, mais il y a cet aspect de la productivité. Si on n'est pas productifs ici au Québec, toutes comparaisons faites, par exemple actuellement avec l'Ontario où nous sommes déficitaires et par rapport à d'autres concurrents dans des domaines bien précis où le Québec tire de l'arrière, nous ne serons pas capables d'avoir des prix concurrentiels et d'aller chercher ces marchés qui s'offrent à nous, tant aux États-Unis que sur les marchés européens ou un peu partout dans le monde. Cette amélioration de la productivité doit se faire si l'on veut de plus en plus atteindre ce qu'on peut appeler les plus hauts niveaux d'excellence et être capables de porter nos produits, de porter ce que l'on crée ici, au Québec, dans le monde entier. (16 h 20)

Une ouverture sur le monde. Je pense que, de part et d'autre de cette Assemblée, on est d'accord pour dire que, au-delà du Québec, il y a un marché à conquérir. Mais ce marché à conquérir ne sera rendu possible qu'à la condition que nos entreprises soient suffisamment productrices et dans la mesure où, au moins, on aura rattrapé le terrain

perdu. Dans ce sens-là, je réitère au gouvernement et au ministre de mettre toute l'emphase nécessaire pour s'assurer que nous donnions les outils nécessaires aux dirigeants de PME afin qu'ils puissent améliorer leur productivité. Merci, M. le Président.

Le Vice-Président: Le débat est maintenant clos. Le projet de loi 114, Loi abrogeant la Loi sur l'Institut national de productivité, est-il adopté?

Des voix: Adopté.

Le Vice-Président: Adopté. M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: M. le Président, je vous prierais d'appeler maintenant l'article 18 du feuilleton.

Projet de loi 122

Adoption du principe

Le Vice-Président: À l'article 18 du feuilleton, le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation propose maintenant l'adoption du principe du projet de loi 122, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant la mention du district judiciaire de Laval ou de Longueuil dans les statuts de certaines corporations. M. le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation, la parole est à vous.

M. Pierre-C. Fortier

M. Fortier: Merci, M. le Président. Le projet de loi 122 est un projet bien simple qui tend à corriger une anomalie qui s'est glissée depuis l'adoption de la Loi sur les sociétés en 1980. Depuis ce temps, divers gestes ont été posés par ceux qui ont incorporé soit des compagnies, des coopératives ou des compagnies d'assurances et qui, en toute bonne foi, se sont référés à la loi qui existait et qui créait des districts judiciaires, mais ceux-ci n'ont jamais été créés de facto. Il s'ensuit que les statuts de ces sociétés sont des statuts qui portent quelque peu à faux puisque les districts judiciaires de Longueuil et de Laval n'existent pas présentement.

Plus précisément, M. le Président, la partie 1A de la Loi sur les compagnies prévoit que les statuts doivent mentionner le district judiciaire où est situé le siège social de la compagnie. Or, la Loi modifiant la Loi sur la division territoriale, adoptée en 1979, entre en vigueur le 1er janvier 1980, prévoyait que le district judiciaire de Montréal serait partagé en trois districts soit ceux de Longueuil, de Montréal et de Laval.

Malgré l'entrée en vigueur de cette loi le 1er janvier 1980, les opinions ont été

longuement partagées quant à la possibilité de mentionner les districts judiciaires de Longueuil et de Laval dans les statuts des compagnies. En effet, même si cette loi créait les districts judiciaires en question, son article 3 prévoyait qu'ils n'existeraient pour toute fin que lorsque la Cour supérieure de juridiction criminelle y siégerait. Ce n'est le cas pour aucun des deux. Selon la loi de 1979, les districts judiciaires de Laval et de Longueuil n'existent pas encore pour les fins des lois constitutives des corporations. Or, diverses publications tant gouvernementales que privées font mention des districts judiciaires de Laval et de Longueuil sans indiquer aucune restriction quant à leur existence. L'édition sur feuilles mobiles des Lois refondues du Québec, document authentique sur l'état du droit, fait de même. L'article 3 de la loi de 1979 est, de ce fait, tombé dans l'oubli.

Il est donc clair, M. le Président, que cet oubli a créé une situation de fait, qui n'a pas été corrigée soit par une information venant du gouvernement du Québec, soit par ceux qui procédaient à l'incorporation de compagnies et qui mentionnaient, dans leur statut, le siège social dans des districts judiciaires qui n'existaient pas de facto.

Cette situation a donc pour effet que la très grande majorité des compagnies dont le siège social est situé sur le territoire des futurs districts judiciaires de Laval et de Longueuil indique que, en toute bonne foi, ces districts ont leur statut alors que d'autres qui sont situées sur le même territoire indiquent plutôt celui de Montréal, ce qui semble la solution juridique la plus correcte. Un doute plane sur la validité des statuts d'un grand nombre de compagnies.

Il est devenu nécessaire de clarifier la situation de façon à éviter que des statuts ne soient annulables et surtout que des déménagements de sièges sociaux d'un district judiciaire à l'autre ne soient invalidés. Le même problème se pose pour les coopératives en vertu de la loi qui les régit, de même que pour les mutuelles d'assurance et leurs corporations de fonds de garantie régies par la Loi sur les assurances.

Donc, le principe de la loi est très simple: il s'agit de corriger une situation de fait qui provient d'un manque de renseignements ou d'une mauvaise information véhiculée par le gouvernement du Québec dans des documents publics ou semi-publics et qui fait que les statuts de certaines compagnies d'assurances et de certaines coopératives sont présentement peut-être nuls, du moins en ce qui a trait à la désignation de leur siège social. C'est une situation qui nécessite une correction, et le but de la loi est simplement d'apporter une correction légale à un problème existant de fait présentement.

Le Vice-Président: Merci, M. le ministre. M. le député de Lévis.

M. Jean Garon

M. Garon: M. le Président, le projet de loi 122, modifiant diverses dispositions législatives concernant la mention du district judiciaire de Laval ou de Longueuil dans les statuts de certaines corporations, est la meilleure preuve que même nos savants juristes, nos savants experts ou nos savants conseillers peuvent faire des erreurs. C'est pourquoi j'ai dit à plusieurs reprises qu'il ne fallait pas aller trop rapidement lorsqu'on faisait des projets de loi complexes. Je remarque que, tantôt, le ministre du Revenu voudra commencer à étudier un projet de loi qui a été déposé il y a à peine une semaine, ce qui comporte des risques d'erreurs considérables. On a remarqué dans ces projets de loi que, lorsqu'on veut aller trop rapidement, il arrive qu'on retrouve des erreurs, et, par la suite, on met en péril l'existence de plusieurs entités juridiques qui n'ont pas mérité de se retrouver dans un pareil imbroglio.

M. le Président, à plusieurs reprises j'ai fait appel à l'esprit de sagesse, de prudence du gouvernement pour lui dire: Il ne faut pas aller trop rapidement après le dépôt d'un projet de loi, il faut que les gens aient le temps de le lire. Quand un projet de loi a été déposé et qu'on commence à l'étudier immédiatement en deuxième lecture, on sait que les gens n'ont pas vraiment eu le temps de le lire ni d'être au courant. D'autant plus que, quand on arrive à la mi-novembre, on voit les projets de loi déposés se multiplier, et les gens n'ont pas le temps de les lire. Il survient souvent des erreurs, des fautes ou des oublis qui ne se seraient sûrement pas produits si le projet de loi était resté en première lecture un peu plus longtemps pour que les gens puissent en prendre connaissance.

M. le Président, je pense que, d'une façon générale, notre règlement qui dit qu'on peut commencer la procédure de l'adoption d'un projet de loi une semaine après son dépôt, ce qui veut dire, au fond, seulement quelques jours après son dépôt, devrait être modifié, je pense que ce n'est pas le règlement le plus sage de nos règles parlementaires. La population a le droit d'être au courant, d'avoir le temps de lire les projets de loi et de faire des représentations une fois qu'ils sont déposés.

Comment peut-on demander à la population, quand un projet de loi est déposé le mercredi et qu'on commence à l'étudier le mercredi suivant, ou quand on le présente le mardi et qu'on commence à l'étudier le mardi suivant, d'avoir eu le temps de se procurer le projet de loi, de l'étudier, de le lire, de faire des consultations, de rencontrer

les différents groupes intéressés pour faire des représentations au gouvernement quand, après une semaine seulement, le gouvernement saisit l'Assemblée nationale du projet de loi? On va trop rapidement, et je pense que ce ne sont pas vraiment des règles parlementaires démocratiques.
(16 h 30)

Je pense que ce ne sont pas de véritables règles parlementaires démocratiques. Je pense que des règles parlementaires démocratiques doivent donner le temps aux gens de regarder les projets de loi, de les lire, de les consulter et de faire des représentations, pas nécessairement toujours en commission parlementaire mais aux ministres ou encore auprès de l'Opposition si les intervenants trouvent que la partie ministérielle est trop sourde à leurs représentations, pour que les éléments de solution à des problèmes qu'on peut trouver dans les textes mêmes pour cause possiblement de rédaction laxiste, d'oublis techniques ou encore d'oublis tout simplement parce qu'on a procédé trop rapidement... Le projet de loi qui est présenté aujourd'hui par le gouvernement est un de ces projets de loi qui veulent rendre valides des choses qui ne seront pas valides si on ne fait pas des corrections. Je vous fais la remarque, M. le Président, qu'il serait utile, lorsque les projets de loi sont longs, sont complexes, qu'il y ait une période de temps plus longue pour les étudier. Par exemple, le projet de loi 120 déposé il y a une semaine et que le gouvernement veut étudier immédiatement contient 65 pages. Pensez-vous que l'Association des comptables, les gens spécialisés en fiscalité, toutes les personnes qui peuvent être intéressées par ce projet de loi ont eu le temps de le lire en une semaine? Non, M. le Président.

M. Gratton: Question de règlement, M. le Président.

M. Garon: C'est pourquoi...

Le **Vice-Président:** Un instant, M. le député de Lévis. Question de règlement, M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: M. le Président, j'aimerais que vous rappeliez le député de Lévis à l'ordre. Il ne respecte pas la pertinence des débats. Il nous parle du projet de loi 120 qu'on va justement étudier lorsqu'on aura terminé l'étude du projet de loi présentement à l'étude. Je pourrai à ce moment-là lui expliquer le bien-fondé de l'étudier seulement une semaine après son dépôt, surtout qu'il donne suite à un discours sur le budget qui, lui, a été prononcé le 1er mai 1986.

Le **Vice-Président:** Très bien, M. le leader du gouvernement. M. le député de

Lévis faisait simplement allusion à titre de référence au projet de loi 120. Dans le cadre de son intervention, M. le député de Lévis s'est permis de faire une référence. Je ne voudrais pas que vous discutiez du fond du projet de loi ou énumériez tous les points soulevés dans ce projet de loi qui sera étudié plus tard aujourd'hui. Je vous cède à nouveau la parole, M. le député de Lévis.

M. Garon: M. le Président, ce à quoi je me réfère, c'est au fait qu'il n'est pas normal d'étudier aussi rapidement des projets de loi et qu'il en résulte des erreurs qui causent des problèmes à des gens. Lorsque le gouvernement dit qu'il veut déréglementer, on pourrait commencer par le commencement: mieux réglementer pour ne pas être obligé de réglementer deux ou trois fois pour corriger les erreurs parce qu'on a réglementé à pleine vapeur. On ne peut pas penser, lorsqu'un projet a 10, 15, 20, 30, 50 ou 100 pages, que le gouvernement puisse appeler le projet de loi une semaine après son dépôt et que des organismes sérieux, des organismes professionnels puissent avoir eu le temps d'étudier en groupe les différents projets de loi, consulter les intervenants, consulter leurs clients, qu'il s'agisse d'associations professionnelles, d'associations syndicales, d'associations patronales, d'associations dans différents secteurs de la vie sociale et économique. Au point de vue du règlement, une semaine de dépôt, on dit que c'est suffisant et on commence l'étude immédiatement. Lorsque le gouvernement ne trouve pas le temps de faire le projet de loi et de le déposer en temps utile, ensuite, on est obligé d'aller à la course. On voit depuis le début de cette session des projets de loi qui ont un, deux ou trois articles et qui ont été retardés. On a vu le dépôt, seulement à la fin, à la date limite, d'une multitude, d'une avalanche de projets de loi alors que les gens n'ont pas le temps d'en faire l'étude.

Lorsque les gens font des crayons... J'en ai la preuve, j'en ai un juste ici. Vous remarquerez tous les crayons qu'on a ici, au Parlement, ont une efface. Pourquoi? Parce que les gens ont été assez sages de penser que ceux qui écrivent pour la première fois peuvent se tromper. Il n'y a pas de honte à utiliser des effaces. L'Assemblée nationale nous achète des crayons avec des effaces, alors, si on nous dit que c'est une obligation de ne pas avoir besoin des effaces, c'est un gaspillage de fonds publics. On a des crayons avec des effaces, mais pour qu'on se serve le moins souvent possible des effaces il faudrait que les gens aient le temps d'étudier les projets de loi raisonnablement.

Quand le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation présente le projet de loi 122, c'est pour faire des corrections. Il disait lui-même que ces corrections étaient

nécessaires; autrement, il y a des sièges sociaux d'entreprises qui seront dans l'irrégularité ou dans l'illégalité parce que des omissions ont été commises dans trois lois: la Loi sur les assurances, la Loi sur les compagnies et la Loi sur les coopératives. Vous savez que ce sont les experts du gouvernement qui font ces lois, les experts légistes des contentieux de chacun des ministères. Ensuite, c'est corrigé par les gens du ministère de la Justice et, ensuite, cela s'en va au comité de législation. Et, malgré cela, il y a des erreurs. On traite le citoyen en disant: Nul n'est censé ignorer la loi. Or, si on te prend à ignorer un article de loi ou de règlement, tu vas payer, Baptistel

Aujourd'hui, par exemple, le ministre n'a pas l'air gêné de présenter des amendements à trois lois majeures. On dit dans le projet de loi: Article 1: "La Loi sur les assurances (L.R.Q. - lois refondues du Québec - chapitre A-32) est modifiée par l'insertion, après l'article 93.35, du suivant: 93.35.1. Depuis le 11 septembre 1985, la mention, dans des statuts, de Laval ou de Longueuil comme district judiciaire où une société mutuelle d'assurance établit son siège social au Québec, est valide.

"2. La loi sur les compagnies (L.R.Q., chapitre C-38) est modifiée par l'insertion, après l'article 123.171, du suivant: 123.172 - remarquez bien! 123.172, cela vous donne une idée du nombre de pages contenues dans cette loi - Depuis le 31 janvier 1980, la mention, dans des statuts, de Laval ou de Longueuil comme district judiciaire où une compagnie établit son siège social au Québec, est valide."

Ensuite, il y a l'article 3. "La Loi sur les coopératives (L.R.Q., chapitre C-67.2) est modifiée par l'insertion, après l'article 33, du suivant: 33.1 Depuis le 21 décembre 1983, la mention, dans des statuts, de Laval ou de Longueuil comme district judiciaire où une coopérative établit son siège social au Québec, est valide.

"4. La présente loi entre en vigueur le (indiquer ici la date de la sanction de la présente loi)."

On voit que, malgré toutes ces précautions, toutes ces structures juridiques que l'on trouve à l'intérieur d'un gouvernement, avocats des contentieux des ministères, avocats, notaires ou juristes du ministère de la Justice, comité de législation, en plus de tous les comités qui peuvent exister et qui conseillent ces différentes structures, on a quand même des erreurs dans les projets de loi et il faut les corriger.

C'est pourquoi je dis qu'actuellement l'Assemblée nationale, dans sa façon de fonctionner, suscite ces erreurs et, à mon avis, est un peu responsable de ces erreurs, parce qu'on escamote trop souvent des périodes de réflexion nécessaires pour faire des choses bien faites. Vous remarquerez

que, dans les différentes lois que j'ai eu le temps de faire au cours des dernières années, j'ai soumis chaque fois ces lois à la critique et je me suis efforcé de faire en sorte que les gens aient ces projets de loi longtemps d'avance, qu'ils soient consultés afin qu'ils puissent donner leur opinion et dire s'il y avait quelque chose d'incorrect dans cela.

Par exemple, quand la Loi sur la protection du territoire agricole a été modifiée en juin 1985, tous les organismes ont été consultés, le Barreau, la Chambre des notaires, plutôt deux et trois fois qu'une, l'Union des municipalités régionales de comté, l'Union des municipalités du Québec, l'Union des producteurs agricoles, pour avoir les différentes représentations sur le texte et pour qu'ils puissent nous dire, une fois le texte déposé, ce qu'ils en pensaient, s'il y avait des choses qui, à leur avis, pouvaient prêter à confusion. C'est évident que, quand quelqu'un rédige un texte, il peut avoir quelque chose à l'esprit et oublier certaines facettes. Alors qu'un projet de loi... (16 h 40)

Quand on se réfère, M. le Président, au Code Napoléon, on sait à quel point ceux qui ont travaillé à ce code, ont oeuvré, ont peiné, ont passé des années pour en arriver à un code qui était considéré comme la quintessence de l'esprit juridique français. Et aujourd'hui, que retrouve-t-on ici? On retrouve de la législation à la fine épouvante, de la législation débridée, de la législation non mûrie, qui fait penser à un vin trop jeune, pas buvable et qui fait en sorte qu'on se retrouve avec des erreurs dans les projets de loi.

M. le Président, si je vous parle de cette façon, c'est parce que je sais que vous siégez à des comités pour revoir, pour remettre en question certaines choses. C'est le propre des gens intelligents d'utiliser les effaces au bout des crayons et de remettre en question des choses pour améliorer ce qu'on pense et même ce qu'on pensait être excellent. Aujourd'hui, nous nous trouvons dans une situation où il nous faut corriger des projets de loi qui n'ont pas été capables de subir l'épreuve du temps, où on s'est rendu compte qu'il y avait des oublis et que cela pouvait nuire à plusieurs personnes, nuire à plusieurs entités juridiques.

Je sais gré au député d'Outremont, pour une fois, de nous apporter un projet de loi qui corrige certains éléments pour améliorer la situation. Indépendamment des partis, indépendamment des gouvernements, je dis, en mon nom personnel, que je trouve que trop souvent l'Assemblée nationale légifère trop rapidement en ne prenant pas tout le temps voulu pour étudier les projets de loi, en ne faisant pas toutes les consultations qu'elle devrait faire. J'ai remarqué que depuis le dépôt des projets de

loi, à plusieurs reprises, le leader de l'Opposition a demandé au leader du gouvernement: Est-ce que nous allons pouvoir entendre les représentations des citoyens en commission parlementaire? J'ai remarqué que le chef de l'Opposition a demandé au premier ministre à plusieurs reprises: Est-ce que nous allons entendre en commission parlementaire les représentations des intervenants qui sont touchés par le projet de loi pour qu'ils puissent nous dire ce qu'ils en pensent? Notre règlement a prévu que des gens puissent venir en commission parlementaire s'exprimer, faire valoir leur point de vue, nous dire en réalité de quelle façon le projet de loi que nous sommes en train d'adopter les touche, les affecte dans leur vie quotidienne.

Le propre des grands législateurs, ce n'est pas... Je me rappelle que le leader du gouvernement nous disait au début que sa marque de commerce ne serait pas de légiférer à la fine épouvante, ne serait pas de légiférer la bride sur le cou, mais de légiférer moins et de légiférer mieux. Là, il est en train de faire sa marque de commerce, soit de présenter des petites lois qui ont un ou deux articles, mais de les multiplier pour pouvoir dire à la fin de l'année: J'ai adopté 100, 125 ou 150 lois. Mais une bonne partie sont des lois où on change les points-virgules ou les virgules et qui suivent la procédure de projets de loi majeurs,

M. le Président, je pense qu'il n'est pas sage de légiférer de cette façon. Je pense qu'il n'est pas sage de légiférer rapidement. Je pense qu'il n'est pas sage de légiférer sans entendre les intervenants qui sont concernés par les sujets débattus. Je pense qu'il n'est pas sage, par exemple, d'adopter des projets de loi qui ont des implications considérables sur le plan de la fiscalité sans consulter le Barreau ou encore l'Association des comptables pour qu'ils puissent nous dire que, dans le fonctionnement, la rédaction de telle ou telle façon sera plus ou moins précise.

On remarque qu'en commission parlementaire, il arrive souvent que même le ministre ne peut pas répondre aux questions, qu'il se trouve un peu débordé et que même lorsqu'on pose des questions à ses experts, ils doivent se référer à leurs notes, à leur dictionnaire et à tous les papiers qui les entourent pour pouvoir nous répondre. Mais le citoyen est supposé connaître cela de droit divin. Il est supposé tout connaître. S'il omet la connaissance d'un article de loi, s'il omet la connaissance d'un règlement, s'il omet la règle d'interprétation ministérielle, il est foutu et il paie.

C'est pourquoi je fais appel, dans ce Parlement, à tous ces brillants cerveaux qui nous entourent de comprendre... Je comprends que les brillants cerveaux ont des

contenus plus ou moins importants. Je veux dire à ces brillants cerveaux, qu'il s'agisse de dés à coudre ou de cerveaux qui peuvent contenir dix onces, que je fais appel à ces cerveaux pour que les gens réalisent à quel point il est important sur le plan de la législation de ne pas légiférer à pleine vapeur, de prendre le temps qu'il faut et de faire des consultations.

C'est pourquoi je pense que, dans l'étude des projets de loi que nous aurons à faire d'ici le temps des fêtes, il est mieux d'avoir un certain nombre de projets de loi qui resteront sur le carreau que d'avoir des projets de loi qui traitent les gens injustement, qui leur créent des problèmes. Le gouvernement s'est fait une marque de commerce, a même fait des comités pour dire qu'il faut déréglementer, qu'il faut moins légiférer, qu'il faut faire moins de règlements, mais on constate qu'au-delà des mots, au-delà des paroles, on assiste au même déferlement débridé des fins de session qui... Au fond, on se trouve dans une session commençant quasiment à la fin d'octobre et où le dépôt des projets de loi est arrivé à la mi-novembre, on est dans la même période que pour les négociations dans la fonction publique, un plancher-plafond, c'est-à-dire qu'on n'a pas de période de temps...

Le Vice-Président: M. le député de Lévis, simplement, je voudrais vous rappeler à la pertinence. Quand même, je vous ai laissé vous éloigner d'une façon temporaire du sujet fondamental du principe du projet de loi 122. Je vous demanderais d'y revenir et non pas de continuer à vous en éloigner davantage. Je vous cède à nouveau la parole, M. le député de Lévis.

M. Garon: M. le Président, vous comprenez qu'à l'occasion de l'étude du principe d'un projet de loi, c'est le moment de discuter de la politique d'un gouvernement, la politique gouvernementale. À ce moment-ci, vous savez comme moi que la politique du gouvernement telle qu'elle a été énoncée, du moins dans les discours du premier ministre ou encore dans le programme du Parti libéral auquel on se réfère souvent et dont on nous montre des copies régulièrement en Chambre où il y a eu un rapport d'un comité Gobeil sur la déréglementation... Pardon?

Une voix: C'est Scowen, la réglementation.

M. Garon: M. Scowen sur la déréglementation. Vous comprenez, M. le Président, que je dois saisir la première occasion, alors qu'on étudie le principe d'un projet de loi, pour montrer qu'il y a des problèmes sur le plan de l'application de ces principes.

C'est pourquoi je demande: Pourquoi le règlement? Pour qu'on étudie les projets de loi en profondeur. On nous donne une heure pour pouvoir parler sur le principe d'un projet de loi, et nous sommes justement sur le principe d'un projet de loi qui vise à corriger des erreurs. Connaissant le leader du gouvernement, me rappelant tous les discours qu'il a faits en cette Chambre sur la réglementation, comme quoi on réglementait pour protéger tout le monde, que c'était incroyable à quel point au Québec il fallait s'attacher, il fallait faire ceci, il fallait faire cela, comme quoi le gouvernement passait son temps à adopter des lois pour protéger les gens, et que lui-même a dit en cette Chambre qu'il voulait moins réglementer, moins légiférer, mais le faire mieux...

C'est pourquoi je profite de l'étude du principe de ce projet de loi pour demander au leader du gouvernement de quelle façon il va appliquer tout cela, parce que je n'ai pas vu de différence cette année et les années antérieures. J'ai même pensé que c'était pire parce qu'on a commencé la session plus tard, de sorte qu'entre le moment du début de la session et la période limite pour faire le dépôt des projets de loi qui doivent être adoptés avant Noël, il n'y a jamais eu une période de temps aussi courte.
(16 h 50)

Actuellement, on est en train d'appeler en cette Chambre des projets de loi qui ont été déposés depuis à peine une semaine. Quand il s'agit de projets de loi qui n'ont pas d'incidence majeure, on peut comprendre cela. Cependant, quand il s'agit de projets de loi... Je ne fais pas référence en particulier au projet de loi 122, je parle là-dessus à l'occasion de l'étude du projet de loi 122 en deuxième lecture parce que le projet de loi 122 est un de ces projets qui sont nécessaires pour corriger des erreurs qui ont été faites dans la préparation des lois adoptées.

Je dis, M. le Président, qu'il faut changer notre procédure de travail en cette Chambre, faire en sorte que le travail en cette Chambre se fasse de façon plus méticuleuse. J'étais content quand - j'avais attendu durant tellement d'années - le député de l'Outaouais nous parlait des façons de travailler qu'il appliquerait, disant comment il voyait le fonctionnement du Parlement, et je me rends compte que ce n'est pas mieux. C'est pire. Actuellement, c'est un déferlement de projets de loi que la machine... Je suis persuadé que les presses actuellement ne fournissent pas et que même nos cartes de Noël vont peut-être en souffrir parce que les presses du Parlement fournissent à peine à imprimer les projets de loi pour un dépôt dans les dates limites pour essayer de les faire adopter avant Noël.

C'est pour cela que vous avez dit que

je n'enfreignais pas le règlement quand je parlais d'un projet de loi, par exemple, que le ministre du Revenu veut faire étudier. Il a 65 pages, comprenant parfois des articles qui ont une page complète, une demi-page complète pas à double interligne mais à simple interligne. Comprenez-vous? Si je demandais à brûle-pourpoint au ministre qui présente le projet de loi de m'expliquer tel article, il ne serait pas capable sans avoir ses experts autour de lui. On veut nous demander d'étudier ces projets de loi à la fine épouvante, sans qu'on ait le temps de consulter toutes les associations professionnelles qui doivent avoir au moins le temps de les lire. Lire 65 pages dans des lois sur l'impôt, cela ne se fait pas en mangeant une pomme.

Je vais vous dire une chose: Il y a des gens qui parfois peuvent difficilement marcher et mâcher de la gomme en même temps. Je vais vous dire que quand vous lisez les lois fiscales qu'on doit étudier en cette Chambre, vous ne pouvez pas regarder à la télévision les nouvelles en même temps. Vous êtes obligé de faire une seule chose parce que c'est assez coriace comme cela. Habituellement, en cette Chambre, il y a seulement un petit nombre de députés qui se sentent à l'aise, et même ceux qui habituellement se sentent à l'aise sont les plus humbles devant ces projets de loi parce qu'ils savent à quel point ils sont complexes. Même les experts se trompent.

Vous savez qu'on a déjà fait faire un rapport d'impôt avec les mêmes données par neuf experts en fiscalité et il n'y en a pas un qui est arrivé au même résultat. Les neuf étaient des experts et les neuf étaient arrivés à des résultats différents. Il n'y avait pas un des neuf rapports - pour le même contribuable - avec les mêmes données, qui arrivait au même impôt à payer à la fin de l'année. Avec neuf experts! Ce qui vous indique à quel point les choses peuvent être complexes dans certaines matières. C'est pourquoi je fais appel au bon sens, au bon jugement du leader du gouvernement. Je sais que parfois cela peut l'obliger à faire un maître, à dire à ses collègues qui veulent escamoter les étapes nécessaires des projets de loi, ces étapes de consultation où des délégations viennent rencontrer les parlementaires, leur dire en quoi les projets de loi les affectent ou ne les affectent pas...

Je sais, par exemple, j'en suis convaincu, que dans sa réplique qui viendra après d'autres intervenants dans le cadre de ce projet de loi, il pourra nous dire, par exemple, toutes les personnes qu'il a consultées parce que je n'ai pas senti qu'il avait consulté bien des groupes. J'ai dit qu'il y avait des erreurs. J'imagine que ses experts lui ont dit cela, mais il serait intéressant de savoir de la part du ministre délégué aux Finances et à la Privatisation

quels sont les groupes qui lui ont fait des représentations pour indiquer qu'il y avait eu des erreurs. Je sais qu'il va dire que ce sont des erreurs qui datent de 1980 ou 1983. Je dis que mon discours est au-delà des partis.

J'ai entendu longtemps le député de l'Outaouais nous dire à quel point il serait important de travailler différemment en cette Chambre. Je l'écoutais et je me disais: Il y en a un qui a raison. Moi, je partage son point de vue. Parfois je trouve que cela va trop rapidement en cette Chambre. Dans certains cas cela va trop lentement. Autrefois, quand j'étais jeune étudiant, je venais à l'Assemblée nationale, j'assistais à des délibérations. J'ai assisté pendant plusieurs années à des délibérations ici en cette Chambre quand j'avais 15, 16, 17, 18 ans. Je remarquais qu'à chaque anniversaire d'un député le premier ministre de l'époque, le chef de l'Opposition et parfois d'autres collègues se levaient pour dire à tel député: M. le député de Kamouraska, à l'occasion de votre anniversaire, cela nous fait plaisir de vous souhaiter bonne fête. En même temps, ils en profitaient pour faire un petit laïus sur les qualités du gentilhomme ou du député. L'Opposition et le premier ministre faisaient cela ensemble. Moi, pour y être venu souvent, j'ai remarqué que, pour plusieurs députés, c'était la seule fois qu'ils se levaient dans l'année, le jour de leur fête, pour remercier le premier ministre et le chef de l'Opposition de leur avoir souhaité bonne fête.

J'ai remarqué aussi que dans notre Chambre, souvent, dans les procédures, il y a des motions non annoncées, il y a des motions de souhaits ici et là qui sont l'équivalent des souhaits de bonne fête. Je pense que, dans notre règlement, on devrait mettre plus de temps sur les projets de loi, on devrait mettre des délais plus longs, il devrait y avoir des ententes entre le gouvernement et l'Opposition pour qu'il y ait des délais un peu plus longs avant d'adopter certains projets de loi qui sont complexes. Il y aurait plus de possibilités d'entendre les intervenants qui veulent faire des représentations. Dans un système démocratique, il ne faut pas seulement que les parlementaires parlent, qu'ils aient une langue pour parler, mais qu'ils aient surtout des oreilles pour écouter. Je vais vous dire, M. le Président, que la sagesse d'un parlementaire, c'est moins de parler que d'écouter, mais après avoir longtemps écouté et avoir longuement mûri, après avoir réfléchi et avoir retenu la quintessence du projet ciselé dans des phrases bien faites qui disent exactement ce qu'elles veulent dire et non pas autre chose, à ce moment, le projet de loi peut faire son cheminement et on peut dire qu'on a fait une pièce législative dont on pourra parler et dont ceux qui en étudieront le contenu et la teneur diront:

Ces gens avaient bien travaillé!

Ce que je crains, c'est que le leader du gouvernement ne dise que j'ai trop parlé sur un projet de loi qui n'était pas considérable. Le projet de loi 122 que nous avons aujourd'hui sur nos tables n'est pas un projet de loi qui va révolutionner l'Amérique du Nord. C'est un projet de loi qui vient corriger des erreurs, mais c'est parce qu'il vient corriger des erreurs qu'il faut être conscient qu'il peut y avoir des possibilités d'erreurs même dans des projets de loi ou des parties de projets de loi non complexes. Quand il s'agit de l'établissement d'un siège social dans un district judiciaire comme Laval ou Longueuil, on ne peut pas dire que c'est une question très complexe. Pourtant, cela a été omis. Imaginez-vous quand on arrive dans des projets de loi complexes dont il y a peu de spécialistes dans cette Chambre et qu'il doit y avoir des consultations.

La semaine dernière, j'avais à prononcer une conférence devant justement un groupe de directeurs généraux d'associations sans but lucratif qui me disaient: Que pensez-vous que des associations comme nous devrions faire par rapport au Parlement? J'ai répondu: Vous savez, les parlementaires ne sont pas tous des phénix. D'ailleurs, il n'y a à peu près aucun d'entre eux qui connaisse tous les domaines. Certains sont un peu le produit du genre d'activités qu'ils ont faites dans leur vie. Plusieurs d'entre eux ne connaissent pas les secteurs dans lesquels vous oeuvrez. Il y aurait intérêt pour votre association ou pour vos groupements de vous faire connaître des parlementaires afin que les problèmes que vous avez, ainsi que les institutions que vous défendez, soient mieux connus de sorte que, lorsqu'ils ont des décisions à prendre, vos groupes ne soient pas méconnus d'eux et qu'ils aient un coin dans leur cerveau pour vos groupes. Lorsque des décisions se prennent, que des débats se font et que des caucus se tiennent, il est très important que ces parlementaires connaissent vos institutions.

Je disais, entre autres: Parfois, vous êtes portés à faire des représentations uniquement devant le Conseil des ministres. Je dirai que j'ai appris et que j'ai été assez longtemps en politique pour savoir qu'un caucus qui se tient debout, c'est aussi important qu'un Conseil des ministres. Un caucus de députés qui a une pensée politique et qui veut vraiment faire un bon travail, qui veut faire des représentations et écouter ce qui se passe dans la population afin que des projets de loi qui ne doivent pas être adoptés ne soient pas adoptés ou soient remis sur le métier pour être mieux travaillés... Je disais dans ma conférence qu'un caucus de députés peut jouer un rôle très important mais pour cela, il faut que

les députés sachent de quoi il s'agit. Je conseillais à ces groupes de rencontrer ces députés pour faire connaître leur association et pour leur dire ce qu'ils souhaitent, quels sont leurs problèmes et ce qu'ils attendent du gouvernement ou de leurs députés et pour se faire connaître dans une période où il n'y a pas nécessairement de demandes, mais pour que les gens puissent discuter allègrement et sans pression dans un climat serein de leur association.

(17 heures)

M. le Président, c'est dans le même état d'esprit qu'aujourd'hui je fais des représentations à la présidence en espérant être entendu autant du côté ministériel que du côté de l'Opposition pour que nos règlements reflètent davantage l'esprit démocratique dans lequel nous voulons vivre. L'esprit démocratique, c'est d'abord d'entendre les citoyens qui ont quelque chose à dire, de ne pas les "bulldozer" dans l'adoption des projets de loi, et ne pas faire en sorte qu'un projet de loi qui a été déposé en cette Chambre en dedans de sept jours ou à la huitième journée commence déjà à être étudié, en plus d'être acheminé le plus vite possible en commission parlementaire. C'est le cas de ce projet de loi 122. Le ministre me demandait: Ne pourrait-on pas adopter cela la même journée, faire l'étude des articles etc.? J'ai dit: Non! Ce n'est pas la politique de l'Opposition de faire des adoptions comme cela. Le règlement prévoit déjà des délais minimums, parfois seulement une journée, et si les citoyens n'ont pas tous ces délais, ils n'auront pas le temps de faire ces représentations. Combien de fois ai-je vu qu'un projet de loi avait été déposé alors que toutes les consultations n'avaient pas été faites et des gens qui avaient eu le temps de le lire nous téléphonaient pour nous dire: Il y a un petit bout que vous avez sûrement dû oublier ou quelqu'un n'a pas fait telle remarque. Ils venaient nous dire qu'il fallait faire telle correction et, après avoir écouté la représentation, on se rendait compte que les gens qui nous faisaient la représentation avaient raison.

C'est pourquoi, M. le Président, je pense que d'aller à la fine épouvante dans des projets de loi, de faire une deuxième lecture trop rapidement, de faire l'étude article par article, sans entendre les citoyens, je ne dis pas que c'est possible ou nécessaire dans tous les cas, mais le plus souvent possible, cela fait partie d'une procédure qui permet d'avoir une meilleure législation, davantage au service des contribuables que nous' voulons rendre les plus heureux possible.

Le but du législateur n'est pas de dire à la fin de l'année: J'ai fait adopter 125 lois qui représentent peut-être - remarquez bien - 500 ou 600 pages de lois qui vont être suivies de 2000 ou 3000 pages de règlements,

en se disant qu'aucun des 6 500 000 citoyens du Québec par eux-mêmes ou autrement ne doit ignorer une seule de ces dispositions, autrement il peut être trouvé coupable.

C'est pour cela, M. le Président, que notre fonction est importante. La partie la plus importante de notre fonction, c'est de toujours penser aux 6 500 000 citoyens qui seront assujettis aux dispositions que nous adoptons pour voir de quelle façon nous allons les affecter et les toucher dans leur vie quotidienne. La meilleure façon de le percevoir, de l'entrevoir, de le sentir, c'est d'abord de les entendre, de demander leur opinion, de laisser les citoyens nous faire des représentations le plus souvent possible pour nous dire ce qu'ils pensent d'un projet de loi, comment ils entendent ce projet de loi, comment ils pensent que ce projet de loi pourrait les affecter et nous faire vérifier si nous voulons vraiment les toucher de telle ou telle façon qui peut être utile, mais qui peut être aussi très désagréable.

Il y a plusieurs façons de se rendre à Montréal. On peut s'y rendre en voiture, on peut s'y rendre à genoux. Il n'est pas nécessaire que les projets de loi soient faits de telle façon que les gens souffrent le plus possible. Les projets de loi peuvent être faits de telle façon que la vie dans notre société soit la plus harmonieuse pour qu'il y ait le plus de BNB, ne pas parler seulement de PNB, du produit national brut, mais aussi du BNB, du bonheur national brut. Essentiellement, le rôle du législateur et de l'Assemblée nationale est de faire en sorte que les gens dans notre société soient plus heureux, que, finalement, il y ait plus de bonheur dans notre société. Si on passe notre temps à faire des règles, à mettre des muselières, des oeillères et à attacher tout le monde avec des ceintures, avec des chaînes, de quelle façon pensez-vous que, dans notre société, les gens vont être heureux de vivre?

Le nouveau gouvernement avait pris l'engagement de moins légiférer, de moins réglementer, mais on voit que ce n'est pas si facile. Et on voit que, ou bien c'est leur désir de légiférer autant, ou bien les fonctionnaires continuent de leur dire qu'il faut légiférer autant et ils n'ont pas mis leur devise ou leur principe en pratique.

Je vois le député de Mille-Îles qui m'écoute religieusement. Étant juriste, je sais qu'il aime parfois, lors des commissions parlementaires, retourner aux principes juridiques et ne pas simplement regarder l'application quotidienne, mais les grands principes qui fondent le droit dans une société. Je suis persuadé qu'il est d'accord avec moi, et c'est pourquoi j'aimerais peut-être, à l'occasion de l'étude du principe de ce projet de loi, qu'il nous indique comment il voit les choses et comment il considère qu'un Parlement peut moins légiférer, mieux

réglementer, en faisant moins d'erreurs.

M. le Président, vous vous rappelez sûrement cet incident où, à Ottawa, les cloches avaient sonné pendant des semaines parce que les députés ne voulaient pas étudier un projet de loi omnibus dans lequel il y avait des dizaines et des dizaines de dispositions dissemblables et discordantes qui supposaient des principes différents. Ils disaient qu'ils ne pouvaient pas discuter du principe du projet de loi alors qu'on retrouvait dans une même loi différents principes qui étaient au-delà de la concordance technique qu'on peut retrouver normalement dans un projet de loi omnibus. Pendant des semaines, les députés ont empêché le Parlement de siéger afin qu'on respecte une des règles fondamentales du parlementarisme et qu'on n'escamote pas l'étude de ces dispositions.

Pour que des Parlements comme le nôtre existent, il y a eu des gens qui ont donné leur vie. Des milliers et des centaines de milliers de personnes se sont battues pour qu'il soit possible de parler dans les Parlements. Ils ont voulu qu'il y ait des Parlements. Je voyais l'autre jour une cérémonie au Parlement de Londres. Je regardais l'ouverture de la Chambre et quand le représentant de la reine, le représentant de l'exécutif a voulu dire à la Chambre quoi faire, a voulu prononcer son discours d'énoncés de politiques, le premier geste posé a été de lui fermer la porte au nez pour indiquer la liberté de la Chambre, pour indiquer que ce n'est pas parce que l'exécutif demandait à la Chambre telle disposition ou lui demandait de siéger de telle façon qu'elle se soumettrait. Et, dans un geste symbolique, on fermait la porte au nez du représentant de l'exécutif et, ensuite, un peu plus tard, on lui ouvrait la porte en disant: Nous sommes disposés, à ce moment-ci, à vous recevoir. C'était pour indiquer que les parlementaires n'étaient pas les vassaux ni les esclaves serviles d'un gouvernement et n'étaient pas des "rubber stamps" ou des tampons de caoutchouc sur le pilote automatique.

Les parlementaires ont un rôle fondamental à jouer, mais à la condition qu'ils veuillent le jouer. C'est plus forçant de le jouer que de ne pas le jouer. C'est plus facile d'être sur le pilote automatique et de se lever quasiment avec un bouton-poussoir pour adopter des lois qu'on n'a pas regardées. C'est plus difficile de les étudier une par une, de faire des représentations et de se donner la peine de consulter les gens pour qu'ils nous disent ce qu'ils pensent de ces lois.

C'est pourquoi je pense que, dans ce Parlement - c'était l'engagement qu'avait pris le gouvernement - sans chercher à imputer les torts à qui que ce soit, sans chercher à faire des rancunes ou des

chicanes, mais, d'un commun accord, on doit tenter de mieux s'entendre pour respecter une certaine procédure plus respectueuse des droits des citoyens et des droits des parlementaires qui veulent étudier sérieusement les projets de loi plutôt que d'escamoter leur étude.
(17 h 10)

Je pense qu'il n'y a aucune gêne - et je me demande parfois pourquoi le leader du gouvernement le refuse - à ce qu'une commission parlementaire, avant l'étude d'un projet de loi, entende les citoyens qui ont des représentations à faire dans un délai imparti qui n'est pas nécessairement éternel, mais peut-être une journée ou deux, pour que les gens qui en manifestent le désir, puissent venir faire des représentations sur le projet de loi pour que celui-ci soit meilleur, pour qu'il soit mieux étudié. Il n'y a pas de mal à cela. En quoi le gouvernement serait-il humilié si cette pratique était plus courante? C'est vrai qu'on légiférerait moins vite. Est-ce que nous sommes dans une course à la législation ou dans une course à la bonne législation pour que le citoyen soit moins affecté?

Prenons, par exemple, dans le domaine de la construction, le projet de loi 119. Je peux vous dire le nombre d'appels téléphoniques que j'ai reçus aujourd'hui, au poste de radio, à partir de 7 heures ce matin, à mon bureau de comté, au bureau du Parlement et même à la maison chez nous, à l'heure du midi, de gens qui voulaient me dire ce qu'ils pensent du projet de loi 119 et qui aimeraient savoir de quelle façon ils vont être affectés ou non. C'est cela, le rôle d'un parlementaire: être à l'écoute de la population pour que les gens se sentent à l'aise de lui faire des remarques. Il est évident que lorsqu'un millier de personnes sont touchées, d'autres institutions peuvent jouer un rôle au niveau des individus, des comtés mais aussi des commissions parlementaires par les groupes représentatifs qui peuvent venir faire des représentations et demander de quelle façon ils vont être affectés et de quelle façon la situation pourrait être améliorée sans tout chambarder. On a souvent tendance à chambarder des structures, à défaire des structures pour en faire de nouvelles alors que, souvent, le progrès serait d'améliorer les structures existantes.

Je vois le député de Gatineau qui trouve le temps long. Je lui dirai que je suis à la veille de terminer mon intervention d'autant plus que celui qui doit me succéder, du moins de notre côté - à moins qu'il y ait un représentant du parti ministériel qui veuille s'exprimer - le député de Taillon, arrive en cette Chambre et qu'il va poursuivre avec nous l'étude de ce projet de loi. Je voudrais dire au président que l'intervention que je fais aujourd'hui ne va

pas plus particulièrement dans le sens de ce projet de loi que dans celui d'un autre. Mais je pense que le projet de loi est approprié puisqu'il s'agit de ce projet de loi avec lequel nous ne sommes pas en désaccord. C'est un temps approprié pour le faire d'une façon sereine pour que les gens du parti ministériel ne disent pas que c'est une occasion de faire de la politique. Au contraire, c'est dans le cadre d'un projet de loi avec lequel nous serons d'accord, puisqu'il vise à corriger des erreurs.

Je veux en profiter pour indiquer à quel point il est important de prendre toutes les dispositions nécessaires pour que nos lois soient meilleures, soient mieux faites, à condition de se donner les moyens, les instruments et le temps. Le temps respecte rarement les choses que l'on fait sans lui. Qu'on se donne tout le temps qu'il faut pour faire en sorte que nos projets de loi soient mieux faits, mieux rédigés, surtout après avoir entendu, consulté, avoir pris tout le temps voulu pour entendre ceux qui vont être les premiers touchés, c'est-à-dire les 6 500 000 citoyens québécois qui vont être dans l'obligation de connaître toutes ces dispositions et qui ne pourront jamais par la suite aller devant les tribunaux et invoquer l'ignorance de la loi. Le principe de base du système juridique dans lequel nous vivons est que nul n'est censé ignorer la loi. Pourtant, on se rend compte à quel point les ministres, dans l'étude des projets de loi, ont besoin de batteries d'experts pour les empêcher de bafouiller souvent, pour dire des choses correctes.

Lorsqu'on pose le moindre des questions sur les projets de loi, parfois, il arrive que des ministres n'aient pas beaucoup de facilité pour les expliquer. Ce qui veut dire que les parlementaires sont là pour défendre le peuple, pour défendre les citoyens et doivent s'efforcer de comprendre parfaitement les mesures qu'ils adoptent avant de voter pour. Combien de fois ai-je vu des projets de loi dont, j'en suis persuadé, 99 % des parlementaires ne connaissaient pas beaucoup la teneur. Pourquoi? Parce qu'il s'agit de projets de loi complexes et que, souvent, nos institutions parlementaires n'ont pas pris le temps voulu pour les étudier, les regarder, y réfléchir et consulter pour adopter des mesures en connaissance de cause.

M. le Président, il n'y aurait rien de pire qu'un Parlement où il y aurait seulement deux hommes ou deux personnes - jusqu'ici cela a toujours été des hommes, cela ne répugnerait pas si c'étaient des femmes, ce serait peut-être plus méthodique - un leader du gouvernement qui dirait à ses ouailles quand voter et un leader de l'Opposition qui dirait à ses ouailles quand voter. Je pense qu'il est important que les parlementaires connaissent la teneur des

projets de loi, qu'il y ait des débats à l'Assemblée nationale et en commission parlementaire et, surtout, en dehors des partis, à l'intérieur des caucus où on peut chacun débattre des projets de loi qui sont importants pour nos concitoyens.

M. le Président, je ne veux pas être plus long. Cela fait longtemps que je voulais faire ce discours. J'ai trouvé que l'occasion était propice à ce moment-ci. Je sais qu'occasionnellement vous auriez pu dire que j'étais un peu en dehors du cadre du projet de loi 122. Je vous remercie de la largesse d'esprit que vous avez eue afin de me permettre de m'exprimer entièrement sur ce que je voulais dire aujourd'hui.

Le Vice-Président: M. le leader du gouvernement.

M. Michel Gratton

M. Gratton: Très brièvement, M. le Président, j'aimerais simplement dire que je suis surpris que le député de Lévis nous confie qu'il attendait depuis longtemps de faire ce discours qu'il vient de nous livrer. Quant à moi, cela fait au moins quatre ou cinq fois que j'entends le même député faire le même discours.

Des voix: Ah! Ah! Ah!

Le Vice-Président: Est-ce qu'il y a un autre intervenant?

M. le député de Taillon.

M. Claude Filion

M. Filion: M. le Président, à voir la façon dont le gouvernement libéral légifère, je pense que le leader du gouvernement aurait avantage à mieux écouter le discours de mon collègue, le député de Lévis, qui porte précisément sur l'obligation que nous avons d'adopter des projets de loi qui se tiennent debout, qui marchent autant en hiver qu'en été. Je dois vous dire que, depuis onze mois que je suis dans ce Parlement, j'en ai vu de toutes les couleurs et de toutes les sortes.

Vous m'excuserez cet aparté, M. le Président. Je voudrais intervenir sur le projet de loi 122 présenté par le ministre délégué aux Finances - on l'oublie les Finances - et à la Privatisation. Nous soulignons que ce projet de loi porte le nom de Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant la mention du district judiciaire de Laval ou de Longueuil dans les statuts de certaines corporations. Vous aurez sûrement saisi, M. le Président, que nous intervenons pour apporter notre concours à ce projet de loi qui permettra aux juristes - quand je parle des "juristes", dans certains cas, il s'agit de comptables; dans certains cas, ce sont les

individus eux-mêmes qui prennent la peine de faire leur demande de lettres patentes - d'inscrire dorénavant le district judiciaire de Laval ou de Longueuil comme étant le district judiciaire où les affaires de la compagnie, le siège social ou peu importe, auront lieu.

Je voudrais profiter de cette occasion pour souligner qu'un district judiciaire... On a beau en parler comme cela, abstraitement, mais pour qu'un district judiciaire existe, cela prend un palais de justice et le palais de justice de Longueuil qui ouvrira ses portes l'an prochain, au printemps, espérons-le, a été prévu, planifié, construit en majeure partie par le gouvernement du Parti québécois. Étant donné qu'il s'agit là de ma région, celle de Longueuil, je suis particulièrement fier de voir que les amendements législatifs nécessaires pour permettre une pleine existence juridique au district judiciaire de Longueuil commencent à voir le jour. Le palais de justice situé presque en plein cœur de la ville de Longueuil recevra donc tous les justiciables qui pourraient avoir un démêlé civil ou un démêlé criminel avec la justice. Au lieu, comme c'est le cas aujourd'hui, d'être entassés à l'édifice Monval situé près du métro à Longueuil - vous connaissez cette région, M. le Président, car je sais qu'elle est située près de votre comté - les citoyens auront dorénavant accès à un endroit potable, à un endroit qui offre toutes les facilités des palais de justice qu'on retrouve un peu partout au Québec.

(17 h 20)

Mais un district judiciaire, c'est bien beau, et un palais de justice aussi, mais encore faut-il des avocats. À ce sujet, je suis heureux de vous informer, M. le Président, sachant l'intérêt que vous portez à cette question, que le Barreau de Longueuil, à toutes fins utiles, verra le jour d'ici peu de temps. Le Barreau du Québec ainsi que le Barreau de Longueuil ont donné ou sont en train de donner leur accord pour que les avocats de Longueuil puissent être regroupés au sein d'un même Barreau qui aura sa vie propre, ses particularités propres et qui pourra conjuguer les efforts de ses membres pour faire en sorte que le district judiciaire de Longueuil puisse être un district exemplaire et un district où la vie juridique et la vie judiciaire soient tout à fait exemplaires.

En ce sens-là, M. le Président, vous aurez compris que nous concourons d'emblée au projet de loi présenté par le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation. Nous sommes heureux de voir que cette reconnaissance juridique du district voit le jour avant même que le palais de justice ouvre ses portes. Nous souhaitons par ailleurs que tous les autres amendements qui pourraient être nécessaires pour faire en

sorte que le district de Longueuil puisse rayonner comme il se doit puissent être adoptés le plus tôt possible. Je vous remercie, M. le Président.

Le Vice-Président: Est-ce que vous avez une réplique, M. le ministre? M. le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation, pour votre droit de réplique.

M. Pierre-C. Fortier (réplique)

M. Fortier: M. le Président, après un long discours du député de Lévis, on s'est fait dire que, finalement, l'Opposition voterait pour un projet de loi d'exactement quatre articles. Ce qui est le plus désolant dans cette allocution du député de Lévis, c'est qu'il a réussi pendant environ 40 minutes à parler du mauvais principe du projet de loi. En effet, à tout bout de champ, il revenait sur le fait que le principe du projet de loi était pour corriger des inexactitudes ou des erreurs qui avaient été commises lorsque le projet avait été adopté. Ce n'est pas le cas, M. le Président. La loi qui a été adoptée en 1979 et promulguée en 1980 demeure exactement ce qu'elle est. Cependant, le principe est celui-ci: comme la publicité gouvernementale avait été quelque peu faussée, puisque les districts judiciaires en question ne pouvaient être créés selon l'article 3 tant et aussi longtemps que la Cour supérieure de juridiction criminelle y siégerait, certaines personnes ont cru que les districts judiciaires existaient et ont utilisé ces districts judiciaires dans la création de coopératives, de compagnies ou de compagnies d'assurances.

J'aurais cru, M. le Président, que quelqu'un de l'Opposition qui prend la peine de parler 45 minutes sur un sujet comme celui-là se serait attaqué au moins au bon principe. Mais le député de Lévis a cru nous faire une démonstration que les règles nous régissant devaient être modifiées. Il devrait savoir, puisqu'il était ici en cette Chambre, que les règles de procédure qui nous gouvernent ont été adoptées à l'unanimité de cette Chambre le 13 mars 1984 et que, de fait, elles ont été proposées par le gouvernement du Parti québécois et adoptées à l'unanimité par le Parti libéral du Québec ou du moins par les représentants qui forment cette Chambre.

M. le Président, je crois que le sujet est clos, que les représentations qui ont été faites débordaient de beaucoup le principe du projet de loi. À ce sujet, j'aimerais également rappeler au député de Lévis qui nous dit qu'il faut aller plus lentement, qu'aujourd'hui, on ne devait discuter que du principe du projet de loi, que l'étude article par article devait normalement se faire en commission parlementaire et que lorsqu'il

demande au leader du gouvernement de prendre tout le temps qu'il faut, je crois qu'il aurait été plus sage pour lui de faire la distinction entre l'étude du principe et l'étude détaillée parce que, étant donné que son argumentation portait surtout sur les erreurs juridiques qui pourraient se glisser lorsqu'on étudie un projet de loi, à ma connaissance, les erreurs juridiques qui peuvent se glisser ne proviennent pas tellement de l'étude du principe mais surtout de l'étude détaillée qui peut être faite en commission parlementaire.

Dans ce cas-ci, M. le Président, il ne s'agit que d'un petit projet de loi de quatre articles qui visent à corriger des erreurs de fait, des erreurs d'enregistrement de compagnies, des erreurs d'enregistrement de coopératives et non pas à corriger des erreurs juridiques, je le répète. Somme toute, la publicité, qui avait accompagné l'adoption, la promulgation du projet de loi en question, avait amené certaines personnes à commettre des erreurs juridiques. Ce sont ces erreurs juridiques de fait que nous tentons de corriger aujourd'hui et non pas des erreurs de législation qui auraient pu se commettre antérieurement.

C'est la raison pour laquelle je me réjouis du fait que l'Opposition vote avec nous, mais j'aurais espéré que l'Opposition, si elle voulait jouer son rôle de façon efficace, aurait dû prendre la peine d'étudier le projet de loi puisqu'il s'agit d'un projet de loi fort simple et faire porter sa critique sur le principe même du projet de loi et non pas sur le principe d'un projet de loi qui n'est pas à l'étude présentement devant nous. Je vous remercie, M. le Président.

Le Vice-Président: Le débat étant clos, est-ce que le principe du projet de loi 122, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant la mention du district judiciaire de Laval ou de Longueuil dans les statuts de certaines corporations, est adopté?

Des voix: Adopté.

Le Vice-Président: Adopté. M. le leader du gouvernement.

Renvoi à la commission du budget et de l'administration

M. Gratton: M. le Président, maintenant que ce projet de loi, si mal préparé selon l'Opposition, a été adopté à l'unanimité, avec les députés de l'Opposition, je ferais motion pour le déférer à la commission du budget et de l'administration pour son étude détaillée et pour que la commission soit présidée par un président de séance.

Le Vice-Président: Est-ce que cette motion est adoptée? Adopté. M. le leader du

gouvernement.

M. Gratton: Article 16, M. le Président.

Projet de loi 120

Adoption du principe

Le Vice-Président: À l'article 16 du feuillet, le ministre du Revenu propose maintenant l'adoption du principe du projet de loi 120, Loi modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal. La parole est maintenant au ministre du Revenu.

M. Michel Gratton

M. Gratton: Merci, M. le Président. Évidemment, c'est à titre de ministre du Revenu que j'aimerais traiter brièvement du contenu de ce projet de loi 120, Loi modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal.

Ce projet de loi vise essentiellement à donner suite au discours sur le budget du 1er mai 1986 prononcé par le ministre des Finances ainsi qu'à la déclaration ministérielle du 29 mai 1986 de ce dernier. Il donne également suite à certaines mesures annoncées dans l'énoncé de politiques budgétaires du gouvernement du 18 décembre 1985.

Avant d'expliquer plus longuement les diverses mesures particulières que concrétise le projet de loi 120, je crois utile de rappeler que le premier objectif visé par le discours sur le budget était de concrétiser la priorité accordée par le nouveau gouvernement à l'assainissement ou au redressement des finances publiques. Il s'agissait d'abord de rétablir sur des bases solides la situation financière du Québec, tout en réduisant au minimum l'effort fiscal supplémentaire exigé des particuliers et des entreprises du Québec, afin de résoudre complètement l'impasse budgétaire additionnelle de 1 500 000 000 \$ que nous avait léguée le gouvernement précédent.

Les mesures mises en place dans le discours sur le budget du 1er mai 1986 visaient en effet à permettre la réduction progressive du déficit à 2 895 000 000 \$ en 1986-1987, à 2 705 000 000 \$ en 1987-1988 et à 2 590 000 000 \$ en 1988-1989. Ainsi, pour la première fois depuis plusieurs années, le gouvernement du Québec va cesser d'emprunter pour payer les dépenses courantes, si ces prévisions du budget se réalisent.

(17 h 30)

Bien sûr, ce résultat ne sera possible que si nous poursuivons les efforts déjà amorcés du côté de la saine gestion des finances publiques en réduisant les dépenses non essentielles, en augmentant la productivité et l'efficacité de l'État et en

améliorant les conditions nécessaires pour créer un climat favorable à l'investissement privé, dont la création de nouveaux emplois dépend.

Cela implique des décisions difficiles dont certaines ont d'ailleurs été annoncées dans le discours sur le budget du 1er mai. C'est toute la population du Québec et particulièrement les jeunes qui profiteront dans les années qui viennent des résultats bénéfiques de ces décisions que le gouvernement du Québec a maintenant le courage de prendre. Le lendemain du discours sur le budget, Frédéric Wagnière écrivait dans un éditorial intitulé: "Un bon début budgétaire", publié dans La Presse, ce qui suit: "Le ministre des Finances a clairement établi le lien entre l'assainissement des finances et la croissance économique. Cela n'est pas nouveau ni à Québec ni à Ottawa. Le gouvernement actuel semble cependant avoir trouvé un dosage judicieux et prometteur. Contrairement à ce que plusieurs redoutaient, les contribuables s'en sortent bien. Un gouvernement libéral ne pouvait guère faire autrement, lui qui voit si clairement la nécessité de ramener la fiscalité du Québec au niveau des autres provinces afin de rendre l'économie plus concurrentielle."

D'ailleurs, M. le Président, les mesures fiscales et budgétaires annoncées le 1er mai devaient nécessairement répondre à deux objectifs jugés primordiaux par le chef du gouvernement: l'équité et la modération dans les efforts exigés des contribuables du Québec, individus et entreprises. Le budget de 1986-1987 devait donc éviter d'imposer des mesures qui auraient pour effet de pénaliser les plus démunis de notre société, en particulier les chômeurs, les bénéficiaires de l'aide sociale ainsi que les personnes âgées et les familles à revenus modestes, en même temps qu'il invitait toute la population du Québec à mettre l'épaulé à la roue de l'assainissement et du redressement de la situation des finances publiques.

Si vous le voulez bien, nous rappellerons maintenant quelques-uns des faits saillants de ce discours sur le budget que la centaine d'articles du projet de loi 120 viennent traduire en termes légaux. Nous verrons ensemble que le ministre des Finances a admirablement bien répondu aux objectifs fixés, ce qui a amené l'ensemble des observateurs à reconnaître la justesse et l'à-propos de ses propositions budgétaires et fiscales.

Parlons d'abord de la fiscalité des entreprises. Pour l'année fiscale 1986, les employés qui souscrivent à des émissions d'actions de leur employeur admissibles au Régime d'épargne-actions, le REA, ou au Régime des sociétés de placement dans l'entreprise québécoise, les SPEQ, peuvent bénéficier d'une déduction supplémentaire de 25 % du montant de leurs achats. Celle-ci

vient s'ajouter à la déduction à laquelle ils auraient droit en vertu du Régime d'épargne-actions s'il s'agit d'une émission publique ou s'ajouter aux bénéfices conférés par les sociétés de placement dans l'entreprise québécoise s'il s'agit d'une émission privée.

On y retrouvait également l'exonération de l'impôt sur les premiers 200 000 \$ de profit des corporations et les premiers 2 000 000 \$ de capital versés à l'égard de la taxe sur le capital pendant les trois premières années d'imposition pour toute corporation privée ou coopérative constituée à partir de minuit le 1er mai 1986. Le budget et le projet de loi 120 qui en découle prévoient l'harmonisation complète entre la fiscalité québécoise et la fiscalité fédérale concernant l'exemption des gains de capital suivant les modalités prévues par le gouvernement fédéral d'ici à 1990. Ils prévoient également l'abolition du second volet du programme d'accès à la Bourse permettant de subventionner l'émission elle-même pour un montant pouvant atteindre 400 000 \$ et le maintien du premier volet du programme permettant de rembourser une partie des coûts relatifs à l'étude de faisabilité d'une première émission d'actions publiques.

Il prévoit également le maintien des paramètres fondamentaux du Régime d'épargne-actions en y apportant des resserrlements de nature technique pour s'assurer que la contribution du gouvernement serve dans toute la mesure du possible à la création d'emplois et au développement économique.

Il est vrai que le budget prévoyait aussi, à compter de minuit le premier mai 1986, une majoration de 5,5 % à 5,9 % de l'impôt sur les profits des grandes entreprises et de 3 % à 3,22 % pour les petites entreprises. On prévoyait également une majoration de 3 % à 3,22 % de la contribution des employeurs au Fonds des services de santé et une majoration de 0,45 % à 0,48 % du taux général de la taxe sur le capital de même qu'une réduction de 0,125 % à 0,08 % du taux des prélèvements effectués par la Commission des normes du travail.

M. le Président, il est cependant important de rappeler qu'il s'agit là d'une surtaxe imposée en fonction du manque à gagner du Québec au chapitre des transferts fédéraux, soit une somme de quelque 150 000 000 \$ pour 1986-1987. Le ministre des Finances, s'est engagé à reconsidérer ces mesures si Ottawa consent à respecter ses engagements à l'égard de la péréquation, à retirer le projet de loi C-96 et à accepter une négociation de bonne foi sur les arrangements fiscaux.

Parlons maintenant de la réforme de la comptabilité et de la liquidation des hypothèques de l'administration précédente.

Le budget prévoyait la résorption, sur cinq ans à compter de 1987-1988 et à raison de déboursés de 75 000 000 \$ par année, des déficits de 260 000 000 \$ accumulés par les hôpitaux depuis 1982-1983. Il prévoyait également le retour à une convention comptable correspondant aux pratiques courantes pour les créances douteuses et irrécouvrables. De plus, on y prévoyait la budgétisation des frais non prévus à assumer pour les pertes reliées aux activités de certaines sociétés d'État et la comptabilisation des placements en actions du gouvernement dans ces entreprises à la valeur de consolidation pour tenir compte des pertes et des profits qu'elles enregistrent.

De même, on retrouve la réforme des conventions comptables en tenant compte de l'opinion du Vérificateur général, tout en s'assurant que le Québec ne soit pas désavantagé dans la comparaison de sa situation financière avec celle des autres provinces et, notamment, l'inscription des dépenses selon les frais réellement dus, tous les comptes payés étant portés aux livres; la formation d'un groupe de travail pour examiner les méthodes d'évaluation et de comptabilisation des engagements au titre des régimes de retraite et la prise en compte de la fluctuation des devises dans la comptabilisation de la dette en monnaies étrangères. C'est donc un véritable grand ménage dans la comptabilité du gouvernement qu'a entrepris, le 1er mai dernier, le ministre des Finances.

Regardons maintenant du côté des régions. Diverses mesures feront l'objet d'une étude plus exhaustive en commission parlementaire au moment de l'étude détaillée du projet de loi. Je me permets d'en mentionner quelques-unes ici, M. le Président: premièrement, la baisse de la taxe sur les carburants dans d'autres parties des régions de la Gaspésie, de la Mauricie, de l'Outaouais, dans la circonscription de Rimouski et une partie de la circonscription de Labelle; l'extension aux régions frontalières avec les États-Unis du régime actuel de rabais de taxe sur les carburants en vigueur dans les régions limitrophes à l'Ontario, au Nouveau-Brunswick et au Labrador. Je souligne que ces mesures sont déjà en vigueur depuis le 1er mai dernier et que le projet de loi 120 viendra tout simplement rendre légale cette réduction d'impôt qu'a consentie le ministre des Finances dans son budget du 1er mai 1986.

(17 h 40)

Toujours pour les régions, on prévoit dans le projet de loi 120 l'exemption des premiers 300 000 \$ de capital versé à l'égard de la taxe sur le capital accordé à compter de minuit le 1er mai 1986 aux corporations dont l'activité principale est la pêche; de même, un budget supplémentaire de 1 000 000 \$ était accordé à la promotion

touristique auprès de la clientèle des visiteurs américains; une augmentation de 10 000 000 \$ des crédits pour l'amélioration du réseau routier municipal; finalement, une augmentation de 10 000 000 \$ des crédits accordés aux fonds de développement régional. De plus, on y prévoyait la déduction de 225 \$ par mois pour venir en aide aux travailleurs du Grand-Nord québécois et des postes isolés qui ont à supporter des frais de subsistance plus élevés, cette déduction pouvant atteindre 450 \$ par mois par logement pour ceux qui occupent un logement autonome. Cette mesure représente un coût de 23 000 000 \$ par année pour l'État. Enfin, la majoration de 8000 \$ à 15 000 \$ de la subvention accordée pour l'établissement des jeunes agriculteurs, ce qui représente une hausse de 7 000 000 \$ des crédits à ce programme.

Voilà donc, M. le Président, autant de mesures qui, en dépit du contexte budgétaire très difficile où se trouve le gouvernement, reconnaissent pleinement la légitimité des aspirations des régions que notre gouvernement entend continuer d'appuyer concrètement dans toute la mesure du possible.

Parlons maintenant de la taxe ad valorem de 60 % applicable aux cigarettes et à certains tabacs ouvrés qui est devenue le 1er mai dernier une taxe spécifique. Comme vous le savez, M. le Président, ce type de produit était taxé selon ce qu'il est convenu d'appeler une taxe ascenseur, c'est-à-dire une taxe qui dépend du prix de vente au détail de ces biens. Dans le cas des cigarettes, le prix de vente était fixé par arrêté ministériel alors que, dans le cas des autres produits du tabac, la taxe était calculée sur le prix de vente à l'usager. Depuis le 1er mai dernier, cette taxe est spécifique, c'est-à-dire de 0,0452 \$ par cigarette et de 0,02 \$ par gramme de tout tabac autre que des cigarettes ou des cigares. Ainsi, toute modification de la taxe sur les cigarettes devra désormais être approuvée par l'Assemblée nationale. Toutefois, en raison des grandes variations sur le prix des cigares et afin d'éviter de pénaliser certaines entreprises dont les prix du tabac ouvré, avant taxe, étaient à un niveau tel que la taxe ad valorem représentait un montant de beaucoup inférieur à 0,02 \$ le gramme, la taxe ad valorem de 60 % continuera de s'appliquer sur les ventes de cigares ainsi qu'à celles de tabac ouvré dont le prix de vente au détail est inférieur à 0,0292 \$ le gramme.

On sait, M. le Président, que la taxe ascenseur, cette invention de l'ex-ministre des Finances péquiste, M. Jacques Parizeau, s'appliquait également au carburant au taux de 30 %. Le projet de loi 120 donnant suite au discours sur le budget remplace cette taxe ad valorem par une taxe spécifique par litre. Deuxièmement, il porte à 9 % le taux

de la taxe sur le carburant d'aéronef et de locomotive sur rails. Troisièmement, comme je l'indiquais tantôt, il prévoit une réduction de taxe sur le carburant vendu dans certaines régions périphériques et en bordure de celles-ci.

Comme je l'ai expliqué à l'égard de l'impôt sur le tabac, cette première mesure vise à remettre à l'Assemblée nationale la responsabilité de décréter toute augmentation de taxe sur ce produit. En février dernier, au moment où, à titre de ministre du Revenu, j'avais dû signer des arrêtés ministériels décrétant une augmentation de taxe sur les cigarettes de même que sur les carburants, augmentation qui avait été prévue dans les équilibres budgétaires du gouvernement antérieur en date de septembre 1985, nous avons clairement indiqué que, quant à nous, il n'était pas normal qu'une taxe puisse être décrétée sans que l'Assemblée nationale en soit saisie.

J'ouvrirai ici une parenthèse pour relever ce que disait tantôt le député de Lévis lorsqu'il insistait sur la nécessité pour l'Assemblée nationale de s'acquitter de ses devoirs législatifs. Il nous disait en quelque sorte que l'Assemblée nationale devait profiter d'un délai plus long, de toutes les possibilités de consultations afin de faire en sorte que nos lois soient les plus acceptables possible, répondent le mieux aux intérêts de la plus vaste majorité de citoyens québécois possible. Pourtant, c'est ce même député de Lévis qui, à l'occasion d'autres débats l'hiver dernier et, j'en suis sûr, en réplique comme porte-parole de l'Opposition tantôt, nous a dit et nous dira que le gouvernement a mal agi en gelant cette taxe ascenseur au point où elle a été gelée dans le discours sur le budget du 1er mai dernier.

C'est pourtant respecter l'engagement qu'on avait pris de faire en sorte que toute nouvelle taxe décrétée ne le soit qu'ici à l'Assemblée nationale et ne puisse l'être par le biais d'un arrêté ministériel qu'un ministre du Revenu peut tout simplement signer pour faire en sorte que de nouvelles taxes soient levées auprès des contribuables québécois. On a beau dire que l'ascenseur a été gelé à un niveau supérieur. Je pense que le ministre des Finances n'a jamais fait de cachette sur la nécessité, pour l'assainissement des finances publiques, pour maintenir les équilibres budgétaires, de ne pas priver l'État des montants qui étaient en cause, surtout qu'il procédait en même temps à la détaxation dans certaines régions périphériques, c'est-à-dire là où l'automobile constitue un outil beaucoup plus important pour les travailleurs.

Le député de Lévis reproche au gouvernement d'avoir gelé l'ascenseur, ce qui fait que, si le prix de l'essence devait baisser, la taxe elle-même ne baisserait pas. Je lui raconterai comment on fonctionnait

sous son gouvernement. Tout au cours de son mandat, après l'institution de cette taxe ascenseur, on n'a jamais constaté de baisse de la taxe et on a pourtant constaté, à quelques occasions, une hausse de la taxe. On me dira que c'est parce que le prix de l'essence augmentait constamment. Faux, M. le Président. Il y a eu des moments, au cours de cette période, où le prix de vente d'un litre de carburant sur l'île de Montréal - puisque c'était le critère pour fixer le prix moyen auquel on ajoutait la taxe de 30 % - où ce prix moyen, à l'occasion, a diminué sur l'île de Montréal. Mais, voyez-vous, la façon dont on procédait au ministère du Revenu à l'époque, c'était par sondages. Le règlement, la loi disait que la taxe de 60 % devait être imposée sur le prix moyen de vente au détail d'un litre de carburant sur l'île de Montréal. On devait donc nécessairement établir quel était le prix de vente moyen et on le faisait à l'aide d'un sondage. Les fonctionnaires du ministère du Revenu, à la demande du ministère des Finances, allaient faire un sondage sur l'île de Montréal. Mais, petite subtilité, on faisait un présondage. On allait vérifier si, par hasard, les prix n'étaient pas inférieurs au prix sur lequel la taxe s'appliquait. Quand on constatait qu'effectivement le prix était inférieur, on ne faisait pas le vrai sondage et donc, la taxe ne diminuait pas. Par contre, lorsqu'on constatait que le prix moyen avait augmenté, on procédait au vrai sondage et, effectivement, on se retrouvait devant un arrêté ministériel qui venait hausser la taxe sur le carburant.

(17 h 50)

À tous les beaux discours que pourront faire les gens du Parti québécois, à savoir qu'il est immoral de procéder au gel de la taxe ascenseur, je dirai que tout au moins, maintenant, s'il y a des baisses du prix de l'essence à la pompe, les consommateurs peuvent en profiter. Il est vrai que la taxe, elle, demeure stable mais elle demeurera également stable si les prix devaient augmenter, ce qui a été le cas tout récemment. Les prix ont augmenté de 0,02 \$ le litre à certains endroits. Pourtant la taxe, elle, ayant été gelée, la taxe ascenseur n'existant plus - cette trouvaille de M. Parizeau n'existe plus sur les carburants ni sur les cigarettes - la taxe n'a pas augmenté. C'est dire que ce respect de l'engagement du Parti libéral aura été bénéfique à cet effet et continuera de l'être à l'avenir.

Ce projet de loi modifie également la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail afin d'uniformiser la taxation des formes d'énergie en rendant imposable la vente de tout combustible dont l'huile à chauffage, le gaz naturel et le charbon. On sait que tous les autres combustibles, tous les autres modes d'énergie, notamment l'électricité,

étaient déjà taxés à 9 %. D'ailleurs, si on veut se remémorer un engagement électoral de 1976 du Parti québécois, on y lira - cela existe toujours dans le programme officiel du Parti québécois - que l'exemption ou l'abrogation de la taxe de 9 % sur les factures d'électricité était prévue. On a eu neuf ans de gouvernement péquiste et la taxe de 9 % existe toujours. Nous ne cachons pas que, dans le dernier discours sur le budget, nous avons imposé cette taxe de 9 % sur l'huile à chauffage, le gaz naturel et le charbon et ce, bien sûr, pour aller cueillir des revenus additionnels - Dieu sait que la situation financière que nous avait laissée le Parti québécois l'exigeait - mais aussi par équité, parce qu'il nous semble que les sources d'énergie doivent être taxées de façon que chaque contribuable, quelle que soit la forme d'énergie qu'il utilise, soit taxé de façon équitable.

Je note - j'insiste là-dessus - que cette taxe sur l'huile à chauffage, le gaz naturel et le charbon est assortie de mécanismes visant à compenser les personnes à faible revenu et qu'il est aussi prévu que l'exemption actuelle concernant l'électricité et le gaz utilisés à la production de biens mobiliers destinés à la vente a été étendue à ces nouveaux combustibles qui sont taxés. De plus, dans le but d'éviter que la vente de biens sujets à la taxe sur le carburant ne devienne également assujettie à la taxe de vente au détail, une exemption est introduite à l'égard de la vente de carburant utilisé à l'alimentation d'un moteur propulsif au sens de la Loi concernant la taxe sur les carburants.

M. le Président, le projet de loi 120 comprend également certaines autres modifications d'ordre technique, notamment celles qui permettront de donner suite, dans les meilleurs délais, au projet de centres financiers internationaux.

Voilà donc l'essentiel du présent projet de loi. Il vise surtout, comme je l'ai indiqué, à donner suite au discours sur le budget du 1er mai 1986 du ministre des Finances. Comme je le disais au début de mon propos, le premier objectif visé par ce discours sur le budget était de concrétiser la priorité accordée par notre gouvernement à l'assainissement et au redressement des finances publiques, condition essentielle à la relance économique.

Comment cet objectif sera-t-il atteint? En réponse, je citerai la conclusion de l'éditorial du 2 mai de Frédéric Wagnière dont j'ai cité un extrait précédemment. Il écrivait, le 2 mai: "En quoi consiste ce redressement? Les mesures annoncées permettent d'abaisser le déficit au-dessous du seuil où l'État doit emprunter pour payer ses dépenses courantes, y compris l'intérêt sur la dette. Une fois que le déficit ne représente plus que les immobilisations et les

contributions au Régime de retraite des employés de l'État, le gouvernement peut de nouveau prendre des mesures pour encourager les investissements et la création d'emplois. Le budget contribue à créer le climat de confiance dans l'économie dont on a tant parlé. Le gouvernement devra cependant continuer à préciser et à simplifier les rapports entre l'État et l'économie s'il veut que ce climat porte ses fruits. De leur côté, les chefs d'entreprise et les travailleurs devront saisir les occasions qui leur sont offertes pour développer l'économie québécoise." Fin de la citation.

M. le Président, à cela, je réponds tout simplement: Amen. Et comme cela doit passer par l'adoption du projet de loi 120 aujourd'hui, j'invite les membres de l'Assemblée à l'appuyer sans réserve.

Le Vice-Président: M. le député de Lévis.

M. Garon: M. le Président, comme il ne reste que quelques minutes avant 18 heures, je pense bien que cela ne vaudra pas le coup de commencer avant. Je veux simplement dire que lorsque le leader du gouvernement, le ministre du Revenu a dit: Amen, j'aurais dû dire qu'il voulait dire: Amène et cela, en voulant dire que cela va être un budget de taxation, une loi dans laquelle on n'a jamais vu autant de taxes.

M. le Président, je demanderais la suspension du débat à 20 heures et je ferai mon discours à ce moment-là.

Le Vice-Président: Très bien, M. le député de Lévis. Est-ce que cette motion de suspension du débat est adoptée?

Des voix: Adopté.

Le Vice-Président: Adopté. Puisque nous sommes presque à 18 heures, l'Assemblée nationale suspend ses travaux pour les reprendre à 20 heures.

(Suspension de la séance à 17 h 56)

(Reprise à 20 h 6)

La Vice-Présidente: À l'ordre! Nous allons reprendre les travaux de l'Assemblée. M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Lefebvre: L'article 16, Mme la Présidente, la continuation du débat sur le projet de loi 120.

M. Chevette: Est-ce qu'on a quorum?

La Vice-Présidente: Nous avons quorum, M. le leader de l'Opposition. À l'article 16, nous allons donc reprendre le débat qui avait

été suspendu par M. le député de Lévis. Ce débat concerne le projet de loi 120, Loi modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal. M. le député de Lévis.

M. Jean Garon

M. Garon: Mme la Présidente, cet après-midi, je parlais d'un exemple de projet de loi qui était amené à la dernière minute et qui, en dedans d'une semaine, devait faire l'objet d'une étude. On remarquera qu'au cours des dernières journées, depuis une dizaine de jours, cela a été une avalanche de projets de loi et qu'en particulier, ils ont été déposés le 11 novembre seulement. Le discours a été fait le 1er mai, le ministre du Revenu a eu besoin des mois de mai, juin, juillet, août, septembre, octobre et la moitié du mois de novembre, six mois et demi, pour regarder son projet de loi, préparer son projet de loi, et, après l'avoir déposé le 11 novembre, il demande qu'en dedans d'une semaine, le 18 aujourd'hui, une semaine plus tard, ce projet de loi de 65 pages, qui a 105 articles, d'une teneur très technique fasse l'objet d'une étude immédiate.

C'est pourquoi, quand je faisais mon discours cet après-midi, j'avais justement à l'esprit un projet de loi comme celui-là, qui devrait, puisqu'on dit ce que couvre cette loi... Ce projet de loi 120, qui modifie diverses dispositions législatives d'ordre fiscal, modifie diverses lois fiscales afin de donner suite au discours sur le budget du 1er mai 1986, prononcé par le ministre des Finances, ainsi qu'à la déclaration ministérielle du 29 mai 1986 de ce dernier. Il donne également suite à certaines mesures annoncées dans l'énoncé de politiques budgétaires du gouvernement du 18 décembre 1985.

Vous voyez, Mme la Présidente, à quel point le gouvernement, le ministre des Finances et le ministre du Revenu ont eu besoin de nombreux mois pour préparer leur projet de loi. Maintenant, ils voudraient que le public le regarde au laser, voyez-vous, dépasse le mur du son alors que lui avançait à pas de tortue. Il demande aujourd'hui d'étudier un projet de loi de 65 pages, 105 articles alors qu'il vient de le déposer à l'Assemblée nationale.

C'est pourquoi, M. le Président, je dis que souvent il y a des erreurs, il y a des choses qui doivent être corrigées parce qu'on demande à l'Assemblée nationale d'étudier à toute vapeur des projets de loi qui n'ont pas été suffisamment préparés. On comprend pourquoi le ministre du Revenu voulait se débarrasser de ce projet de loi au plus vite, parce qu'il sait bien qu'il n'y a pas là-dedans, dans les énoncés du ministre des Finances, la rationalité qu'il préconise ou qu'il affirme s'y trouver. La meilleure façon de le voir, c'est de constater comment il a

traité - je suis content de voir que le député de Beauce-Nord est ici - deux prisons: la prison de Saint-Joseph et la prison de New-Carlisle.

On peut voir à quel point il n'y a pas de rationalité dans l'administration gouvernementale. On ferme la prison de Saint-Joseph qui, avec 32 cellules, s'occupait de 70 prisonniers. Pourquoi? Parce qu'il y avait beaucoup de réhabilitation qui s'y faisait. De fait, c'est là qu'il y avait le plus haut taux de réhabilitation. C'est pourquoi on pouvait, avec 32 cellules, avoir 70 prisonniers affectés à la prison de la municipalité de Saint-Joseph, parce qu'il y en avait plusieurs dans les familles environnantes.

Le ministre des Finances, pour son comté, ce n'est pas la même règle. Dans son comté, il y a 63 cellules et seulement 28 prisonniers. Cela veut dire qu'il y a 35 cellules inoccupées. Pourtant, la prison de Saint-Joseph est fermée. Il y a eu pour 1 000 000 \$ de rénovation dans la prison de New-Carlisle. La prison qui est vide est rénovée, grâce au ministre des Finances et la prison qui a deux fois plus de prisonniers que de cellules, on la ferme. Après cela on vient nous parler de l'efficacité du gouvernement.

Le ministre des Finances est efficace pour son comté, tandis que le député de Beauce-Nord, lui, est allé dans son comté expliquer que c'était nécessaire pour les coupures budgétaires du gouvernement qui avait besoin d'argent. Il a dit: Moi je suis d'accord qu'on coupe à Saint-Joseph. Pourtant, c'était là qu'était la prison la plus efficace, en termes de revenus, parce que c'était l'endroit dans tout le Québec où les prisonniers payaient le plus d'impôts sur le revenu. C'était là où on avait deux fois plus de prisonniers que de cellules. C'était là également qu'il y avait le plus de réhabilitation sociale et on a fermé la prison de Saint-Joseph avec la bénédiction urbi et orbi du député de Beauce-Nord. C'est quelque chose!

Le même député est allé dans son comté dire: Le ministre responsable des Approvisionnements et Services vient d'annoncer qu'il va couper de moitié les indemnités pour les inondations. Il a dit qu'il était d'accord avec le ministre. Dans Beauce-Nord, il n'ont pas un député de la population au Parlement, ils ont un député du gouvernement. Il vient expliquer à quel point les coupures qu'il y a dans le comté sont justifiables. C'est pour dire à quel point le gouvernement est inefficace. Qu'est-ce qu'il coupe? Les prisons efficaces. Il rénove les prisons qui sont vides. Drôle de gouvernement! Cela ne donne rien de se perdre dans des milliards, dans des gros exemples. On peut prendre des exemples dans la vie quotidienne.

C'est la même chose dans le budget du

ministre des Finances. Je lui avais dit - il n'a pas gagé - que j'étais prêt à gager un bon montant là-dessus; c'est à la page 1266 du Journal des débats de l'Assemblée nationale du 6 mai 1986. Dans ce budget il y a des surprises, des choses cachées un peu partout, même dans les annexes. C'est dans les annexes qu'on en a trouvé le plus. Lors des discours sur le budget, il y a une tradition d'utiliser les prévisions économiques qui correspondent à la réalité. Le gouvernement et son ministre des Finances, pour des raisons obscures, faussent les prévisions économiques, en particulier en ce qui concerne l'inflation qui est sous-estimée. La prévision du ministre des Finances pour l'année 1986-1987 est un taux d'inflation de 3 % et, pour l'année 1987-1988, de 2,9 %. On se croirait dans les années de la guerre 1939-1945. Mais c'est dans le budget du 1er mai. À cette époque, les taux d'inflation étaient à ce niveau.

Comment se compare ce taux avec d'autres prévisions? Lors de la présentation des crédits, voilà à peine plus d'un mois, la prévision du gouvernement était de 3,4 % pour l'année 1986-1987. Dans les renseignements supplémentaires sur les crédits budgétaires du 25 mars 1984 à la page 15, encore là, le taux d'inflation pour l'année 1986-1987 est sous-estimé par rapport aux prévisions des grands organismes. Je vais vous en donner un certain nombre. Le gouvernement fédéral, dans son budget, prévoit 4,3 % d'inflation, Hydro-Québec, 3,9 %, l'Association des manufacturiers canadiens, 4,3 %. Le président du Conseil du trésor doit avoir confiance en l'Association des manufacturiers canadiens. J'aurais pu en nommer encore un grand nombre qui prévoient tous plus de 4 %. À ce moment-là, j'avais dit que le taux d'inflation serait sans doute autour de 4,5 % et 5 %.

Des voix: ...

M. Garon: Je peux bien les mentionner ici. Cela va. Le président de la Banque Nationale du Canada, un de ses conseillers, n'a apparemment pas influencé le ministre des Finances là-dessus. Il ne dit pas la même chose; il dit 4,4 %. Vous voyez, le gouvernement dit 3 %.

Nous, de l'Opposition, on a dit: Cela n'a pas de bon sens. Ce ne sera pas 3 %, ce sera plutôt autour de 4,5 %. Je peux vous dire qu'actuellement, depuis le début de l'année, on se rend compte que le taux d'inflation est de 4,9 %. Encore là, le ministre des Finances s'est trompé. Sans doute que cela l'avantageait dans ses négociations puisqu'il pouvait dire: 3 %? J'offre aux employés de l'État 3,5 %, 0,5 % de plus que le taux d'inflation. On se rend compte aujourd'hui que depuis le début de l'année, le taux d'inflation est maintenant de

4,9 %. L'offre aux fonctionnaires du gouvernement est de presque 50 % inférieure au taux réel d'inflation. C'est pourquoi, dans l'Opposition, on a dit que les offres devraient être à au moins 0,5 % du niveau d'inflation. Si on veut rester encore avec 0,5 % au-dessus, cela devrait être à 5,4 % maintenant parce que c'est à 4,9 %. L'année n'est pas finie et cela monte tout le temps. Encore là, le ministre des Finances est dans l'erreur.

Je ne voudrais pas recommencer l'étude du budget, je voudrais simplement parler des mesures que l'on retrouve dans le projet de loi 20. Je souhaite que les députés du parti ministériel qui ne parlent pas souvent - si on reprenait la tradition de souhaiter bonne fête une fois par année aux députés à leur anniversaire - parlent au moins une fois par année. Il y en a certains qui ne parlent pas une fois par année et qui sont là pour adopter des mesures qui vont exactement dans le sens contraire de ce qu'ils ont dit.

La loi 120 qui nous est présentée est une loi antifamiliale qui va contre les familles moyennes et les familles les plus démunies. C'est un budget qui n'aide pas ceux qui ont des besoins, mais qui essaie d'aider ceux qui sont les plus riches. Quand on regarde toutes les dispositions qu'on y trouve - on va y venir - on voit que les mesures qui y sont contenues sont bonnes pour les riches, mais ne valent rien pour les gens qui sont moins fortunés.

Sur la première mesure, le ministre du Revenu a dit cet après-midi qu'une taxe ne devrait pas être possible sans un vote de l'Assemblée nationale. Pourtant, au début de février, il a lui-même imposé 250 000 000 \$ de taxes sous sa propre signature, sans même aller au Conseil des ministres: taxe sur le tabac, taxe sur l'essence, taxe sur la bière, trois taxes de 250 000 000 \$ par arrêté ministériel publié à la Gazette officielle sous la signature du ministre du Revenu. Ne faites pas ce que je dis, selon le ministre, ne vous occupez pas de ce que j'ai dit. Lui, il va exactement contre les principes qu'il mentionne. C'est le plus grand leveur de taxes qu'on a eu au Québec jusqu'à maintenant.

(20 h 20)

Dans ce projet de loi, qu'est-ce qu'on va trouver? Des taxes qui vont frapper les familles. Jusqu'à maintenant, les gens ne s'en sont peut-être pas encore aperçus. Pourquoi? Parce que c'était le discours du 1er mai, le chauffage ne coûtait pas cher. Mais, à partir de maintenant, les gens qui vont recevoir des factures d'huile à chauffage, des factures de gaz, vont se rendre compte qu'il y a eu une taxe de 9 % sur l'huile à chauffage et sur le gaz naturel, en même temps qu'il y a eu une augmentation des tarifs de l'électricité de 5,4 %, en même temps qu'on abaissait les tarifs de vente aux États-Unis, en même

temps qu'on leur vendait meilleur marché. Pourquoi? Parce que, dans les contrats d'Hydro-Québec avec les États-Unis, on est obligé de vendre à 80 % du taux international du pétrole. Mais, pendant qu'on diminuait le tarif de l'électricité aux États-Unis, on augmentait au Québec le tarif de 5,4 % pour la même électricité payée avec nos taxes, avec l'argent des fonds publics du Québec. On vendait l'électricité aux États-Unis en diminuant les prix constamment et, pour la même électricité, on augmentait les prix au Québec. Pour que cela ne paraisse pas trop en comparaison, on augmentait la taxe sur l'huile à chauffage de 9 % et on augmentait le gaz naturel de 9 %.

Voilà la politique énergétique de ce gouvernement. Chaque fois qu'on verra... C'est fort! Ceux qui utilisent l'huile à chauffage actuellement ne sont sûrement pas les membres des comités bénévoles du Parti libéral. Ils ne chauffent sûrement pas leur maison avec des annexes à l'huile. Ils ont réglé le problème depuis longtemps avec des systèmes beaucoup plus sophistiqués. Taxer l'huile à chauffage, c'est taxer au fond ceux qui ont les revenus les moins élevés et ceux qui ont normalement le plus besoin d'être protégés par le gouvernement.

On a vu également qu'en plus de l'huile à chauffage, le gaz naturel sera taxé. Les gens verront les factures majorées arriver dans leur foyer pendant tout l'hiver grâce à une mesure du budget du 1er mai dernier du ministre des Finances du Parti libéral qui sera mise en vigueur par le projet de loi que vient de présenter rapidement le ministre du Revenu qui veut que ce projet de loi soit adopté le plus rapidement possible. On va se charger de faire en sorte que le public connaisse la teneur de ce projet de loi en deuxième lecture, lors de l'étude en commission parlementaire, lors du rapport de la commission à cette Chambre et lors de la troisième lecture. Tout au cours de ces étapes, on pourra faire connaître au public à quel point le gouvernement du Parti libéral a fait en sorte que ceux qui ne sont pas fortunés paient davantage d'impôts pendant qu'en même temps on détaxait les gens les plus riches du Québec.

Alors qu'il avait tellement décrié la taxe ascenseur, qu'est-ce qu'il a fait? Il s'est dépêché d'augmenter les tarifs au mois de février en vue de geler par la suite l'ascenseur au plafond. Il a dit: On va faire monter l'ascenseur et au Québec on aura l'insigne honneur d'avoir les seuls ascenseurs au monde qui ne descendent plus. Ce sera la loi 120, puisqu'on aura décidé de fixer maintenant à la valeur le montant de la taxe et non plus comme un pourcentage du prix de détail, pour que l'ascenseur ne descende plus jamais.

Avant d'adopter cette mesure on s'est occupé, dans les arrêtés ministériels du

ministre du Revenu au début de février dernier, de faire en sorte que les montants des taxes augmentent sur tous ces produits-là. Ensuite, on a dit: On va les fixer de façon définitive dans la loi. Regardez l'article 5 du projet de loi qui dit que la taxe sera maintenant de 0,0452 \$ par cigarette. Cela veut dire que si le prix des compagnies baisse ou augmente, cela n'a pas d'importance, vous aurez 0,0452 \$ à payer. S'il augmente, je suis certain que le gouvernement fera des amendements à la loi pour augmenter la taxe. Quand les compagnies baissent les prix, celle-ci reste fixe. Je continue: 0,02 \$ par gramme de tout tabac autre que des cigarettes ou des cigares; c) 60 % du prix de vente en détail de chaque cigare." C'est 60 %. On fixe la taxe à son prix maximum. On s'est chargé de l'augmenter au mois de février et de la geler au plafond.

Si on regarde maintenant l'essence, à l'article 101 sur les carburants, on dit: "Toute personne qui fait, de quelque façon que ce soit, l'acquisition au Québec d'un des carburants suivants à des fins autres que des fins de revente doit payer au ministre, sur chaque litre de ce carburant, une taxe égale à - voyez-vous - 0,1365 \$ le litre d'essence régulière avec plomb, qui comprend le benzol, le mélange de benzol avec une autre substance, le gaz butane et le gaz de pétrole liquéfié." Dans le prix de l'essence le meilleur marché, il y a 0,1365 \$ de taxe par litre d'essence régulière avec plomb. Pour le sans plomb, alors qu'on avait reconnu sur le plan énergétique dans le passé le fait qu'il fallait moins taxer le sans plomb pour encourager l'essence sans plomb qui pollueait moins, le ministre de l'Environnement, au pilote automatique dans ses rêves cosmiques, n'a sûrement pas jugé bon de conseiller le ministre des Finances. Dans l'essence sans plomb, il y aura 0,1470 \$ de taxe. Quand vous achetez un litre d'essence super sans plomb, vous payez 0,1470 \$ au gouvernement du Québec. Pour l'essence régulière sans plomb, c'est 0,1440 \$. Actuellement, quand vous achetez du sans plomb qui coûte environ 0,52 \$, vous payez 0,1440 \$ de taxe au gouvernement du Québec, sans compter les taxes au gouvernement fédéral. On dit: Le litre d'essence super dite sans plomb, c'est 0,1470 \$; le mazout, 0,1245 \$; le litre de gaz propane, 0,0825 \$.

On voit que le gouvernement a gelé au maximum et cela s'applique depuis le discours sur le budget du ministre des Finances, le 1er mai. Il a gelé au maximum les taxes sur l'essence. Maintenant, dans un projet de loi, il ne veut jamais plus que cela descende. C'est ce qu'il a annoncé dans son discours sur le budget, après avoir prévu que le ministre du Revenu augmente au début de février le niveau des taxes sur l'essence. Ce parti, qui avait été élu en disant que les

taxes sur l'essence étaient épouvantables, que ce n'était pas comparable avec les États-Unis, qu'on n'était pas compétitif avec les États-Unis ou l'Ontario, a augmenté, un mois et demi après être arrivé au pouvoir, les taxes partout sur l'essence au Québec.

La population du Québec, au cours de la campagne électorale de 1985, a été trompée par le Parti libéral puisque, alors qu'il laissait entendre aux gens qu'il baisserait le prix de l'essence, les taxes sur l'essence, cela a été une augmentation générale, ce qui fait que, alors que partout dans le monde le prix de l'essence diminuait parce que les prix internationaux diminuaient, ici, les prix restaient à peu près fixes. Au même moment où on payait dans l'Ouest - je vois ici le député de Vanier qui... Je lui ai montré justement, en passant à Regina, un garage. Je lui dis, regardez le prix de l'essence, cela va être bon de vous rappeler quel est le prix à Regina; vous pourrez en faire part au ministre des Finances. C'était 0,345 \$; 0,345 \$ à Regina, 0,349 \$, c'était dans les 0,34 \$ pour l'essence régulière alors qu'ici c'était aux environs de 0,48 \$. On avait, nous, l'insigne honneur d'avoir les taxes les plus élevées sur l'essence dans tout le Canada, grâce au gouvernement du Parti libéral.

Même en Ontario, l'essence était meilleur marché. Aux États-Unis, on payait à peu près un gallon... On a un gallon d'essence aux États-Unis pour moins que le prix de deux litres au Québec. Pourquoi? Parce que c'est taxé, c'est supertaxé et ces taxes ont été imposées par le Parti libéral dès son arrivée au pouvoir, après avoir décrié et avoir dit que le Québec était plus taxé que les autres.

Avec la taxe ascenseur, si elle avait été maintenue, on aurait connu une baisse considérable des prix de l'essence, parce que l'ascenseur aurait baissé en même temps que le niveau des prix de l'essence et, comme le prix international baissait partout dans le monde, il aurait baissé aussi au Québec. En maintenant les taxes à un niveau élevé, le Parti libéral a empêché les Québécois de bénéficier de baisses du prix de l'essence qui avaient cours partout dans le monde et principalement en Amérique du Nord.
(20 h 30)

Mme la Présidente, on aurait pu croire que dans son méfait le Parti libéral s'en tiendrait là, on aurait pu croire que le Parti libéral se dirait: J'en ai fait assez maintenant pour pénaliser ceux qui ont des besoins, je vais arrêter là. Mais non! Il a dit: Je vais réduire la déduction de 1000 \$ pour revenus d'intérêts et de dividendes à 500 \$. Cela veut dire que celui qui avait 10 000 \$, la personne qui avançait en âge, qui avait 10 000 \$ d'épargnes, qui avait 55, 60 ans, qui récoltait 1000 \$ d'intérêts des 10 000 \$ placés à 10 % dans des obligations du

Québec ou du Canada, placement sécuritaire, placement des épargnes d'une vie pour des gens qui ne sont pas trop fortunés, on s'est dit c'est trop. Le Parti libéral a dit: C'est trop. Il a dit: Non, on va baisser à 500 \$ votre déduction de 1000 \$, de sorte que maintenant est exempté un montant de 500 \$ qui est l'équivalent d'une épargne de 5000 \$ plutôt qu'une épargne de 10 000 \$.

On aurait pensé que le gouvernement aurait dit - comme il l'a prétendu d'ailleurs - que c'était parce qu'il était serré financièrement. Mais, en même temps, il avait la capacité financière d'exempter d'impôt 500 000 \$ de gain de capital pour les gens fortunés, en même temps qu'il abaissait la déduction d'intérêts pour les gens moins fortunés de 1000 \$ à 500 \$ pour qu'ils soient obligés de payer des impôts sur l'excédent de 500 \$ de revenu d'intérêts. En même temps, il exemptait les riches de 500 000 \$ en gain de capital.

Voilà, Mme la Présidente, un comportement inique, discriminatoire, antisocial-démocrate, un comportement qu'on voit dans des républiques de bananes. J'ai eu l'occasion de voir, quand on étudie la fiscalité de certains pays, de républiques de bananes, justement, qu'on exempte d'impôt les gros revenus, les grands revenus, mais qu'on taxe les petits. Ici, on trouve les moyens de taxer les petits. C'est exactement ce que le Parti libéral a fait. Il a détaxé pour 500 000 \$ de gain de capital, alors qu'en même temps il enlevait les déductions de revenus d'intérêts de ceux qui n'ont pas beaucoup d'argent pour les baisser de 1000 \$ à 500 \$. De sorte que, quand les gens feront leur rapport d'impôt pour l'année 1986, ils ne pourront plus déduire 1000 \$ comme exemption sur leur revenu d'intérêts ou dividendes, mais seulement 500 \$, et ils paieront de l'impôt sur le reste.

Évidemment, on vante l'initiative privée, mais à condition que l'initiative privée soit intéressante sur le plan fiscal uniquement pour ceux qui sont riches. Cela a été la marque de commerce de ce gouvernement depuis qu'il a été mis en fonction ici et qu'il est au parlement. Aussi, au fur et à mesure que les documents deviennent publics, on se rend compte que pendant les deux ou trois dernières années, le Parti libéral a véhiculé mensonge sur mensonge en disant, par exemple, que la sécurité au travail coûtait plus cher au Québec qu'en Ontario, alors que leurs propres documents publiés par les fonctionnaires - cela a dû leur échapper - démontrent que cela coûte 2,66 \$ par 100 \$ en Ontario, par rapport à seulement 2,05 \$ par 100 \$ au Québec. Cela veut dire que c'est de beaucoup meilleur marché au Québec.

J'entendais même le ministre de l'Éducation, qui est un des seuls qui parle encore le latin comme les gens de Rome,

oser dire que la taxe sur la sécurité au travail était de 20 % plus élevée au Québec qu'en Ontario. C'est faux, puisque les propres documents du ministre des Finances établissent dans son discours du mois de mars, dans son document du mois de mars 1986, que le taux est de 2,66 \$ par 100 \$ en Ontario, alors qu'il est de 2,05 \$ au Québec. Actuellement même, on dit que l'intention du gouvernement, c'est d'augmenter ce taux de 0,50 \$ à 2,55 \$ en disant qu'il serait encore plus bas qu'en Ontario. Quand ils étaient dans l'Opposition, ils véhiculaient mensonge sur mensonge en disant que le taux était plus élevé au Québec qu'en Ontario, alors que c'était faux. Les documents mêmes produits par le ministre des Finances l'indiquent, de la même façon que, récemment, le ministre de la petite et de la moyenne entreprise vient de publier des documents sous sa signature, qui démontrent que c'est sous le gouvernement du Parti québécois que la fiscalité des entreprises et des individus est devenue comparable à celle de l'Ontario; auparavant on était plus taxé au Québec qu'en Ontario.

Il y a même un document et je vais citer ce document. Je l'avais cité aussi au mois de mai, parce que je pense qu'il est important que les gens le sachent. Si le fardeau était toujours au même niveau au Québec, c'est-à-dire 14 % plus élevé qu'en Ontario, comme c'était le cas en 1976, c'est 1 800 000 000 \$ de plus d'impôts par année que paieraient les Québécois en 1986-1987. En novembre 1985, une étude menée par l'Institut C.D. Howe démontrait que si l'effort fiscal des Québécois était comparable à celui des principales provinces en 1970 - était comparable, c'est-à-dire qu'on payait à peu près le même montant d'impôt que les autres provinces en 1970 - il excédait l'effort moyen par près de 25 % en 1976. Alors qu'on était comparable aux autres provinces en 1970, en 1976 on payait 25 % de plus d'impôts après six ans d'un gouvernement libéral. La même étude démontre la croissance de l'écart fiscal entre le Québec et l'Ontario de 1970 à 1976 et le rétrécissement de celui-ci entre 1977 et 1984.

L'étude a été patronnée par M. Claude Forget, ex-député du Parti libéral qui était en cette Chambre, que j'ai vu en cette Chambre. Je me demande s'il n'occupait pas ce siège, il était tout près d'ici. Le député d'Outremont, qui vient d'arriver comme une boîte à surprises, pourra le consulter, parce qu'il doit demeurer à deux ou trois coins de rue de chez lui. M. Forget pourra lui dire que l'étude qu'il a faite avec l'Institut C.D. Howe démontre que sous le gouvernement du Parti québécois les écarts ont fondu entre le Québec et l'Ontario et que c'est sous le gouvernement libéral de Robert Bourassa, entre 1970 et 1976, que l'écart s'était accru

considérablement de 25 %.

Mme la Présidente, c'est évident, même après avoir augmenté les impôts cette année - parce que l'entreprise payait moins d'impôts au Québec qu'en Ontario en 1985 - même après avoir augmenté les impôts des entreprises un petit peu, le ministre responsable de la petite et moyenne entreprise dans son document peut encore dire qu'au Québec actuellement, grâce aux efforts qui ont été faits par le gouvernement précédent du Parti québécois, l'entreprise québécoise n'est pas plus taxée que celle de l'Ontario, alors qu'ils ont véhiculé le contraire pendant des années. C'est évident. M. le Président, vous avez remarqué à quel point le ministre du Revenu était discret. Son discours n'a pas été long. Il a dit: Amen. J'ai compris: Amène tes piastres. Il a terminé son discours comme cela tout à l'heure: Amen. J'ai dit: Oui, amène tes piastres.

Jamais un discours n'a été si trompeur. Jamais autant de documents trompeur. Jamais n'ont été publiés au cours des mois de mars et mai derniers. Aujourd'hui, de plus en plus, les gens commencent à connaître la magie, la recette du gouvernement du Parti libéral. Que ce soit concernant la langue française, que ce soit dans les discussions avec les différents organismes syndicaux, ils commencent à se rendre compte qu'il y a deux langages; un langage pour les riches et un langage pour les moins fortunés. Autant on peut être sévère, par exemple, pour les assistés sociaux, autant on peut être sévère pour les travailleurs, autant on peut être sévère pour les étudiants, autant on peut être sévère pour tous ceux qui ont des besoins, qui ne sont pas fortunés, autant on est généreux pour les millionnaires, pour les comités de bénévoles dont certains reçoivent des dividendes intéressants.

On verra au cours des prochaines semaines, par exemple, quels ont été les revenus des conseillers du gouvernement. On verra qu'ils ne se mouchoient pas avec des Kleenex comme les autres. On verra que c'est une fortune qu'ont coûté les conseillers du gouvernement au cours des derniers mois. On verra à quel point ces conseils ont coûté cher pour des documents dont tout le monde dit qu'ils ont été trafiqués sur le bord du coin de la table et n'ont pas de documentation sérieuse. Les centrales syndicales, qu'il s'agisse de l'Union des producteurs agricoles, de la Fédération des travailleurs du Québec, de la Confédération des syndicats nationaux ou de la Centrale de l'enseignement du Québec, se sont rendu compte à quel point ces documents avaient été "botchés", avaient été faits rapidement, sans connaître la réalité.

(20 h 40)

Aujourd'hui, ces mêmes improvisateurs vous disent, par exemple, que Madelipêche,

s'ils peuvent vendre cela, - peut valoir 7 000 000 \$ en valeur aux livres; on verra combien cela vaut réellement. Ils ont vendu les actions de Cambior 10 \$, alors que cela a augmenté de 50 % dans les quelques mois qui ont suivi. Ils ont vendu la raffinerie de sucre pour la fermer, ils ont vendu Quebecair pour en faire quasiment aujourd'hui une petite compagnie d'aviation de brousse qui a remplacé des avions modernes par des avions qui ont plus de 60 000 heures de route. Dans le domaine de l'aviation, ils sont beaucoup plus tournés vers le XIXe siècle que vers le XXIe siècle.

Mme la Présidente, évidemment, on aura l'occasion de voir les différentes mesures qu'a eu le bonheur, pour les riches, d'adopter le gouvernement en face de nous. Constamment, cela a été des mesures, qu'il s'agisse de couper les soins dentaires pour les enfants... J'ai eu l'occasion de dire dans cette Chambre que le premier ministre s'est sans doute dit qu'un peuple édenté ne mord pas; alors, on a pensé réduire les assurances pour les soins dentaires des enfants.

Par exemple, dans la région de Québec, alors qu'il y avait une clinique qui s'occupait des maladies transmises sexuellement, il n'y a plus aucun organisme médical qui s'en occupe. Jeudi dernier, la ministre a laissé entendre que ce sont les CLSC qui feraient le dépistage; aujourd'hui, on se rend compte qu'elle change sa version. Elle dit: Non, ils font seulement de l'information. Quelqu'un qui est malade, cela lui fait une belle jambe d'être informé. On a besoin d'autre chose. Quand on disait qu'on était dans une médecine de guerre, actuellement, il faut dire qu'on est de plus en plus dans une médecine de guerre depuis l'arrivée au pouvoir du Parti libéral.

Dans les mesures fiscales de ce budget, on trouve des augmentations de taxes pour toutes les catégories de citoyens: taxe sur l'essence, taxe sur le tabac, taxe sur l'huile à chauffage, taxe sur le gaz naturel. Mais rien pour les femmes, rien pour les jeunes! 500 000 \$ d'exemption de gain de capital pour ceux qui ont de l'argent. Santé et sécurité au travail: pas grand-chose, sauf d'avoir dit des faussetés. Aucun débat sur les vrais choix de société, sur les vrais choix que nous serions en droit de faire, de discuter et de débattre dans cette Chambre.

Mme la Présidente, je sais que pour certains ce n'est pas important, mais nous aurons l'occasion d'étudier ce projet de loi au cours des prochaines semaines. Je peux vous dire que nous étudierons les articles un à un, en faisant ressortir toutes les ignominies qu'il y a dans ce projet de loi. Ce n'est pas un projet de loi qui fait une répartition par la justice sociale. Au contraire, c'est un mauvais projet de loi parce qu'il donne à ceux qui sont riches et qu'il enlève à ceux qui sont moins riches. Je

sais que l'on va vous dire, par exemple - le ministre du Revenu en a fait état - que pour les personnes âgées il y a des mesures de prévues quant à la déduction de 1000 \$. Ce qu'il n'a pas dit, par exemple, c'est que c'est à la condition qu'elles ne travaillent pas. Les gens qui ont 50, 55, 60, 65 ans qui travaillent encore ne pourront pas déduire 1000 \$ des revenus d'intérêts comme avant, dans leur rapport d'impôts, ils pourront déduire seulement 500 \$. La mesure est tellement mince que cela me fait penser un peu à celle qui avait été faite également sur les primes d'assurance, où le gouvernement avait trouvé le truc de l'année dans le domaine fiscal: dire que, quand il y a un remboursement de la prime, il n'y a pas de remboursement de la taxe qui avait été payée sur la prime, de sorte qu'on restait avec un montant d'impôt payé sur une base qui n'existait plus, qu'on avait trouvé le moyen de taxer rien...

Une voix: Le néant.

M. Garon: ...qu'après avoir déterminé...

Alors qu'une mesure antérieure du gouvernement précédent disait exactement qu'il prévoyait le calcul des remboursements des taxes, la mesure qui a été adoptée par le gouvernement actuel fait en sorte que, même si la taxe ne s'applique plus à une transaction qui a été annulée, le gouvernement, lui, garde la taxe quand même. Cela a été une mesure exceptionnelle, exorbitante.

Je fais appel aux jeunes députés. Plusieurs députés qui ont été élus sont nouveaux dans cette Chambre. Ils ne peuvent pas encore avoir le cynisme de personnes qui sont habituées à défendre n'importe quoi. C'est pourquoi je pense que ces jeunes députés en commission parlementaire ou au caucus des députés, si cela les gêne en commission parlementaire, devraient dire qu'ils ont été élus sur d'autres représentations que ce que le gouvernement essaie de mettre en marche actuellement. Ils n'ont pas été élus en disant qu'il fallait augmenter les taxes sur l'essence, qu'il fallait augmenter les taxes sur le tabac, qu'il fallait augmenter le prix de l'électricité d'un pourcentage plus élevé que le taux d'inflation, qu'il fallait augmenter la taxe sur l'huile à chauffage, augmenter la taxe sur... Il y en a une que j'oublie, elle va revenir.

En même temps, le gouvernement diminuait les exemptions de taxes, les déductions pour fins d'impôt pour ceux qui avaient de faibles revenus tout en augmentant les exemptions de gain de capital jusqu'à 500 000 \$. Le député des Îles-de-la-Madeleine n'a pas été élu en faisant des promesses comme celle-là. Le député de Matane n'a pas été élu en faisant des promesses comme celle-là. Le député de Vanier, qui ne vient pas d'un quartier de

millionnaires... Il n'y a pas de gêne à le dire, je pense. Il y a seulement le député de Beauce-Sud qui est offusqué quand on dit que les gens ne sont pas millionnaires. Le député de Vanier, lui, sait que dans son quartier, il ne s'est pas fait élire non plus que le député de Taschereau en disant aux gens qu'il y aurait des augmentations de l'huile à chauffage. Je vois le ramoneur, M. Godbout, qui va avoir une belle jambe quand il va aller réparer gratuitement les toits de familles qui ne sont pas fortunées dans son quartier, qui va pouvoir annoncer qu'en même temps, il y a eu une augmentation des taxes sur l'huile à chauffage grâce au nouveau gouvernement qui avait parlé contre cela.

Je sais qu'on va me dire qu'il y a un jeune commentateur du journal La Presse qui a critiqué la critique de l'Opposition en matière financière. Mais il se rendra compte en même temps - le journal La Presse aussi, et bien d'autres - que c'est notre discours qui était juste le 6 juin en réponse au discours du ministre des Finances lorsqu'on parlait d'un taux d'inflation qui était trop bas, à 3 %, qui devrait plutôt être à 4,5 % ou à 5 %, que c'est nous qui avons raison et que le ministre des Finances s'est trompé. Lorsque nous avons dit que c'était un discours qui était dur pour les gens qui n'avaient pas de gros revenus et qui était meilleur pour les gens qui avaient de gros revenus en tenant compte du discours sur le budget du 18 décembre, je pense qu'on frappait juste et qu'il y a eu plusieurs documents qui nous sont parvenus nous indiquant - et là, je pourrais reprendre des textes que j'ai lus en cette Chambre concernant, par exemple... Ici, la Fédération nationale des associations de consommateurs du Québec ou encore l'Office des communications sociales du diocèse de Québec dit, dans un cas: "L'État dépouille les pauvres" et, dans l'autre, "Le budget Levesque frappe surtout les petits salariés." Ces deux organismes représentent des gens qui sont moins riches. Les deux disent que ce budget est dur pour les gens qui ne sont pas riches, pour les petits salariés et qu'on n'a pas eu beaucoup de commisération, qu'on n'a pas eu beaucoup de pensée sociale lorsqu'on a établi ce budget.

(20 h 50)

Je ne peux pas croire que le ministre du Revenu n'arrivera pas, au cours de cette étude, pour apporter certains amendements ou en mettant une période limite pour appliquer certains niveaux de taxe. Je pense que le ministre du Revenu a encore le temps de consulter le ministre des Finances pour faire des amendements. L'Opposition ne peut pas faire d'amendements qui changeront les revenus de l'État, mais le ministre du Revenu peut le faire. Le ministre du Revenu, avec le ministre des Finances, peut proposer

des changements qui auront pour effet d'alléger le fardeau fiscal des moins riches.

Mme la Présidente, vous aussi, qui venez d'un comté qui n'est pas trop fortuné, le comté de Bellechasse que je connais bien pour y être né et avoir vécu dans deux paroisses différentes, pour y avoir circulé d'un bout à l'autre, vous devriez faire comprendre à votre gouvernement, lors d'un caucus des députés, qu'il y a trop de taxes pour les gens qui sont moins fortunés, que vous n'avez pas dit que vous augmenteriez la taxe sur l'essence, que vous n'avez pas dit que vous augmenteriez les taxes que vous augmentez par ce projet de loi qui vient mettre en vigueur le discours sur le budget. Je pense qu'il n'est pas encore trop tard pour bien faire.

Le député de Beauce-Nord pourrait se racheter, lui qui, jusqu'à maintenant, a défendu toutes les coupures du gouvernement dans son comté, lui qui a annoncé son accord pour toutes les coupures dans son comté. La seule mesure positive qu'il a annoncée, c'est de changer le nom de l'autoroute Robert-Cliche pour l'autoroute de la Beauce. Tout de suite, le ministre des Transports lui a dit de se tenir tranquille, que ce n'était pas pour cette année, qu'il n'avait pas l'intention de dépenser de l'argent à changer la peinture sur les panneaux de circulation pour indiquer de nouveaux noms aux autoroutes. Encore là, le député de Beauce-Nord a fait fausse route. Je dis aujourd'hui qu'il pourrait encore se racheter en faisant des représentations à son caucus, parce que, lorsqu'il y a autant de députés dans un caucus, il est possible d'influencer le gouvernement. Si les députés du Parti libéral se tiennent debout individuellement, à 99, alors qu'il y a 27 ou 28 ministres au gouvernement, cela veut dire qu'il y a 70 députés par rapport à 27 ou 28 ministres. Si le caucus du Parti libéral est capable de faire cause commune en faveur des gens moins fortunés qui sont attaqués très durement par ce budget, il est encore temps de faire les changements auxquels l'Opposition collaborera pour faire en sorte que ce projet de loi soit moins sévère pour les gens qui ne sont pas fortunés.

Je vois également le député de Kamouraska. Dans Kamouraska aussi, les gens ont besoin d'avoir de meilleurs revenus. Ils ont besoin que les taxes soient moins élevées. Même dans le comté de Montmorency. Apparemment, le député de Montmorency avait dit: Si vous élisez un avocat qui a quelques connaissances dans le domaine fiscal, cela vous sera bénéfique. Aujourd'hui, ils peuvent dire que cela leur coûte plus cher. Je suis persuadé que le député libéral de Montmorency n'a pas fait campagne en disant: Une fois que je serai là, je vais m'organiser pour que vous payiez plus cher en taxes. Au contraire, il disait que le précédent gouvernement avait trop imposé

les gens. Les électeurs se seraient donc attendus à ce qu'il fasse mieux. Au contraire, il fait pire.

Je vois aussi la députée de Mégantic-Compton. Le comté de Mégantic-Compton a besoin aussi de mesures appropriées pour faire en sorte que les gens aient un fardeau fiscal moins élevé. Le député de Gaspé est aussi ici. On ne peut pas dire que la Gaspésie n'aurait pas besoin d'être moins taxée. Pourtant aujourd'hui on se prépare à adopter un projet de loi du ministre des Finances qui, lui-même Gaspésien de Bonaventure, se prépare à taxer davantage les gens les moins fortunés. Je suis en bonne compagnie quand je vous dis cela. Je comprends qu'on a dit à un moment donné que les libéraux aimaient citer un article et ils le citent moins aujourd'hui. Aujourd'hui, je vous dis que je suis en bonne compagnie avec l'Office des communications sociales du diocèse de Québec qui dit: L'État dépouille les pauvres. Le gouvernement actuel crée de nouvelles obligations et surtaxe les plus pauvres. Il transfère aux plus riches les sommes arrachées aux classes moyennes et aux plus démunis. Tel est l'avis d'un comité d'intervenants sociaux de l'Office de la pastorale sociale du diocèse de Québec à la suite de l'analyse du budget du Québec 1986-1987. Ce comité, composé d'économistes, de pasteurs, de membres de comités de citoyens et d'autres agents de transformation du milieu, lance un cri d'alarme et réclame du gouvernement des mesures concrètes en faveur des plus pauvres parmi les Québécois et Québécoises.

Le comité estime qu'en plus de maintenir le niveau de pauvreté, le budget actuel l'aggrave davantage. C'est franc, c'est dit directement. "Ainsi, la taxe de 9 % sur l'huile à chauffage et la surtaxe sur la gazoline sont-elles considérées injustifiées. Il eut été préférable de lever une taxe sur les biens de luxe. Il en va de même de la réduction à 500 \$ de l'exemption des petits salariés. En outre de la création d'une police spéciale pour les bénéficiaires de l'aide sociale, le gouvernement ajoute des menaces de coupures sur les prestations d'aide sociale et les allocations familiales." Autant de mesures qui vont à l'encontre des familles à faible revenu.

On ne dira pas qu'au Québec, c'est parce qu'on a un taux de natalité trop élevé. Je comprends pour la Chine, ils veulent baisser le taux de natalité. Mais ici, on a le taux de natalité le plus bas environ du monde entier à 1,4 naissance par personne en âge de procréer. Alors, ici, on a des mesures antifamiliales. Je continue la missive de l'Office des communications sociales du diocèse de Québec: "Des oublis majeurs inquiètent le comité: l'ajustement du salaire minimum, le logement social, la création d'emplois spécialement chez les jeunes, la

situation des femmes, l'avenir des garderies. Quant à la tarification annoncée, le comité réclame vivement que cette mesure soit éclaircie et débattue publiquement avant qu'elle soit appliquée. Le comité estime en plus que le Québec dispose de toutes les ressources nécessaires au bien-être des Québécois et des Québécoises. S'il y a disparité, inégalité et pauvreté, elles sont dues pour une bonne part à des choix politiques du gouvernement qui ne cesse de favoriser les mieux nantis lesquels, à la différence des sans-voix, peuvent faire du lobbying. Plus taxés que jamais, les sans-voix et les classes moyennes sont obligés d'assurer des décisions prises avant le budget 1986 et se retrouvent noyés dans une masse de chiffres que seuls les experts peuvent comprendre."

Voyez-vous, ils disent exactement ce que je disais tout à l'heure, qu'il fallait prendre notre temps pour étudier le projet de loi parce que cela prend des experts pour comprendre toutes les ramifications et les entourloupettes qu'on y trouve. "Le comité souligne qu'en cette période de coupures, il apparaît indispensable d'être les chiens de garde du respect des droits fondamentaux, de la dignité de nos concitoyens les plus pauvres. Enfin, le comité d'intervenants sociaux incite l'Église du Québec à poursuivre son option pour les sans-voix et à exiger du gouvernement du Québec de véritables politiques pour les familles, surtout celles à faible revenu."

C'est un communiqué qui est assez ferme. Pourquoi? Parce que c'est un budget, ce sont des dispositions fiscales qui écrasent les familles qui ne sont pas riches, qui sont moins fortunées.

D'un autre côté, on a la Fédération nationale des associations de consommateurs du Québec qui dit: "Le budget Levesque frappe surtout les petits salariés. Le fait marquant du premier budget du ministre des Finances, M. Gérard D. Levesque, c'est qu'il frappe durement les petits salariés en réduisant à 500 \$ la déduction pour les intérêts et dividendes. Cela signifie que les contribuables gagnant moins de 25 000 \$ sont frappés d'une augmentation d'impôt d'environ 50 000 000 \$." C'est le triste constat que fait la Fédération nationale des associations de consommateurs du Québec à la suite du budget Levesque.

Depuis quelques mois, plusieurs groupes ont demandé au ministre des Finances de renflouer les coffres de l'État en mettant un frein, sinon un terme, aux exemptions fiscales qui se traduisent par des dépenses fiscales pour le gouvernement. En 1984, les exemptions fiscales ont été pour le gouvernement les suivantes:

Régime enregistré d'épargne-retraite:	285 000 000 \$,
Régime d'épargne-actions:	148 000 000 \$,
intérêts et dividendes:	207 000 000 \$,

crédits pour dividendes: 153 000 000 \$. Le total des exemptions fiscales a été de 793 000 000 \$. Les exemptions fiscales ne sont pas accessibles à tous les contribuables. Par exemple, seulement 600 000 contribuables ont utilisé le REER et 118 353 le REA, c'est-à-dire le Régime d'épargne-actions du Québec en 1984 alors que la déduction pour les intérêts a profité à 1 467 516 contribuables. Pourtant, ce sont ces 1 467 516 contribuables qui ont été frappés par le gouvernement du Parti libéral. On a évité de toucher aux 118 000 les plus fortunés.
(21 heures)

En choisissant de réduire à 500 \$ l'exemption pour intérêts et dividendes, M. Levesque augmente l'impôt des faibles revenus puisque 66 % des contribuables qui ont profité des 1000 \$ d'exemption en 1984 avaient gagné 25 000 \$ et moins. Le montant de la dépense fiscale pour cette catégorie de revenus avait été de 114 000 000 \$, soit 55 % de la dépense fiscale totale. Cette mesure est non conforme à l'impôt fédéral qui conserve la déduction de 1000 \$ pour les intérêts et dividendes. On laissait entendre qu'il y aurait harmonisation. Il n'y a pas d'harmonisation. Au contraire, il y a désharmonisation. Si le ministre des Finances parlait vraiment comme il parle toujours de vouloir s'harmoniser avec l'Ontario ou avec le fédéral, il rétablirait immédiatement la déduction de 1000 \$ de revenus et dividendes pour les petits salariés parce que cela reste 1000 \$ en Ontario et cela reste 1000 \$ au gouvernement d'Ottawa.

Mais du même souffle, M. Levesque, au nom de la cohésion avec les exemptions fédérales, décide d'exempter les gains de capitaux jusqu'à 500 000 \$. Là, pour exempter les gains de capitaux jusqu'à 500 000 \$, il faut avoir l'harmonie avec le fédéral, il faut que ce soit harmonisé d'une façon extraordinaire. Lorsqu'il s'agit d'harmoniser des avantages pour les petits salariés ou ceux qui ont des petits revenus, il n'est plus nécessaire d'harmoniser avec le gouvernement fédéral. On peut désharmoniser en taxant davantage les petits de chez nous, mais il faut harmoniser pour détaxer les riches. Voilà la situation.

Il semble que la cohérence ne soit valable que pour les hauts salariés. Ceux-ci ont bénéficié d'exemptions d'impôt qui n'ont pas été estimées, mais les bas salariés de moins de 25 000 \$ vont voir leur impôt augmenter de 50 000 000 \$. Si l'on ajoute à cette augmentation d'impôt la taxe sur l'huile à chauffage qui rapportera 97 000 000 \$ au gouvernement, cela signifie que les faibles et les moyens salariés devront assumer un fardeau d'environ 147 000 000 \$ seulement sous ces deux points. Malheureusement, ils ne pourront espérer l'abolition de

ce fardeau advenant un règlement favorable des négociations avec le gouvernement fédéral en rapport avec la péréquation.

Mme la Présidente, je sais que mon temps de parole achève... Je n'ai pas terminé. J'aimerais vous dire, Mme la Présidente, qu'on peut faire des farces plates parmi les députés ministériels, on peut rire en disant ce n'est pas si grave que cela, mais je vous dirai ceci. Je vois que le député de Matapédia... Lui aussi, dans son comté, les gens ont besoin de gagner, les gens ne veulent pas être massacrés parce qu'ils ont des petits revenus, à comparer à ceux qui ont des gros revenus. C'est pourquoi je fais appel à tous ceux qui sont dans cette Chambre pour qu'ils jouent leur rôle par rapport au ministre des Finances. Je sais que cela ne fatigue pas le député d'Outremont. Les gens de chez eux sont contents. Les gens d'Outremont sont heureux parce que, eux, ils vont payer moins d'impôt. Ils auront eu 500 000 \$ de gains de capitaux exemptés. Parfait. "Outremont-les-Deux-Eglises" est heureuse. Mais je vous dirai que...

La Vice-Présidente: S'il vous plaît, M. le député. Je vous rappelle un règlement de cette Chambre qui dit de s'adresser à la Chambre. Comme cela, je pense que le décorum pourra être suivi et il y aura moins de tapage de la part de la Chambre. Donc, je vous demanderais, M. le député de Lévis, de vous adresser à la présidente.

M. Garon: Merci, Mme la Présidente. Si je me suis adressé involontairement, peut-être par l'intermédiaire d'une troisième personne, au député d'Outremont, ce n'était pas que je m'adressais à lui directement mais, dans une figure de style, je voulais dire tout simplement qu'à Outremont les gens seront heureux parce qu'ils seront détaxés, ayant des revenus plus élevés.

À Westmount, ils vont être heureux aussi parce qu'il y a plus de gens qui font 500 000 \$ de gains de capitaux que dans la plupart des comtés des gens qui sont ici en cette Chambre. Je l'ai indiqué tantôt, 1 600 000 personnes sont des contribuables qui peuvent bénéficier du montant de 1000 \$ de déduction et eux ont perdu la déduction de 1000 \$, qui a baissé à 500 \$; 1 600 000 contribuables alors que ceux qui étaient au REA, 118 000, ou ceux qui avaient des régimes d'épargne-retraite, 600 000, auront connu des avantages, mais le plus grand nombre des contribuables qui ne sont pas riches vont être pénalisés.

Mme la Présidente, je sais que certains députés deviennent plus rapidement cyniques que d'autres, mais je vous dirai qu'essentiellement le rôle des députés en cette Chambre est de défendre d'abord ceux qui ont le plus besoin pour qu'il y ait une meilleure répartition des richesses dans notre société. Ce

n'est pas en donnant plus aux riches, en enlevant aux pauvres, en donnant moins aux moins fortunés pour donner plus aux plus fortunés qu'on établit l'harmonie dans une société. Au contraire, si on veut établir l'harmonie dans une société, c'est de mieux répartir les richesses pour faire en sorte qu'on taxe davantage les biens de luxe et moins les choses essentielles, qu'on taxe moins les revenus plus faibles des gens qui ne sont pas riches et davantage ceux qui ont les moyens de payer.

C'est cela l'équilibre, mais cela prend un peu plus de courage habituellement pour s'attaquer à ceux qui ont des lobbies, ceux qui sont capables de se payer des gens pour les défendre alors que ceux qui n'ont pas de voix, ceux qui ne sont pas riches n'ont personne pour les défendre s'ils n'ont pas les députés de cette Chambre. C'est pourquoi je fais appel aux députés de cette Chambre pour qu'à l'intérieur de leur conseil des députés, ils influencent les ministres qui ont des décisions à prendre pour faire en sorte que les gens moins riches au Québec aient des fardeaux moins lourds, alors que dans cette loi que le gouvernement nous présente par la voix du ministre du Revenu, on se prépare à taxer davantage ceux qui sont moins fortunés, à taxer moins ceux qui sont plus riches.

Ce n'est pas normal. Je suis persuadé qu'au cours de ce débat, la plupart des députés du parti de l'Opposition vont prendre la parole pour essayer de convaincre les députés du parti gouvernemental de faire en sorte que des amendements puissent être présentés par le ministre responsable du projet de loi, puisque, nous de l'Opposition, quand il s'agit d'un budget de revenu pour le gouvernement, nous ne pouvons pas faire les amendements que nous pouvons faire en temps normal. Je vous remercie.

La Vice-Présidente: Merci, M. le député de Lévis. M. le député de Montmorency.

M. Gratton: Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: Oui, M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: Je m'excuse auprès de mon collègue de Montmorency. Je voudrais simplement annuler un avis que j'ai donné cet après-midi et ce afin d'accommoder l'Opposition. J'annulerai donc l'avis donné à savoir que la commission des institutions qui devait siéger demain de 10 heures à 13 heures pour procéder à l'étude détaillée du projet de loi 92, Loi modifiant diverses dispositions législatives eu égard à la Charte des droits et libertés de la personne ne siègera pas.

La Vice-Présidente: M. le député de

Montmorency.

M. Yves Séguin

M. Séguin: Merci. On a depuis quelques jours entendu parler des MTS, les maladies transmises sexuellement. On en a parlé même aujourd'hui. Il y a aussi les MTF, les maladies transmises fiscalement. Un commentateur français écrivait dans un magazine récemment qu'on avait découvert une nouvelle maladie à l'hôpital des impôts, maladie qu'on appelle le sida fiscal. À entendre l'Opposition qui vient de nous donner pendant une heure un long exposé assez déprimant, c'est à croire que le sida fiscal s'est installé parmi nous puisque le sida est simplement le syndrome de l'impôt dépressif et asphyxiant.

Je ne voudrais pas reprendre en détail toutes les explications, mais il me semble intéressant de mettre en lumière quinze à seize points importants. Mme la Présidente...

La Vice-Présidente: Je m'excuse.

M. Séguin: ...je pense qu'on...

La Vice-Présidente: Je m'excuse. S'il vous plaît! Je vous rappelle qu'on est toujours à l'étude du projet de loi 120 et j'aimerais... S'il vous plaît, à l'ordre! À l'ordre! M. le député de Montmorency, je vous demanderais de revenir, s'il vous plaît, sur le projet de loi 120.

M. Séguin: Comme je le disais, c'est un article paru dans un magazine français et ceux qui s'intéressent à la question pourront le consulter. De toutes les explications données par l'Opposition, il y a quand même plusieurs éléments qui mériteraient d'être soulevés non pas pour les contredire, mais simplement pour les remettre dans leur vrai sens. J'ai identifié certainement quinze, seize éléments dans le budget qui m'apparaissent importants et qui ont été déformés. (21 h 10)

On a dit, par exemple, que, dans le budget, le ministre des Finances avait annoncé une exemption d'impôt pour les nouvelles compagnies. Je pense que c'est une mesure très importante pour les PME du Québec, puisque les nouvelles entreprises sur les premiers 200 000 \$ de profits ne paieront pas au Québec, à compter de cette année, l'impôt corporatif du Québec, c'est-à-dire de 3 %. Évidemment, on aurait souhaité que le fédéral suive dans le même sens, mais on fait ce qu'on peut avec la fiscalité de chez nous, et je pense que c'est une mesure extrêmement dynamique qui va aider un grand nombre d'entreprises au Québec, des nouvelles entreprises qui vont se constituer et qui ne seront pas taxées sur leurs profits comme corporation. Il mentionne également

qu'on a pensé également aux nouvelles entreprises agricoles, puisque, maintenant, les jeunes agriculteurs pourront bénéficier d'une subvention maintenant de 15 000 \$ au lieu de 8000 \$.

Une mesure dont on entend parler assez souvent, c'est la fameuse exemption de 500 000 \$. Le député de Lévis disait tantôt que c'était une mesure qui s'adressait aux riches. Il faudrait peut-être l'expliquer un petit peu pour comprendre comment elle fonctionne. On se souviendra que le fédéral avait annoncé un programme en vertu duquel il voulait permettre aux contribuables de ne pas payer d'impôts sur une partie de leur gain capital qu'ils pouvaient accumuler pendant des années. En 1985, le gain de capital déductible n'était que de 10 000 \$, c'est-à-dire qu'un contribuable qui réalisait un gain de capital lors de la vente d'un bien pouvait déduire, aux fins de calcul de son impôt, un premier montant de 10 000 \$. On est bien loin des 500 000 \$ dont on a entendu parler.

En 1986, le même contribuable aura droit à un montant total de 25 000 \$. Mais ce qu'il faut comprendre, c'est que le plafond de 25 000 \$ est un total qui comprend les deux années 1985 et 1986. En 1987, dans quelques mois, le même contribuable va pouvoir déduire à titre de gain de capital, à condition bien sûr qu'il ait réalisé dans l'année un gain de capital, un premier montant, une première exemption, jusqu'à 50 000 \$, en 1988, 100 000 \$, en 1989, 150 000 \$ et, finalement, en 1990, 250 000 \$. Quand on parle de 500 000 \$, on parle de gain de capital. Or, comme la loi ne taxe que la moitié du gain de capital, c'est donc dire que la déduction totale en 1990 sera de 250 000 \$ et non pas de 500 000 \$. Je pense que c'est une erreur de faire croire que la déduction est de 500 000 \$. Pour l'année 1987 qui vient, je le répète, la déduction sera de 50 000 \$ accumulés. C'est-à-dire que les gains en capital réalisés en 1985, en 1986 ou en 1987 ne pourront pas dépasser 50 000 \$ de déduction au total pour 1987.

Le Régime d'épargne-actions. Plusieurs personnes s'inquiétaient de la disparition possible du Régime d'épargne-actions ou de grandes restrictions qui pouvaient être annoncées dans le dernier budget. Or, il n'en était rien. Et cela, malgré - on s'en souviendra - que la situation financière du Québec était assez difficile. Le déficit qu'on anticipait, autour de 3 000 000 000 \$, démonstration en a été faite, le 5 mars, quand le ministre des Finances, M. Gérard D. Levesque, a déposé un document budgétaire sur la situation des finances du Québec, apparaissait à 4 500 000 000 \$. Malgré cette situation difficile, on a quand même maintenu le Régime d'épargne-actions et la preuve, c'est que, cette année, il coûte au

Trésor du Québec, plus cher que les deux dernières années en avantages fiscaux qu'on fait aux contribuables. C'est quand même dire qu'il y a eu un avantage intéressant conféré dans la continuité du Régime d'épargne-actions, et ce qui a été annoncé, ce sont des mesures pour mieux contrôler l'émission de certaines actions, et il est possible bien sûr que dans l'avenir d'autres mesures seront adoptées concernant le Régime d'épargne-actions du Québec.

Cependant, on a greffé au Régime d'épargne-actions du Québec une nouvelle déduction supplémentaire de 25 % pour favoriser la participation des employés à l'achat des actions de la compagnie. La même déduction de 25 % va être aussi permise aux coopératives et aux SPEQ qui pourront également faire bénéficier les employés du même avantage fiscal.

Le crédit de taxe à la consommation est introduit, qui va permettre, pour 1987, à un conjoint de recevoir un montant de 84 \$ et de 29 \$ par enfant.

Le remboursement d'impôt foncier voit une amélioration pour les personnes âgées qui, à compter de 60 ans, vont recevoir une allocation supplémentaire de 100 \$ par conjoint admissible, dans le cadre du remboursement de l'impôt foncier.

Réduction, dans les régions, de la taxe sur le carburant - on en a parlé amplement - de sorte que la taxe, dans certaines régions, va passer de 30 % à 20 %. À des régions qui bénéficiaient déjà de cet allègement, c'est-à-dire Abitibi-Témiscamingue, Saguenay-Lac-Saint-Jean, Côte-Nord, Nouveau-Québec, Gaspésie, on ajoute maintenant l'ouest du comté de Matapédia, le nord du comté de Laviolette et Gatineau. Pourront également bénéficier d'une partie de l'exemption, c'est-à-dire 50 % de l'exemption, Rimouski et le nord de Labelle.

On n'oublie pas non plus les corporations de pêche qui vont voir une réduction de la taxe sur le capital. En effet, pour les premiers 300 000 \$ de capital versé, une corporation dont la principale exploitation est dans la pêche verra une réduction importante de sa taxe sur le capital. Pour ne rappeler que l'essentiel, Mme la Présidente, le capital versé, ce sont simplement les actifs, les émissions en circulation et, par exemple, les comptes à recevoir de l'entreprise. Les premiers 300 000 \$ de l'ensemble des actifs bénéficieront d'une exemption.

Également, une exemption assez intéressante mais particulière, je l'admets, c'est celle concernant les employés dans le Grand-Nord. Effectivement, il y a de plus en plus de personnes qui acceptent d'aller travailler dans le Grand-Nord, dans des chantiers particuliers, etc., qui se font offrir par leur employeur des voyages pour

retourner chez elles, les fins de semaine. En vertu d'un principe fiscal, depuis 1984, on sait que les avantages conférés par un employeur à l'employé sont universellement ajoutés au revenu. Or, pour ne pas pénaliser ces travailleurs du Grand-Nord, on va détaxer certains avantages qui leurs sont conférés, par exemple, sous forme de voyages pour retourner dans leur famille, etc.

La taxe sur le caburant et le tabac, c'est un autre sujet qui a fait amplement l'objet de discussions. On sait que, dorénavant, la taxe est fixe. La taxe sur le carburant a été fixée à 30 % et la taxe sur le tabac, à .0452 \$ par cigarette. Toute modification à la taxe devra être approuvée par l'Assemblée nationale.

Je mentionne, en passant, l'abolition de la taxe sur les assurances pour les avions utilisés dans le service commercial. C'est quand même intéressant parce qu'il y avait un problème particulier à cause de l'ampleur de la prime et, conséquemment, de l'ampleur de la taxe.

Un sujet sur lequel je veux m'arrêter quelques minutes pour l'expliquer parce qu'il ne me semble pas vraiment compris, c'est la taxe sur les entreprises. On se souviendra que dans le budget, M. Gérard D. Levesque explique qu'à défaut pour Ottawa de verser à Québec la portion des revenus, dans le cadre de la péréquation, qui lui revient, en attendant que cela se fasse, il croit de son devoir de lever une taxe sur les entreprises. Par exemple, on a fait tout un plat avec cette taxe. Mme la Présidente, cette taxe n'est pas de 7.5 %, tel que l'on semble le lire dans le budget; ce n'est pas cela que cela veut dire. La taxe s'applique sous trois volets très simples que je vais vous expliquer assez rapidement. La plupart des entreprises, la plupart des employeurs, au Québec, subissent trois sortes de taxes depuis de nombreuses années. On a la contribution au fonds de santé du Québec. On se rappellera qu'il y a quelques années, cela faisait partie d'un calcul spécial dans le rapport d'impôt. Tous les contribuables, quand ils en arrivaient au calcul de l'impôt à payer, calculaient les montants à verser à l'assurance-maladie et au fonds de santé du Québec. Les employeurs avaient également une contribution à payer sur le salaire. Le système a été quelque peu changé et, jusqu'à tout récemment, la plupart des employeurs prélevaient sur les salaires versés aux employés 3 % du salaire brut, lequel va au fonds de santé. (21 h 20)

Une deuxième taxe assez courante, c'est la taxe sur le capital, c'est-à-dire les actifs, les actions en circulation et autres actifs de la compagnie. Ils sont évalués, il y a une taxe sur le capital qui, jusqu'à tout récemment, était de 0,45 %.

Une troisième taxe - et c'est la dernière - pour l'ensemble des entreprises, c'est l'impôt sur le revenu. Il y a l'impôt fédéral de 10 %, l'impôt du Québec, habituellement de 3 %. Cela change, évidemment, selon les budgets et les années. Qu'y a-t-il de changé? Je vous donne les pourcentages et vous allez comprendre que les changements sont mineurs. Ainsi, la contribution des employeurs au fonds de santé, qui était de 3 % avant le budget, est de 3,2 %, soit 0,2 % de plus. La taxe sur le capital, qui était de 0,45 %, devient de 0,48 % - pas 1 %, 0,48 %. L'impôt sur le revenu, qui était de 3 %, devient de 3,22 %. C'est bien peu, à vrai dire. En plus, les nouvelles sociétés, les nouvelles compagnies, je l'ai dit au début, ne paieront pas d'impôt sur le revenu ni de taxe sur le capital, c'est-à-dire qu'une nouvelle société ne sera pas assujettie à cette surtaxe. Même celles qui le sont, comme on le voit, ce n'est même pas 1 % d'augmentation par entreprise. De là à dire qu'on comprime les entreprises et qu'on les taxe de façon abusive, ce n'est absolument pas le cas.

Quant à la question d'uniformiser la taxe de vente de 9 % sur l'énergie, mentionnons que l'électricité et le gaz propane étaient déjà taxés depuis nombre d'années. Afin d'éviter une concurrence ou de favoriser certaines énergies au détriment de l'électricité, on a simplement voulu uniformiser l'application de la taxe de vente de sorte que, dorénavant, l'électricité, le gaz propane, le gaz naturel, le mazout, l'essence, le kérosène et le charbon sont sur un pied d'égalité et sont taxés à 9 %.

La déduction de 1000 \$ pour revenus d'intérêts et de dividendes: il est vrai que la déduction jusqu'au 1er mai était de 1000 \$ et qu'au fédéral elle était également de 1000 \$. Il y a une deuxième déduction qui se greffe à cela pour les personnes âgées de 65 ans et plus. Elles pouvaient déduire, en plus de ces 1000 \$, un montant additionnel de 1000 \$ pour revenus de retraite. Ces 2000 \$ - deux déductions de 1000 \$ - sont réduits à 500 \$. Ne cherchons pas les mots pour dire si c'est une bonification ou non; ce n'est pas une bonification. Cependant, ce n'est pas si grave qu'on pourrait le penser puisque, selon certaines statistiques ou constatations, il semblerait que la moyenne des revenus d'intérêts et de dividendes déclarés par l'ensemble des contribuables qui réclament cette déduction de 1000 \$ en revenus d'intérêts et de dividendes est approximativement de 5700 \$ ou 6000 \$. Cela veut dire qu'en rétablissant la déduction à 500 \$, on présume que l'épargne qui va résulter de l'exemption est de 5000 \$, à peu près la moyenne qu'on semble constater dans les statistiques. Mais, je l'avoue, c'est un effort qu'on demande aux contribuables du Québec pour aider à équilibrer le déficit sur

lequel je reviendrai tout à l'heure.

On a également adopté un ensemble de mesures d'harmonisation avec le fédéral, dix-sept mesures que le fédéral avait adoptées et qu'on a suivies simplement pour se jumeler avec la politique fiscale d'Ottawa. Je n'en mentionne que trois qui me semblent les plus importantes. On exclut les versements de dividendes en capital de l'application de l'impôt minimum qui fait qu'en deçà d'un certain revenu, on ne pourra pas ne pas payer d'impôt, s'assurant ici que les contribuables qui ont le bonheur de faire certains revenus ne pourront pas, par des stratagèmes ou par des déductions, même si elles sont légitimes, réduire leur impôt à néant. Donc, on exclut de cela le dividende en capital. On améliore le système d'épargne-retraite et le régime enregistré de revenu de retraite, comme l'a fait le fédéral l'année dernière, on applique les mêmes mesures chez nous. On abolit la surtaxe de 3 % sur les inventaires qu'avait instituée le fédéral en 1981; comme le fédéral qui vient de l'abolir, on l'abolit chez nous pour ne pas pénaliser les sociétés.

Je termine simplement en rappelant que s'il est vrai, comme le disait tantôt le député de Lévis, qu'on ne présente peut-être rien ou qu'on semble présenter beaucoup mais que, dans le fond, il y a peu de choses... Je voudrais simplement lui rappeler qu'il n'y a pas si longtemps l'ancien gouvernement avait lui aussi, dans son budget, de façon peut-être pas tellement voyante et pas tellement éclatante, vers la toute fin du discours sur le budget, dans les pages 40 et suivantes, par une simple phrase, adopté la taxe sur les primes d'assurance du Québec. Il retirait approximativement 463 000 000 \$ de taxes sur les primes d'assurance. On se souvient aussi de la réaction des contribuables.

Je rappelle aussi en 30 secondes, Mme la Présidente, l'abolition de la déduction de l'épargne-logement par l'ancien gouvernement au détriment des contribuables du Québec qui étaient dans un cul-de-sac parce qu'au fédéral, s'ils retiraient les montants pour l'épargne-logement ils pouvaient déduire 10 000 \$, mais au Québec, ils ne le pouvaient pas, parce que le régime a été aboli. Les gens étaient dans une impasse totale et cela a porté préjudice à un nombre considérable de contribuables, et encore aujourd'hui. On aura l'occasion d'y revenir. Finalement, les allocations familiales qui ont, à toutes fins utiles, disparu le 23 avril 1985. On aura également l'occasion d'y revenir. Juste pour les allocations familiales, il s'agit de 200 000 000 \$.

On a fait nos efforts dans le budget. Le ministre des Finances le dit lui aussi, c'est un premier budget du gouvernement actuel et il faudrait quand même nous donner encore le temps de présenter des

politiques qui seront peut-être plus positives, plus agressives encore...

La Vice-Présidente: Pourriez-vous conclure, M. le député, votre temps est écoulé.

M. Séguin: ...et le temps nous facilitera la chose. Je vous remercie.

La Vice-Présidente: Merci, M. le député de Montmorency.

M. le député de Roberval.

M. Michel Gauthier

M. Gauthier: Je vous remercie, Mme la Présidente. J'écoutais tout à l'heure le député de Montmorency qui est certainement un expert de ces questions-là. Je pense que personne n'en disconvient, c'est quelqu'un qui a fait sa carrière professionnelle dans le domaine de la fiscalité. J'ai retenu principalement, à part le début de son intervention à laquelle je suis loin de souscrire, évidemment, la dernière phrase ou le dernier bout du discours du député de Montmorency où il nous dit qu'il y aura d'autres budgets, qu'ils auront le temps d'amener de bonnes mesures dans les prochains budgets, des mesures plus positives, laissant ainsi confirmation en quelque sorte des propos tenus par l'Opposition concernant ce budget. Je ne dirai pas que l'essentiel du contenu renferme des mesures absolument farfelues, mais des mesures négatives qui ne s'adressent pas à la bonne clientèle. On s'est intéressé dans ce budget aux clientèles de riches et on a tapé durement sur les clientèles de pauvres malheureusement. Mon collègue de Lévis l'a démontré en prenant à témoin chacun des députés en cette salle qui sont des représentants - comme moi, comme lui d'ailleurs et comme d'autres - de citoyens modestes.

(21 h 30)

Une loi fiscale généralement, c'est assez aride sur le plan du contenu et lorsqu'on l'aborde sur le plan technique comme l'a fait mon collègue de Montmorency, c'est effectivement difficile pour les gens de suivre, de s'y retrouver, de comprendre quelque chose. Qu'on dise que tel ou tel impôt est parti de 3,25 pour aller à 3,58, vous admettez avec moi qu'on ne se battra probablement pas dans les autobus demain matin pour discuter de cette question.

Cependant, il faudrait peut-être qu'on prenne le temps de situer dans son véritable contexte cette loi fiscale qui est l'application du budget qui nous a été présenté le printemps dernier. Le contexte, Mme la Présidente, quand on y regarde de plus près, est beaucoup plus triste pour ceux qui en font une constatation, beaucoup plus

triste qu'autre chose. D'abord, ce budget est venu dans un contexte, rappelons-nous, de campagne électorale, peu de temps après une campagne électorale où le premier ministre et son équipe de ténors, son équipe de soi-disant spécialistes, son équipe de députés, son équipe ministérielle aujourd'hui qui est formée de députés d'une certaine expérience.

Le premier ministre s'est promené dans le décor en passant l'essentiel de la campagne électorale à démontrer ou à essayer de démontrer aux Québécois et Québécoises, en manipulant les chiffres, en manipulant les données économiques, qu'il y avait au Québec une large marge de manoeuvre pour financer ses promesses électorales. Voilà le premier élément du contexte de ce budget et, par voie de conséquence, de cette loi fiscale. Un premier ministre, alors chef de l'Opposition, qui, pendant au-delà d'un mois et demi, s'est promené dans le décor pour démontrer qu'il y avait une marge de manoeuvre au Québec. Peu de temps après, Mme la Présidente, alors qu'on est entré ici dans cette Chambre et que le premier ministre a donné ses premières entrevues comme premier ministre, quelle ne fut pas notre surprise de constater que ce même homme qui, malgré les dires du premier ministre d'alors, aujourd'hui chef de l'Opposition et député d'Anjou, malgré les dires de celui-ci, que ce premier ministre qui avait défendu une marge de manoeuvre qui n'existait pas et qu'on s'est évertué à démontrer qu'elle n'existait pas, nous arrive en Chambre et nous dit: Nous sommes dans la pire crise financière de l'histoire du Québec.

Mme la Présidente, j'entends un collègue libéral dire: C'est vrai. Je suis particulièrement surpris d'une réflexion comme celle-ci alors que lui, comme son chef, malgré ce qu'on en disait en période électorale, défendait une marge de manoeuvre de plusieurs centaines de millions et ne se gênait pas dans les comtés, d'ailleurs, pour faire des promesses tout aussi farfelues les unes que les autres et tout aussi irréalistes sur le plan budgétaire.

Une voix: C'est vrai.

M. Gauthier: Quelques mois après, c'est la pire crise financière de l'histoire du Québec où on nous garantie l'apocalypse pour les mois qui suivent. Alors là, tous les citoyens du Québec, obligés de réajuster très rapidement leur jugement, ayant cru en cet homme qui se vantait de pouvoir dégager une marge de manoeuvre, constatent maintenant qu'il nous indique que, non seulement il n'y a plus de marge de manoeuvre, mais que c'est la pire crise financière des 50 dernières années. Drôle de changement de discours pour un chef de gouvernement.

Or là, tous les citoyens du Québec

s'attendaient à avoir un budget absolument épouvantable. On imaginait, dans la pire crise financière depuis 50 ans, que tous les services seraient coupés, que toutes les taxes seraient augmentées, que le déficit serait absolument astronomique. Tout le monde s'attendait à l'apocalypse. Voilà l'élément de la stratégie libérale. Un mois après, on nous présente un budget qui, somme toute, relève d'une certaine habileté à manipuler les chiffres, un budget qui, de fait, nous dit, non pas qu'on est dans la pire crise financière depuis 50 ans, non pas qu'il y a une marge de manoeuvre de plusieurs centaines de millions de dollars, mais qui nous dit que la réalité est dure, qu'il faut couper à certains endroits, qu'il faut restreindre des choses, qu'il faut augmenter certaines taxes. Bref, les commentateurs, au moment du budget, je le rappellerai, ces observateurs neutres de la scène politique disaient, et je me permets de citer Michel David dans le journal *Le Soleil*: "La pire crise financière depuis 50 ans avait été surmontée sans que le contribuable ne se sente écorché vif. Certains se demanderont peut-être s'ils n'ont pas été bernés avec cette histoire de crise, mais ils seront quand même soulagés."

Mme la Présidente, ce n'est pas un double discours que tient ce gouvernement et le chef de ce gouvernement, c'est un triple discours, un discours prometteur en période électorale pour s'attirer les faveurs des citoyens, un discours terrible par la suite, effrayant pour tout le monde quelques mois après, pour justifier en quelque sorte qu'il n'aura pas à livrer la marchandise qu'il a promise et avec laquelle il s'est fait élire. Un mois après, finalement, la réalité des choses, une situation budgétaire difficile mais loin d'être l'apocalypse dont on nous avait parlé, qu'on nous avait prédite et loin d'être aussi la marge financière qu'on se vantait d'avoir. Comment peut-on, comme citoyen, respecter un tel gouvernement et accorder un peu de crédibilité à ces gens pour lesquels, la démonstration en est maintenant faite, le discours a changé trois fois, et ceci bien à l'intérieur d'une année, dans l'espace d'environ six mois?

Mme la Présidente, la situation finalement, n'eût été de certaines coupures du gouvernement fédéral, n'eût été d'une baisse accordée à l'impôt des riches, je le rappelle, dès le mois de décembre, et nos voisins d'en face ne peuvent pas nier qu'un de leurs premiers gestes a été de couper l'impôt des riches. Pas l'impôt des pauvres, l'impôt des riches. C'est là leur premier geste... Alors, n'eût été de cette baisse de l'impôt des riches, n'eût été de certaines coupures du gouvernement fédéral et n'eût été de cette volonté de descendre le déficit à environ 2 900 000 000 \$, un peu en dessous de 3 000 000 000 \$ plutôt que de le laisser à 3 000 000 000 \$ comme c'était l'habitude

depuis quelques années, ce serait un jeu important de plusieurs centaines de millions qui serait sur la table aujourd'hui. Si ce gouvernement avait fait les choix qu'il nous semble important de faire, ce gouvernement aurait pu bénéficier de quelques centaines de millions de dollars qui auraient pu permettre d'éviter certaines taxes qui nous apparaissent odieuses et certaines coupures qui nous apparaissent indécentes. Mais c'est là ce qu'on appelle les choix gouvernementaux, c'est là qu'on reconnaît les sentiments profonds qui animent un gouvernement, un gouvernement dont la première préoccupation est de monter une tragédie financière pour, après cela, accorder un budget supposément potable, mais un gouvernement dont les choix pour l'essentiel démontrent que son souci le plus grand n'est pas celui de venir en aide aux citoyens les moins riches, ceux qui gagnent 8 \$ ou 5 \$ ou 4 \$ l'heure. Le souci de ce gouvernement est de satisfaire la clientèle qui gagne 75 000 \$ et plus par année et qui finance d'ailleurs abondamment le Parti libéral.

Je voyais encore aujourd'hui que le Parti libéral au pouvoir, oh! chose étonnante, battra tous les records de financement dans le système que permet la loi. On se posera des questions un peu plus tard sur ce que signifie cet apport massif de "cash" aux ministériels. D'où vient-il, de quel endroit provient-il, cet argent? Pour quelle raison est-il donné? Pour financer un parti qui a donné abondamment, dans certains cas des choses importantes. Oui, un riche qui a vu ses impôts baisser de 800 \$, de 1000 \$ ou de 1200 \$ dans l'année, Mme la Présidente, probablement - et ce pour plusieurs années à venir - que cela lui fait plaisir de cotiser plus généreusement à la caisse du Parti libéral.

Mais les pauvres, ceux qui gagnent 5 \$ l'heure ou ceux qui gagnent 7 \$, 8 \$ l'heure, le travailleur moyen, 9 \$ au Québec, ceux-là n'ont pas les moyens de donner 1000 \$ au Parti libéral parce que les baisses de taxes choisies par ce gouvernement leur ont donné environ 10 \$ de réduction par mois. Ils n'ont certainement pas les moyens de contribuer très généreusement à la caisse du Parti libéral.

Mme la Présidente, ce gouvernement est également celui qui rejette constamment la responsabilité sur le dos des autres. Depuis le début de cette session parlementaire et celle de l'année passée, les seules réponses qu'il nous est possible d'obtenir en interrogeant de bonne foi ces hommes et ces femmes qui assument les responsabilités ministérielles, les seules réponses qu'il nous a été donné d'obtenir c'est que c'est la faute de l'ancien gouvernement ou, encore mieux, dans les cas où on ne peut pas dire que c'est la faute de l'ancien gouvernement, on a même vu déjà des ministres se lever pour

dire: Oui, mais l'ancien gouvernement avait pensé le faire.
(21 h 40)

C'est rendu tellement loin, Mme la Présidente, que non seulement ce n'est plus la faute de l'ancien gouvernement, mais on est en train de supposer que l'ancien gouvernement aurait peut-être pu penser le faire. C'est ce qu'on nous livre comme réponse. C'est un gouvernement qui nie les responsabilités. Ils ont refilé une part de la responsabilité au gouvernement fédéral. Je pense que, là-dessus, ils ont raison parce qu'il y a eu des coupures du gouvernement fédéral. Vous avez raison de le faire, mais souvenez-vous, messieurs, mesdames qui applaudissez à cette remarque, qu'au moment où on démontrait que les paiements de péréquation pénalisaient durement le Québec et le pénaliseraient davantage dans les années suivantes, au moment où on dénonçait, à l'époque où nous étions sur les banquettes ministérielles, le gouvernement fédéral dans ce système fédéral, de nous faire des coupures injustifiées, on nous répondait chaque fois de l'autre côté: Eh bien, c'est parce que vous êtes des péquistes. Vous n'avez pas raison. Le gouvernement fédéral n'a pas coupé. Le gouvernement fédéral ne veut pas assécher les sources financières. Ce n'est pas vrai. Vous avez menti. Or, la première chose que le ministre des Finances dit en commençant, en livrant son premier budget: Le gouvernement fédéral nous a coupés et il faut taxer les entreprises au nom du gouvernement fédéral. C'est drôle, ce discours, ces gens ne voulaient absolument pas en entendre parler avant. Ce n'était pas vrai. Cela ne se pouvait pas que le fédéral coupe. Aujourd'hui, c'est un des premiers énoncés qu'il nous donne dans ce budget. C'est un gouvernement qui rejette la responsabilité sur les autres, sur l'ancien gouvernement ou sur ceux qui ont précédé ou sur ce qu'ils pensent que l'ancien gouvernement aurait voulu faire, sur le gouvernement fédéral, sur à peu près tout le monde, sauf sur leur propre gestion.

Mme la Présidente, il y a des gestes qui sont posés. Il y a des gestes qui sont durs dans ce budget. Quand je vois qu'on essaie et qu'on dit dans le budget... On est en train de le faire, on se bat contre cela actuellement. On est en train de vendre notre coffre d'outils sur le plan des sociétés d'État. On est en train de vendre notre coffre d'outils pour payer des choses, pour un apport financier, pour faire en sorte que les besoins financiers nets soient moins élevés. Quand on vend un coffre d'outils, on ne peut pas s'attendre à faire des merveilles dans la question du développement économique. Ce qui préoccupe ce gouvernement, c'est beaucoup plus de tasser, encore une fois, au nom d'intérêts qui ne sont pas toujours bien identifiés avant les

privatisations, mais qui en général le sont assez bien après les privatisations. Ils sont en train de priver les Québécoises et les Québécois d'outils essentiels à leur développement économique et d'outils qui ont été mis sur pied et qui ont évolué avec les années, depuis les années soixante au Québec, outils dont on a besoin. Tous les arguments sont bons. Quand ce n'est pas rentable, c'est un canard boiteux, il faut s'en défaire. Quand c'est rentable, il faut s'en défaire quand même. Une logique qui conduit toujours au même endroit. Il y a quelqu'un quelque part qui attend pour faire une passe avec une société d'État et un gouvernement. Il y a un ministre des Finances qui attend quelque part qu'il y ait quelqu'un qui fasse une passe pour mettre un peu d'argent dans ses poches pour que ses équilibres financiers soient un peu plus jolis à montrer à la population du Québec.

Voilà la véritable nature de ce gouvernement. Des gens qui ont un triple langage. Des gens qui nous annoncent tantôt des beaux jours, tantôt l'apocalypse, mais tantôt qui sont obligés de livrer de la marchandise et qui voient leur propre jeu découvert. Un gouvernement qui vend le coffre d'outils au nom d'intérêts pas toujours identifiés avant la vente, mais habituellement faciles à identifier après la vente.

Mme la Présidente, ce budget était farci de taxes odieuses. Mon collègue de Lévis rappelait tantôt: Au moment où on a inscrit la taxe de 9 % sur l'huile à chauffage, évidemment, personne n'a fait de tragédie avec cela, on était à la période printanière. En général, ce sont les gens moins bien nantis qui n'ont pas réussi à convertir leur système de chauffage en système électrique, ou ce sont les maisons moins bien organisées qui se chauffent avec des annexes à l'huile. Ces gens, quand ils vont faire le plein de leur réservoir, vont payer plus cher. Ils vont payer, ces gens, près de 100 000 000 \$. Or, pris individuellement, d'aucuns diront: Cela représente 9 % d'une facture de 700 \$, c'est 60 \$ et quelques. Pour un pauvre, 60 \$ et quelques, c'est souvent l'essentiel, souvent ce qui sert à mettre du beurre sur le pain. Une taxe sur l'huile à chauffage, c'est peu de chose, ces gens-là ne nous intéressent pas. On aime mieux diminuer l'impôt des riches, on va taxer le baril d'huile à chauffage.

Quand on se permet comme gouvernement d'exempter d'impôt des gains de capital jusqu'à concurrence d'un montant assez important, quand on se permet de baisser l'impôt des riches de plusieurs centaines de dollars par année, pour ne pas dire quelques milliers dans certains cas, et qu'on a l'audace d'augmenter l'huile à chauffage des pauvres citoyens de 9 %, je trouve cela odieux. Ce double langage... Vous m'indiquez que mon temps achève, Mme la Présidente,

j'aurais eu bien des choses à dire à ces gens-là.

Ce double langage dans les finances publiques, on l'a retrouvé dans les soins de santé également, on l'a retrouvé chez les assistés sociaux à qui on a fait miroiter une parité qui n'est jamais venue. On l'a rencontré également chez les étudiants du Québec à qui on avait promis un gel des frais de scolarité, mais de la main gauche on permet aux universités d'augmenter les frais d'inscription. Ce double langage, on l'a vu dans le développement des régions où on est en train littéralement d'asphyxier les régions du Québec en faisant mourir Radio-Québec, en faisant mourir les télévisions communautaires, en coupant le fonds de développement régional, en coupant dans les budgets de voirie régionale, en coupant la plupart des conseils régionaux. Oui, je vois le député de Matapédia qui dit: Mettez-en. Si j'avais le temps et s'il était prêt à me donner le consentement, comme il l'indique par ses gestes, je pourrais débiter à ce gouvernement tous les assauts qu'ils ont faits envers le développement régional au Québec.

Enfin, et je termine là-dessus, c'est un gouvernement de double langage, c'est un gouvernement qui ne donne jamais de réponse en Chambre, c'est un gouvernement qui jette la responsabilité sur les autres. C'est un gouvernement qui gère à la va-comme-je-te-pousse. C'est un gouvernement qui travaille pour l'asphyxie des régions du Québec. Enfin c'est un gouvernement qui n'a d'intérêt que pour ceux qui le financent, qui n'a d'intérêt que pour les groupes qui l'appuient massivement et enfin qui n'a d'intérêt que pour les riches au Québec.

La Présidente: Je remercie, M. le député de Roberval. M. le député de Mille-Îles. M. le député de Mille-Îles, c'est à vous la parole.

M. Jean-Pierre Bélisle

M. Bélisle: Merci, Mme la Présidente. Le projet de loi qui est devant nous ce soir traite des mesures fiscales qui font suite au dernier budget du ministre des Finances, au mois de mai 1986. Je n'ai pas l'intention, au cours des quelques minutes qu'il reste avant l'ajournement de ce soir, de commencer à énumérer les nombreuses mesures fiscales qui me semblent toutes très intéressantes, telles que la déduction fiscale de 25 % pour l'achat d'actions par les employés, l'exonération d'impôt sur les profits et la taxe sur le capital des nouvelles corporations et coopératives, et ainsi de suite.

L'exercice que je voudrais faire avec vous tous ce soir, c'est un exercice de finances publiques. Je voudrais que l'on se reporte au discours sur le budget, à la page 24, et que l'on en relise ensemble la

conclusion. Mme la Présidente, dans le budget, je lis: "L'orientation fondamentale de ce premier véritable budget de notre gouvernement aura été de sortir nos finances publiques de l'impasse, sans compromettre la croissance économique et la création d'emplois." Trois notions: notion d'impasse, déficit budgétaire important, 1 500 000 000 \$, deux autres notions, viser la croissance économique et la création d'emplois. Il s'agit là d'un énoncé fondamental du parti gouvernemental, du Parti libéral du Québec, quant à toute l'orientation des finances publiques de notre formation politique. Il ne s'agit aucunement d'un vieux cliché opposant les pauvres d'un côté aux riches de l'autre côté d'une barricade. Ce sont des principes de finances publiques qui remontent à la théorie classique traditionnelle, que l'on peut lire dans des volumes d'économie de première année de baccalauréat à l'université.

(21 h 50)

Ceci dit, Mme la Présidente, qu'est-ce que l'on disait le lendemain du discours sur le budget? L'éditorialiste de la *Presse*, Frédéric Wagnière, le vendredi 2 mai, commentait ainsi: "Le budget, dit-il, du gouvernement Bourassa est satisfaisant à deux points de vue. Il permet à l'État de fonctionner et il ne sacrifie pas les citoyens. Il permet aussi d'entrevoir qu'à l'avenir les finances publiques se porteront mieux et que le développement de l'économie créera de nouveaux emplois. Le ministre des Finances a clairement établi le lien entre l'assainissement des finances et la croissance économique. Cela n'est pas nouveau ni à Québec ni à Ottawa. Le gouvernement actuel semble cependant avoir trouvé un dosage judicieux et prometteur. Le budget contribue à créer le climat de confiance dans l'économie dont on a tant parlé." Il me semble que c'est très clair, Mme la Présidente, qu'il s'agit là d'un énoncé fondamental de finances publiques.

Le Parti libéral du Québec, le gouvernement actuel ne pourra jamais être accusé de maintenir en place ce qu'un célèbre journaliste de la *Presse* de Montréal édictait le jeudi 30 octobre 1986, à la page 1 - je cite M. Alain Dubuc - "de maintenir au Québec un vacuum politique dans le domaine des finances publiques". M. Dubuc s'exprimait ainsi: "Le succès de Jacques Parizeau, quand il revient sur la place publique, s'explique aussi par le vacuum qui existe dans le monde des finances publiques." Un peu plus loin: "Il n'y a donc personne dans l'équipe libérale qui peut ou qui veut traiter à la fois de finances publiques ou de politique économique comme le fait si bien Jacques Parizeau." Je suis totalement en désaccord, Mme la Présidente, avec un tel énoncé. Le premier ministre de la province, le ministre du Revenu, le ministre des

Finances, le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation traitent tous de principes fondamentaux de finances publiques depuis le 2 décembre dernier. Notre gouvernement parle de finances publiques. Il y a toutes les mesures fiscales qui sont contenues dans le projet de loi 120.

Je voudrais, ce soir, revenir au principe fondamental et parler de finances publiques et des politiques économiques qui sous-tendent ce projet de loi 120, puisque personne de l'Opposition ne peut ni ne veut en parler comme Jacques Parizeau. Expliquons donc pourquoi toutes ces mesures fiscales sont nécessaires et pourquoi il y avait nécessité d'un redressement budgétaire majeur et, surtout, nécessité de réduire le déficit. C'est là le principe fondamental derrière toute la politique de finances publiques dans la province. Trop souvent, les discours et interventions des hommes publics demeurent d'une vague généralité quand ils traitent du déficit et de la réduction de celui-ci. Peut-être vaut-il mieux expliquer une fois pour toutes ce qui est toujours imprécis et confus, le tout à la lumière de l'expérience américaine.

Examinons donc avec un peu plus de raffinement technique la réalité économique qui sous-tend chacun des objectifs ci-haut énoncés. Règle générale, autant il y avait de controverses quant aux effets macro-économiques de la politique budgétaire dite de stabilisation par le biais du déficit, autant il y a unanimité quant aux effets découlant de la réduction du déficit. Dans les faits, il existe un fort consensus entre économistes à savoir que l'accroissement du déficit a entraîné une croissance à un rythme trop rapide des produits intérieurs bruts nationaux plutôt que de réduire avec la même célérité le sous-emploi. Toutefois, ce taux de croissance des économies a été ralenti quelque peu par l'effet secondaire du déplacement des ressources du secteur privé vers le domaine public. Le principal secteur évacué par l'expansion du déficit touche presque essentiellement les activités productrices d'exportations en biens et en services qui concurrencent les produits importés. Les immenses besoins de nos gouvernements en ressources financières pour assumer les déficits croissants ont poussé, par le biais de la rareté, les taux d'intérêt, les dépenses de capital pour les consommateurs et les familles à des planchers élevés. En outre, aux États-Unis et, à un degré moindre, au Canada, une entrée massive de capitaux étrangers a amplifié cette pression à la hausse sur les taux d'intérêt, ce qui a entraîné en fin de course une réévaluation importante du dollar américain et, par voie de conséquence, de notre monnaie. Au Canada, à un degré beaucoup moindre mais dans la même foulée, notre monnaie s'est stabilisée en maintenant

une position de force face aux monnaies étrangères, à l'exception du dollar américain.

Pour les États-Unis, pour le gouvernement américain, réduire le déficit s'est inscrit dans une loi unanime votée au Congrès et au Sénat. Le projet de loi est intitulé la loi Gramm-Rudman-Hollings. Ce projet de loi entraîne les effets macro-économiques suivants: L'application de cette nouvelle mécanique de réduction systématique du déficit budgétaire implique nécessairement le renversement des tendances que je viens de décrire. En effet, la diminution du déficit fédéral provoquera instantanément une demande diminuée de fonds pour fins gouvernementales et ce, immédiatement, en 1986. De cette demande réduite de capital financier découlera une diminution des taux d'intérêt qui engendrera à son tour deux forces dynamisantes pour l'économie américaine: d'une part, une expansion des dépenses des corporations et consommateurs dans les secteurs sensibles aux fluctuations à la baisse des taux d'intérêt tels les immobilisations, l'équipement, les inventaires, les maisons, les automobiles, les électroménagers; d'autre part, des plus bas taux d'intérêt qui ralentiront le flux de capitaux étrangers aux États-Unis, ce qui diminuera finalement la demande de dollars américains sur le marché d'échange et entraînera une dépréciation ultime du dollar.

Enfin, ces forces amèneront une remontée des exportations et des ventes par des entreprises américaines, créant ainsi de l'emploi massif. La seule réserve à faire: il serait naïf de croire que toutes ces bonnes choses, causées par la réduction du déficit budgétaire, se produiront instantanément car il y a un prix à payer pour l'atteinte de ce mieux-être économique et c'est la période de temps nécessaire pour permettre l'ajustement des forces vers ce nouvel équilibre souhaité. Les Américains estimaient qu'il y aurait à court terme augmentation du sous-emploi et stabilisation après une période de trois ans, c'est-à-dire après 1988, et une remontée alors de l'emploi dans le secteur de leur économie.

Qu'est-ce que nous pouvons comprendre de tout cela? Il n'en demeure pas moins que les objectifs fondamentaux d'une réduction du déficit, comme celui que nous avons dans le budget du mois de mai 1986, visent les facettes suivantes: premièrement, accroître le revenu disponible dans les poches et dans les mains des consommateurs et des entreprises; deuxièmement, réduire le sous-emploi à moyen terme; troisièmement, établir la décroissance de l'appareil de l'État et quatrièmement, établir une correspondance du coût des services gouvernementaux à la capacité et au désir de la population.

Qu'en est-il pour le Québec, Mme la Présidente, de cette théorie, de ces principes de finances publiques? La première des choses, nous pouvons constater que la

confiance est retrouvée au Québec et que, pour nous, contrairement à ce que nos amis du Sud avaient prévu, il n'y a pas eu de stagnation à court terme et d'augmentation du sous-emploi. Il y a eu chez nous, au Québec, une augmentation sensible de l'emploi et je fais référence à des statistiques récentes, Mme la Présidente, où, si on compare octobre 1985 à octobre 1986, on passe de 11,9 % en 1985 à 10,8 % en 1986, ce qui fait un écart de 1,1 % de moins de chômage. Alors donc, la théorie qui a été appliquée de finances publiques par notre gouvernement et qui est contenue dans les mesures fiscales du projet de loi 120 constitue une théorie, à ce chapitre, qui a rapporté gros aux Québécois. C'est pour cela qu'il y avait nécessité d'un redressement budgétaire.

On pourrait nommer également, Mme la Présidente, des investissements qui ont découlé de ce nouveau climat de confiance, de cette réduction de la mainmise de l'État sur les ressources totales de l'économie. On pourrait parler également, Mme la Présidente - je sais que vous me faites signe - du secteur de la construction qui a connu cette année une année extraordinaire. On peut se reporter en 1977 pour voir une année semblable.

Ce que je dis, en d'autres termes, Mme la Présidente, et je vais conclure là-dessus, c'est que tout ce qui est contenu dans le projet de loi 120, c'est la concrétisation d'une politique budgétaire de finances publiques qui était certes difficile à appliquer au départ, mais que l'on se devait de mettre en application lorsque le gouvernement du Parti libéral du Québec a pris le pouvoir.

Mme la Présidente, il ne faut jamais oublier, lorsqu'on discute d'un projet de loi de nature purement fiscale, il y a derrière ce projet de loi les mesures budgétaires et on doit revenir à ces mesures budgétaires. C'est pour cette raison, Mme la Présidente, que je voterai pour le projet de loi 120, parce que le peuple du Québec y a gagné avec ces mesures seulement en regardant les indicateurs économiques que nous pouvons lire dans n'importe quel journal du Québec. Merci.

La Vice-Présidente: Merci, M. le député de Milles-Iles. Mme la députée de Johnson.

Mme Juneau: Mme la Présidente, constatant qu'il est 22 heures, je voudrais vous demander l'ajournement du débat, s'il vous plaît!

La Vice-Présidente: De consentement? Nous allons ajourner le débat concernant le projet de loi 120. Nous ajournons nos travaux à demain 10 heures.

(Fin de la séance à 22 h 1)